



Nations Unies

**Institut des Nations Unies pour la formation
et la recherche**

Rapport financier et états financiers audités

de l'année terminée le 31 décembre 2019

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

**Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-quinzième session
Supplément n° 5E**

**Institut des Nations Unies pour la formation
et la recherche**

**Rapport financier et états
financiers audités**

de l'année terminée le 31 décembre 2019

et

**Rapport du Comité
des commissaires aux comptes**



Nations Unies • New York, 2020

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

| <i>Chapitre</i> | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Lettres d'envoi | 5 |
| I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes . . | 7 |
| II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes | 10 |
| Résumé | 10 |
| A. Mandat, étendue de l'audit et méthode | 13 |
| B. Principales constatations et recommandations | 14 |
| 1. Suite donnée aux recommandations antérieures du Comité | 14 |
| 2. Aperçu de la situation financière | 14 |
| 3. Gestion financière | 15 |
| 4. Gestion des achats | 19 |
| 5. Gestion des programmes | 22 |
| 6. Suppression des comptes des membres du personnel ayant cessé leur service | 23 |
| 7. Application des accords d'hébergement | 24 |
| 8. Évaluation des risques de conflits d'intérêts | 25 |
| C. Informations communiquées par l'administration | 26 |
| 1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens | 26 |
| 2. Versements à titre gracieux | 26 |
| 3. Cas de fraude ou de présomption de fraude | 26 |
| D. Remerciements | 27 |
| Annexe | |
| État d'application des recommandations jusqu'à l'année terminée le 31 décembre 2018 . . | 28 |
| III. Certification des états financiers | 32 |
| IV. Rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2019 | 33 |
| A. Introduction | 33 |
| B. Vue d'ensemble des états financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019 | 35 |
| C. Perspectives | 44 |
| V. États financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019 | 45 |
| I. État de la situation financière au 31 décembre 2019 | 45 |

| | |
|--|----|
| II. État des résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019 | 46 |
| III. État des variations de l'actif net pour l'année terminée le 31 décembre 2019..... | 47 |
| IV. État des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2019..... | 48 |
| V. État comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget pour l'année terminée le 31 décembre 2019 | 49 |
| Notes relatives aux états financiers de 2019..... | 50 |

Lettres d'envoi

Lettre datée du 31 mars 2020, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par le Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, conformément à l'article 6.2 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, les états financiers de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'année terminée le 31 décembre 2019, que j'approuve par la présente lettre.

Des copies de ces états financiers sont également communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Le Sous-Secrétaire général,
Directeur général
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
(*Signé*) Nikhil Seth

**Lettre datée du 21 juillet 2020, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Président du Comité
des commissaires aux comptes**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'année terminée le 31 décembre 2019.

Le Président de la Cour des comptes fédérale de l'Allemagne,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) Kay Scheller

Chapitre I

Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes

Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons audité les états financiers de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), qui comprennent l'état de la situation financière (état I) au 31 décembre 2019, l'état des résultats financiers (état II), l'état des variations de l'actif net (état III), l'état des flux de trésorerie (état IV) et l'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs (état V) pour la même année, ainsi que les notes relatives aux états financiers, y compris un récapitulatif des principales méthodes comptables.

Nous considérons que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de la situation financière de l'UNITAR au 31 décembre 2019, ainsi que de ses résultats financiers et flux de trésorerie pour l'année terminée à cette date, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS).

Base de notre opinion

Nous avons procédé à l'audit conformément aux Normes internationales d'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont énoncées à la section « Responsabilités des commissaires aux comptes concernant l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants de l'UNITAR, conformément aux règles déontologiques qui s'appliquent à l'audit des états financiers, et nous nous sommes acquittés de nos responsabilités dans le respect de ces règles. Nous estimons que les éléments que nous avons réunis à l'occasion de notre audit sont appropriés et suffisants pour nous permettre de former notre opinion.

Informations autres que les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes

Les autres informations présentées dans le présent rapport ont été établies par l'administration et comprennent le rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2019 (chap. IV), mais non les états financiers ni le rapport des commissaires aux comptes à proprement parler.

Notre opinion sur les états financiers ne porte pas sur ces autres informations et nous ne formulons aucune expression d'assurance à leur égard.

Nous sommes tenus dans le cadre de l'audit des états financiers de prendre connaissance de ces autres informations et de nous assurer qu'elles concordent avec les états financiers et avec les constatations que l'audit nous a permis de dégager et qu'elles ne présentent pas d'anomalies significatives. Nous sommes tenus de rendre compte de toute anomalie significative que nous pourrions déceler à cette occasion. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des organes de gouvernance en matière d'états financiers

Il incombe à la direction d'établir des états financiers conformes aux normes IPSAS, qui présentent une image fidèle de la situation de l'UNITAR et d'exercer le

contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre d'établir des états exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Lors de l'établissement des états financiers, la direction est tenue d'évaluer la capacité de l'UNITAR de poursuivre son activité, de rendre compte, le cas échéant, des éléments touchant la continuité d'activité et de considérer qu'il poursuivra son activité, à moins qu'elle n'ait l'intention de procéder à la liquidation de l'Institut ou de mettre fin à son activité, ou qu'elle n'ait pas d'autre solution à sa portée.

Les organes de gouvernance sont tenus de superviser la procédure d'information financière de l'UNITAR.

Responsabilités des commissaires aux comptes concernant l'audit des états financiers

Notre objectif est d'acquiescer l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur, et de publier un rapport dans lequel nous faisons part de notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé ; elle ne garantit cependant pas qu'un audit mené conformément aux Normes internationales d'audit permette de déceler systématiquement les anomalies significatives. Les anomalies peuvent tenir à la fraude ou à l'erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent influencer les décisions économiques que les utilisateurs prendront sur la base des états financiers.

Dans le respect des Normes internationales d'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et un esprit critique tout au long de l'audit. Nous menons également les activités suivantes :

- Nous décelons et évaluons les risques que pourrait poser la présence d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci soient dues à la fraude ou à l'erreur, nous concevons et appliquons des procédures d'audit adaptées à ces risques et nous réunissons à l'occasion de notre audit des éléments qui sont appropriés et suffisants pour nous permettre de former notre opinion. Le risque de ne pas déceler une inexactitude significative découlant d'une fraude est plus élevé que celui lié à une inexactitude résultant d'une erreur, car la fraude peut recouvrir des actes de collusion ou de falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou le non-respect des procédures de contrôle interne ;
- Nous évaluons les contrôles internes exercés par l'UNITAR afin de concevoir des procédures d'audit appropriées, mais notre intention n'est pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ces contrôles ;
- Nous évaluons les méthodes comptables suivies et les estimations faites par l'administration, de même que l'information dont elle fait état ;
- Nous tirons des conclusions concernant l'utilisation par la direction du principe de la continuité d'activité et, nous fondant sur les éléments que nous avons réunis dans le cadre de l'audit, nous estimons s'il existe une incertitude significative quant à des événements ou des circonstances qui pourraient compromettre la capacité de l'UNITAR de poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'appeler l'attention sur les informations pertinentes figurant dans les états financiers et d'émettre une opinion modifiée si elles ne sont pas satisfaisantes. Nos conclusions sont fondées sur les éléments réunis à la date d'établissement de notre rapport, mais nous ne pouvons pas nous engager pour l'avenir puisque

l'on ne peut pas exclure que des circonstances ou des événements futurs empêchent l'UNITAR de poursuivre son activité ;

- Nous évaluons la présentation générale, la structure et la teneur des états financiers et des informations qui les accompagnent ; nous évaluons également si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents avec fidélité.

Nous communiquons avec les organes de gouvernance concernant, entre autres points, l'étendue et le calendrier de l'audit et les principales constatations, notamment les insuffisances significatives concernant les contrôles internes que nous pourrions avoir décelées dans le cadre de nos activités.

Rapport sur les autres obligations légales ou réglementaires

Nous estimons que les opérations comptables de l'UNITAR qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre audit ont été, dans tous leurs aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit.

Le Président de la Cour des comptes fédérale de l'Allemagne,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) Kay **Scheller**

Le Contrôleur général de la République du Chili
(Auditeur principal)
(Signé) Jorge **Bermúdez**

Le Contrôleur et Auditeur général des comptes de l'Inde
(Signé) Rajiv **Mehrishi**

Le 21 juillet 2020

Chapitre II

Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) pour l'année terminée le 31 décembre 2019. L'audit a été fait au siège, à Genève.

À partir du 30 mars 2020, en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Comité a effectué l'audit à distance, y compris l'audit final des états financiers.

Étendue de l'audit

Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale et qui ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration de l'UNITAR, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière de l'UNITAR au 31 décembre 2019 et des résultats des activités et des flux de trésorerie de l'année terminée à cette date, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS). Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

Le Comité a également examiné la gestion de l'UNITAR, en application de l'article 7.5 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, aux termes duquel il peut faire des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion de l'Organisation. Le Comité a examiné six grands domaines de l'activité de l'UNITAR (la gestion financière ; la gestion des programmes ; la procédure de passation de marchés ; l'informatique et les communications ; l'application des accords d'hébergement pour les organismes ; les mécanismes de prévention des conflits d'intérêts) ainsi que les mesures prises pour donner suite aux recommandations formulées les années précédentes.

Opinion du Comité des commissaires aux comptes

Le Comité considère que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de la situation financière de l'UNITAR au 31 décembre 2019, ainsi que de ses résultats financiers et flux de trésorerie pour l'année terminée à cette date, conformément aux normes IPSAS.

Conclusion générale

Le Comité n'a pas relevé d'erreur, d'omission ni d'inexactitude significative lors de l'examen des documents comptables de l'UNITAR pour l'année terminée le 31 décembre 2019. Il a toutefois constaté que des progrès pouvaient être faits dans les domaines de la gestion financière et des contrôles internes.

Principales constatations

a) Application du principe de recouvrement complet des coûts

Le Comité des commissaires aux comptes a relevé des insuffisances dans la procédure d'approbation des dérogations aux taux de recouvrement complet des coûts standard.

b) Utilisation du fonds de crédit renouvelable

Au cours de sa visite, le Comité des commissaires aux comptes a constaté que l'octroi de prêts aux programmes de l'UNITAR ne se faisait pas suivant les critères et conditions établis dans la circulaire administrative AC/UNITAR/2016/12. En outre, l'Institut avait dû comptabiliser en pertes un montant de 235 575,20 dollars correspondant à des prêts dont l'ancienneté moyenne était de 679 jours que le Programme des finances publiques et du commerce de l'Institut n'était pas en mesure de rembourser.

c) Automatisation de la passation de marchés

Le Comité des commissaires aux comptes a constaté que la demande d'achat était effectuée manuellement. En outre, il a constaté que la réception des biens ou services était enregistrée par une personne extérieure à la procédure de passation du marché.

d) Application des accords d'hébergement

L'Institut a conclu un accord opérationnel avec le Partenariat de lutte contre les maladies non transmissibles sans procéder à une évaluation des risques. En outre, le Comité des commissaires aux comptes a noté que l'UNITAR n'avait pas de cadre réglementaire applicable à la mise en œuvre des accords d'hébergement pour les organismes.

e) Évaluation des risques de conflits d'intérêts

Le Comité des commissaires aux comptes a constaté qu'aucune suite n'était donnée à l'évaluation des risques de conflits d'intérêts.

Recommandations

Compte tenu des constatations susmentionnées, le Comité recommande principalement que l'UNITAR fasse ce qui suit :

a) durcir les critères régissant l'approbation des dérogations au recouvrement complet des coûts standard et tenir compte de l'analyse, notamment des incidences financières, faite par le Groupe des finances et du budget avant la signature des accords, afin d'éviter des écarts négatifs en matière de recouvrement des coûts ;

b) faire en sorte que les critères d'autorisation relatifs au fonds de crédit renouvelable soient conformes aux critères établis dans la circulaire administrative AC/UNITAR/2016/12 ;

c) étudier la possibilité d'automatiser la demande d'achat de biens et de services à l'aide du système Atlas ou d'un autre outil ;

d) améliorer la procédure de réception des biens ou services en autorisant les demandeurs à accéder au système Atlas ;

- e) procéder à une évaluation des risques en bonne et due forme avant de signer un nouvel accord d'hébergement ;
- f) élaborer une politique ou des lignes directrices précisant les exigences, les conditions et les obligations applicables aux accords d'hébergement ;
- g) donner suite à l'évaluation des risques de conflits d'intérêts et examiner et suivre les mesures d'atténuation recensées dans le registre des risques.

Chiffres clefs

| | |
|---------------------------------|--|
| 44,9 millions de dollars | Montant total des produits en 2019, dont 37,4 millions de dollars en contributions volontaires et 6,9 millions au titre de la prestation de services |
| 16 millions de dollars | Montant du déficit enregistré en 2019 |
| 32 millions de dollars | Excédents cumulés au 31 décembre 2019 |
| 95 | Membres du personnel |

A. Mandat, étendue de l'audit et méthode

1. Créé en 1965, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) est une entité autonome, qui a pour objectif d'accroître l'efficacité du système des Nations Unies grâce à des activités de formation et de recherche. Il est régi par un conseil d'administration et dirigé par un(e) directeur(trice) général(e). Il ne reçoit aucune contribution du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et est financé par des contributions volontaires que lui versent des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des fondations et diverses sources non gouvernementales.
2. Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion de l'UNITAR pour l'année terminée le 31 décembre 2019, en application de la résolution 74 (I) adoptée par l'Assemblée générale en 1946. Il a conduit son audit conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux normes internationales d'audit. Celles-ci exigent que le Comité se conforme aux règles déontologiques et organise et exécute ses contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.
3. Le contrôle avait pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière de l'UNITAR au 31 décembre 2019 et des résultats des activités et des flux de trésorerie de l'année terminée à cette date, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies. Il s'agissait notamment de savoir si les charges constatées avaient été engagées aux fins approuvées par le Conseil d'administration et comptabilisées conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation.
4. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.
5. Le Comité a également examiné la gestion de l'UNITAR, en application de l'article 7.5 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, aux termes duquel le Comité doit formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion des activités de l'Institut. À partir du 30 mars 2020, en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Comité a effectué l'audit à distance, y compris l'audit final des états financiers.
6. Le Comité a examiné six questions pour l'UNITAR en 2019 : la gestion financière ; la gestion des programmes ; la procédure de passation de marchés ; l'informatique et les communications ; l'application de l'accord d'hébergement pour les organismes ; les mécanismes de prévention des conflits d'intérêts. Il a également examiné les mesures prises par l'UNITAR pour donner effet aux recommandations formulées lors des contrôles précédents.
7. Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale.
8. Les observations et conclusions y formulées ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration de l'UNITAR, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

B. Principales constatations et recommandations

1. Suite donnée aux recommandations antérieures du Comité

9. Le Comité a noté que, sur les neuf recommandations qui n'avaient pas encore été appliquées au 31 décembre 2018, sept (77,8 %) avaient été intégralement appliquées et deux (22,2 %) étaient en cours d'application, comme indiqué dans le tableau ci-après. On trouvera des précisions sur l'état de l'application des recommandations formulées antérieurement dans l'annexe au chapitre II.

Tableau II.1

État de l'application des recommandations

| | <i>Recommandation intégralement appliquée</i> | <i>Recommandation en cours d'application</i> | <i>Recommandation non appliquée</i> | <i>Recommandation devenue caduque</i> |
|-------------|---|--|---|---|
| Total | 7 | 2 | — | — |
| Pourcentage | 77,8 | 22,2 | — | — |

Source : Comité des commissaires aux comptes.

10. Une recommandation de 2017 est toujours en cours d'application, même si des progrès ont été accomplis. Elle concerne l'établissement d'un fichier qui fasse le lien entre l'évaluation de la performance des consultants et leur domaine de compétence respectif. Le Comité compte que le Directeur général de l'UNITAR procédera aux changements voulus dans les plus brefs délais.

2. Aperçu de la situation financière

11. En 2019, l'UNITAR a fait état d'un excédent de 16,0 millions de dollars et de pertes actuarielles sur les engagements au titre des avantages du personnel d'un montant de 7,5 millions de dollars. Son actif net a augmenté, passant de 23,5 millions de dollars à 31,9 millions. Le montant total des produits pour 2019 s'est établi à 44,9 millions de dollars, soit une hausse de 18,9 millions de dollars par rapport au montant de 25,9 millions enregistré en 2018. Il englobe les contributions volontaires (37,4 millions de dollars, soit 83,3 % du total) et les versements au titre de la prestation de services (6,9 millions, soit 15,3 % du total). Les contributions volontaires versées par les États Membres ont augmenté, passant de 11,7 millions de dollars en 2018 à 23,6 millions en 2019. Les autres contributions volontaires ont augmenté, passant de 8,6 millions de dollars en 2018 à 13,8 millions en 2019. Les dépenses ont augmenté de 1,3 %, passant de 28,6 millions de dollars à 28,9 millions.

12. En 2019, les dépenses de personnel se sont élevées à 10 millions de dollars (contre 10,7 millions en 2018), celles afférentes aux consultants et aux stagiaires, à 6,3 millions de dollars (contre 5,6 millions en 2018) et les subventions et autres transferts, à 3,3 millions de dollars (contre 3,8 millions en 2018).

13. La valeur totale de l'actif de l'UNITAR a diminué, passant de 37,1 millions de dollars au 31 décembre 2017 à 36 millions au 31 décembre 2018, avant d'augmenter, s'établissant à 52,8 millions de dollars à la fin de la période considérée. Le passif a augmenté, passant de 11,5 millions de dollars au 31 décembre 2017 à 12,5 millions au 31 décembre 2018, puis à 20,8 millions de dollars au 31 décembre 2019.

14. Le Comité a examiné la situation financière de l'Institut, s'aidant pour ce faire des ratios de structure financière présentés dans le tableau ci-après. Ces ratios confirment que l'actif net suffit à couvrir le passif à court terme et à long terme.

Tableau II.2
Ratios de structure financière

| Ratio | 31 décembre 2019 | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|---|------------------|------------------|------------------|
| Total de l'actif/total du passif^a | | | |
| Total de l'actif/total du passif | 2,54 | 2,88 | 3,23 |
| Ratio de liquidité générale^b | | | |
| Actif courant/passif courant | 18,49 | 11,93 | 22,68 |
| Ratio de liquidité relative^c | | | |
| (Disponibilités + placements à court terme + créances)/passifs courants | 15,60 | 11,63 | 20,04 |
| Ratio de liquidité immédiate^d | | | |
| (Disponibilités + placements à court terme)/passifs courants | 10,78 | 7,30 | 12,22 |

Source : États financiers de l'UNITAR.

^a Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure d'honorer l'ensemble de ses engagements.

^b Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure de régler ses passifs courants.

^c Le ratio de liquidité relative est plus restrictif que le ratio de liquidité générale, car il ne tient pas compte des stocks et autres actifs courants plus difficiles à convertir en liquidités. Un ratio élevé témoigne du haut degré de liquidité de l'actif.

^d Le ratio de liquidité immédiate est un indicateur qui permet de mesurer la capacité d'une entité à faire face à ses passifs courants à partir de ses actifs liquides (trésorerie, équivalents de trésorerie et placements).

15. L'actif courant de l'UNITAR suffit à couvrir ses passifs courants. Les ratios se sont améliorés en raison de l'augmentation de l'actif courant. L'augmentation du ratio de liquidité générale, du ratio de liquidité relative et du ratio de liquidité immédiate s'explique par une augmentation de 1,6 % des dettes et charges à payer.

16. L'UNITAR a procédé à une évaluation au cas par cas des contributions volontaires dues au 31 décembre 2019 et, par conséquent, effectué des ajustements comptables d'un montant de 0,5 million de dollars, d'où une réduction correspondante du montant des contributions volontaires à recevoir¹.

3. Gestion financière

Application du principe de recouvrement complet des coûts

17. Le 5 janvier 2018, l'UNITAR a publié la circulaire administrative AC/UNITAR/2018/01, qui visait à clarifier le recouvrement des coûts d'appui directs et indirects au moyen de la formule de recouvrement des coûts approuvée par le Conseil d'administration à sa cinquante-troisième session, en 2013. La circulaire prévoit qu'un taux de 7 % est appliqué à tous les fonds destinés aux activités ou aux projets pour couvrir les coûts indirects d'appui au programme. En outre, un pourcentage de recouvrement des coûts des services directs de 11 % est appliqué à toutes les activités et à tous les projets gérés par l'Institut.

18. Le Conseil d'administration a également approuvé un taux réduit pour le recouvrement des coûts des services directs qui varie entre 6 % pour les fonds d'intermédiation et 11 % pour les projets entièrement gérés par l'UNITAR. Les projets qui sont à la fois exécutés directement par l'Institut et financés par des subventions accordées aux partenaires de réalisation ne réduisent pourtant pas la responsabilité et la charge administrative de l'Institut. De tels projets seraient

¹ Voir la note 7 relative aux états financiers de l'UNITAR pour l'année terminée le 31 décembre 2019.

considérés comme entièrement gérés par l'UNITAR et, par conséquent, ne pourraient pas bénéficier du pourcentage réduit (6 %) appliqué aux coûts des services directs.

19. En outre, dans la circulaire administrative AC/UNITAR/2019/18, publiée le 8 novembre 2019, l'UNITAR a établi les catégories de dérogation au recouvrement des coûts et les modalités de recouvrement des coûts non standard. Il a également établi qu'un mémorandum devrait être publié, dans lequel figureraient des informations et serait consignée l'approbation donnée par le Directeur général concernant la dérogation au recouvrement complet des coûts standard, qui ferait l'objet de discussions et d'un accord relatif à la dérogation, au recouvrement des coûts non standard et à la communication de l'information avant la signature officielle de l'accord entre les donateurs et l'UNITAR.

20. L'UNITAR travaille avec le Programme des administrateurs et administratrices auxiliaires, c'est-à-dire avec des professionnels qui sont recrutés dans le cadre d'accords bilatéraux entre l'ONU et les pays donateurs. Les administrateurs et administratrices auxiliaires sont généralement des nationaux des pays donateurs, mais il arrive que certains donateurs financent également des nationaux de pays en développement. Ces types d'accords n'entrent pas dans la catégorie du recouvrement des coûts standard.

21. Au cours de la visite de contrôle interne, le Comité des commissaires aux comptes a examiné les accords de contributions volontaires signés par l'UNITAR en 2019 et noté que pour le contrat référencé sous le numéro C2019.TARPH006.NGAGov, le taux de recouvrement des coûts des services directs était de 6 %. Or ce projet a été à la fois exécuté directement par l'Institut et financé par des subventions accordées aux partenaires de réalisation ; il ne devrait donc pas bénéficier du taux réduit applicable au coût des services directs, qui est de 6 %, comme l'a fait observer le Groupe des finances et du budget de l'UNITAR le 30 avril 2019. Malgré ces observations, le mémorandum faisant état de la dérogation a été approuvé par le Directeur général le 20 novembre 2019, six mois après la signature de l'accord (23 mai 2019).

22. Le Comité a noté que la dernière circulaire administrative relative à l'application du recouvrement complet des coûts (AC/UNITAR/2019/18) ne précisait pas quelles étaient les conditions applicables aux administrateurs et administratrices auxiliaires lorsque, selon les accords signés par l'UNITAR pour ce type de programme, le coût des services directs était de 0 % et le coût d'appui au programme de 12 %.

23. Finalement, le Comité a examiné les écarts entre le montant total des coûts et le montant total recouvré pour les années 2016, 2017, 2018 et 2019, et il a constaté que des écarts négatifs avaient été enregistrés pour les années 2016, 2017 et 2018 et que pour 2019 seulement, un écart positif avait été enregistré. Les écarts négatifs s'expliquent par le fait que, pour les années 2016, 2017, 2018 et 2019, le taux moyen de recouvrement des coûts obtenu était de 15,45 %, contre un taux approuvé de 18 %, soit un écart cumulé de 1 484 dollars au 31 décembre 2019².

24. Le Comité est d'avis qu'aucun accord ne devrait être signé sans que l'analyse et les recommandations du Groupe des finances et du budget aient été dûment prises en compte, de manière que les dérogations au taux de recouvrement complet des coûts standard soient conformes aux taux approuvés par le Conseil d'administration de l'UNITAR. Cela pourrait permettre de réduire les écarts négatifs en matière de recouvrement des coûts et d'augmenter ainsi la réserve opérationnelle de l'Institut.

² Y compris 7 % pour les coûts indirects d'appui au programme et 11 % pour les coûts des services directs.

25. Le Comité considère que le fait que la procédure relative aux accords concernant les administrateurs et administratrices auxiliaires ne soit pas énoncée dans la circulaire administrative AC/UNITAR/2019/18 pourrait entraîner un manque de traçabilité dans le recouvrement complet des coûts et des difficultés pour ce qui est de couvrir les coûts directs et indirects.

26. Le Comité recommande que l'UNITAR durcisse les critères régissant l'approbation des dérogations au recouvrement complet des coûts standard et tienne compte de l'analyse, notamment des incidences financières, faite par le Groupe des finances et du budget avant la signature des accords, afin d'éviter des écarts négatifs en matière de recouvrement des coûts.

27. Le Comité recommande en outre que l'UNITAR modifie la circulaire administrative AC/UNITAR/2019/18 pour y faire figurer les procédures relatives au Programme des administrateurs et administratrices auxiliaires.

28. L'UNITAR a accepté d'envisager d'intégrer les recommandations lors de l'établissement de son nouveau modèle de recouvrement des coûts, qui sera examiné en 2020.

Utilisation du fonds de crédit renouvelable

29. À sa cinquante-sixième session, tenue les 19 et 20 novembre 2015, le Conseil d'administration a autorisé la création d'un fonds de crédit renouvelable de 1 million de dollars provenant des réserves non affectées du fonds général et utilisé par le Directeur général de l'UNITAR pour prêter des fonds dans des circonstances exceptionnelles à des projets à des fins spéciales financés par des subventions lorsque les fonds provenant des donateurs sont retardés.

30. Après l'approbation du Conseil d'administration susmentionnée, l'UNITAR a publié la circulaire administrative AC/UNITAR/2016/12, datée du 26 décembre 2016, promulguant les procédures applicables à l'utilisation du fonds de crédit renouvelable. La circulaire administrative énonce plusieurs critères et conditions régissant l'utilisation du fonds, dont les suivants :

- a) La limite du fonds de crédit renouvelable créé par le Conseil d'administration est fixée à 1 million de dollars au maximum ;
- b) Aucun prêt ne sera accordé à un projet tant que 75 % au moins des fonds prêtés précédemment n'auront pas été recouvrés ;
- c) L'ancienneté d'un prêt à rembourser ne doit pas dépasser 90 jours ;
- d) Le fonds de crédit renouvelable doit servir à mener des activités. Idéalement, il ne faut pas que plus de 25 % du montant serve à couvrir les salaires ;
- e) Les prêts doivent être utilisés dans le cas des contributions à recevoir pour lesquelles la réception est prévue dans un délai de 45 jours au maximum à compter de la date de la demande de prêt par le programme ;
- f) Aucun programme ne sera autorisé à avoir des prêts non remboursés d'un montant supérieur à 300 000 dollars.

31. Les demandes de prêt doivent être adressées au Groupe des finances et du budget de l'UNITAR, qui les examine et informe les directeurs de programme et le Directeur général de l'UNITAR des demandes qu'il n'est pas recommandé d'approuver. Toutefois, les directeurs de programme peuvent chercher à obtenir des approbations exceptionnelles du Directeur général, qui peut user de son pouvoir discrétionnaire en se fondant sur des antécédents très solides et bien établis de financement du projet ou de l'activité en question par le donateur.

32. Après examen des prêts octroyés par l'UNITAR en 2019 et de leur ancienneté, le Conseil d'administration a constaté les situations suivantes :

a) En avril 2019, le montant total de l'encours des prêts s'élevait à 1 016 271,96 dollars, contre un montant de 1 million de dollars approuvé par le Conseil d'administration ;

b) Le 17 janvier 2019, un prêt de 91 563,41 dollars a été accordé au Programme pour les applications satellites opérationnelles de l'UNITAR, alors même qu'à cette date, un prêt antérieur d'un montant de 121 951,22 dollars accordé au titre du même programme n'avait pas été recouvré par l'UNITAR. Le prêt précédent avait une ancienneté de 253 jours ;

c) Au 31 décembre 2019, 9 prêts au total étaient à rembourser et leur ancienneté moyenne était de 594 jours ;

d) Selon les informations figurant sur les formulaires de demande de prêt émanant des services chargés des programmes, neuf prêts avaient été accordés et plus de 25 % du montant devait servir à couvrir les salaires ;

e) Dix prêts avaient été approuvés pour lesquels le délai de réception des contributions prévue dépassait les 45 jours ;

f) En 2019, les services chargés de deux programmes (le Programme des finances publiques et du commerce et le Programme pour les applications satellites opérationnelles) avaient des prêts non remboursés d'un montant supérieur à 300 000 dollars.

33. En raison de ce qui précède et compte tenu du fait qu'au 31 décembre 2019, le Programme des finances publiques et du commerce avait des prêts non remboursés d'un montant de 235 575,20 dollars dont l'ancienneté moyenne était de 679 jours, l'UNITAR a dû comptabiliser ce montant en pertes car le programme n'était pas en mesure de rembourser l'argent. Or malgré l'analyse faite et l'avis négatif rendu en 2017 et 2018, dans lequel le Groupe des finances et du budget de l'UNITAR avait recommandé de ne plus accorder de prêts au Programme des finances publiques et du commerce, de nouveaux prêts ont été approuvés sur la base de décisions prises par le Directeur général.

34. Le Comité considère que ces prêts n'avaient peut-être pas un caractère exceptionnel, comme l'exige la circulaire administrative AC/UNITAR/2016/12, puisque sur un total de 20 prêts demandés en 2019, tous avaient été approuvés par le Directeur général, malgré l'analyse et les recommandations négatives faites, dans certains cas, par le Groupe des finances et du budget. À cet égard, il est essentiel de suivre les règles et les conditions arrêtées et approuvées par le Conseil d'administration, qui figurent dans la circulaire administrative.

35. Le Comité recommande que l'UNITAR fasse en sorte que les critères d'autorisation relatifs au fonds de crédit renouvelable soient conformes aux critères établis dans la circulaire administrative AC/UNITAR/2016/12, sachant que le recours à ce fonds est subordonné à des circonstances exceptionnelles, et qu'il tienne compte de l'analyse financière et des recommandations faites avant l'approbation du prêt, de manière à éviter que les prêts accordés à l'avenir ne soient pas remboursés et à assurer la viabilité financière de ses opérations.

36. L'UNITAR a souscrit à ces recommandations. Il a en outre fait savoir qu'il examinerait les critères et les procédures régissant l'octroi de prêts et qu'il les présenterait au Conseil d'administration pour approbation à sa soixante et unième session, qui se tiendra en novembre 2020.

4. Gestion des achats

Planification annuelle des achats

37. Comme le prévoit la section 8.1 du Manuel des achats de l'ONU, en date du 1^{er} juillet 2013, il est indispensable de planifier les achats pour pouvoir publier des avis de mise en adjudication ou des appels d'offres, passer des marchés, livrer les biens et services voulus et effectuer les travaux demandés par l'Organisation efficacement et en temps voulu. Le plan d'achat doit indiquer : a) le numéro d'identification ; b) les types de biens, services ou travaux ; c) la quantité estimée ; d) la valeur estimée, en dollars des États-Unis ; e) la date de livraison ; f) toute autre information pertinente.

38. Afin de s'assurer du respect des règles susmentionnées, le Comité a demandé à l'UNITAR de lui communiquer son plan annuel d'achat pour 2019 et a constaté ce qui suit :

a) La description des types de biens ou de services ne permettait pas de les classer correctement. Par exemple, certains articles ont été indiqués comme relevant des catégories « Désarmement », « Syrie », « Sahel », « Visite de Nikhil à Tokyo », « SSFP 2019 WSII Entebbe », « SSFP 2019 WSIII Hiroshima » ou encore « DRR 2019 » ;

b) Aucune unité de mesure standard n'était indiquée à la rubrique « Quantité ». Par exemple, les besoins en hébergement hôtelier étaient quantifiés tantôt en nombre de nuitées tantôt en nombre de clients, ou étaient seulement assortis de la mention « 1 » ;

c) Certaines demandes étaient faites en francs suisses ou en euros et non en dollars des États-Unis ;

d) Aucune date de livraison standard n'était indiquée, certaines demandes étant planifiées sur une base trimestrielle, mensuelle ou quotidienne.

39. Le Comité estime que le plan d'achat devrait contenir des spécifications plus détaillées, plus mesurables et plus précises des biens, services et travaux requis, et que la valeur estimée ne devrait pas être exprimée dans une autre monnaie que le dollar des États-Unis, ce qui permettrait d'assurer une planification efficace des achats et d'améliorer la performance de la fonction d'achat à l'UNITAR.

40. Le Comité recommande que l'UNITAR améliore son plan annuel d'achat en demandant davantage d'informations de référence et en améliorant la qualité des données communiquées, telles que les types de biens ou de services, la quantité, la valeur estimée et la date de livraison.

41. L'UNITAR a souscrit à la recommandation tendant à ce qu'il améliore son plan annuel d'achat.

Respect des procédures de passation des marchés

42. Le 7 janvier 2019, l'UNITAR a publié la circulaire administrative AC/UNITAR/2019/01, relative à la délégation de pouvoirs en matière de passation des marchés, dont l'objectif était de rendre compte de modifications apportées à la composition du Comité des marchés, au nombre minimum de devis et à la procédure de passation des marchés, dans le cadre de la délégation de pouvoirs accordée au Directeur général de l'UNITAR. Le paragraphe 10 de ladite circulaire prévoit que, pour chaque procédure de passation de marché, une demande d'achat de biens et de services dûment remplie doit être présentée.

43. En outre, les directives de l'UNITAR sur les achats, publiées en avril 2019, établissent que les cadres assument des responsabilités en matière d'achats en tant que demandeurs, car ils participent au recensement des besoins et signent le formulaire de demande d'achat qui est envoyé au Groupe de l'administration et des achats de l'UNITAR.

44. Le Comité a examiné un échantillon de 30 bons de commande émis par l'UNITAR entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019 et constaté ce qui suit :

a) Pour huit bons de commande, l'achat avait été indiqué comme étant effectué dans le système Atlas, mais aucun bon de paiement n'a été trouvé dans le système. Selon les informations fournies par le Groupe de l'administration et des achats, ces achats ont été annulés et n'auraient donc pas dû être indiqués comme étant effectués dans Atlas ;

b) En ce qui concerne le bon de commande n° 8232, l'hôtel Eko Hotels and Suites (Nigeria) a été exclu de la procédure de sélection car il n'était pas sur la liste des établissements recommandés par le Département de la sûreté et de la sécurité. Ce dernier l'a toutefois ajouté à cette liste après avoir examiné la documentation de référence présentée.

45. Le Comité estime qu'il est nécessaire de tenir dans Atlas un registre exact et à jour des bons de commande afin d'assurer un suivi et un contrôle adéquats des informations disponibles dans le système. En outre, l'absence de justification suffisante en cas de rejet d'une offre peut entraîner un manque de transparence dans la passation du marché.

46. En réponse, l'UNITAR a déclaré qu'une fois qu'une commande est clôturée, elle est indiquée comme étant achevée dans le système Atlas. Il a également précisé que les commandes étaient clôturées lorsqu'elles n'étaient plus nécessaires. Une commande ne devrait toutefois être considérée comme achevée qu'après avoir été intégralement traitée et clôturée. Ainsi, si une commande est tout simplement annulée, comme dans le cas en question, elle doit être indiquée comme telle dans le système Atlas.

47. En ce qui concerne Eko Hotels and Suites, l'UNITAR a déclaré qu'après une nouvelle comparaison des offres, il avait été décidé de ne pas exclure l'établissement de la procédure de sélection. Cependant, bien que les résultats de cette nouvelle comparaison, en date du 8 mars 2019, aient été communiqués par l'Institut, il a été noté dans le procès-verbal de la 100^e réunion du Comité des marchés, tenue le 21 mars 2019, que Eko Hotels and Suites n'avait pas été recommandé par le Département de la sûreté et de la sécurité.

48. Le Comité recommande que l'UNITAR tienne dans le système Atlas un registre exact et à jour des commandes, améliore le suivi et le contrôle des informations qui y figurent et les rendent plus faciles à communiquer.

49. L'UNITAR a pris note de la recommandation.

Nécessité de mettre à jour les directives relatives à la passation des marchés

50. Le chapitre 6.3 du Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies, publié le 30 septembre 2019, fixe à 50 000 dollars le montant seuil pour une procédure formelle d'appel à la concurrence.

51. En avril 2019, l'UNITAR a publié des directives relatives à la passation des marchés, qui se veulent un document de référence succinct présentant les grandes lignes de la procédure d'achat. Ces directives précisent notamment le nombre de

fournisseurs et les documents à présenter pour les marchés en fonction de leur montant seuil.

52. Le Comité des commissaires aux comptes a noté qu'en ce qui concerne les montants seuils correspondant aux différentes catégories de marché, les directives de l'UNITAR n'étaient pas conformes au Manuel des achats de l'Organisation, puisqu'elles prévoyaient que tous les achats d'un montant supérieur à 40 000 dollars et inférieur ou égal à 100 000 dollars devaient faire l'objet d'une procédure formelle d'appel à la concurrence.

53. Par ailleurs, le Comité des commissaires aux comptes a noté que les directives relatives à la passation des marchés n'avaient pas de caractère officiel étant donné qu'elles n'avaient pas été approuvées par le Directeur général.

54. Le Comité considère que toutes les instructions, directives ou procédures publiées par l'UNITAR devraient indiquer des montants seuils conformes à ceux qui sont précisés dans le Manuel des achats, et devraient être dûment approuvées par le Directeur général.

55. Le Comité recommande que l'UNITAR actualise ses directives relatives à la passation des marchés et les mette en conformité avec le Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies, les officialise par la publication d'une circulaire administrative et les communique à l'ensemble du personnel.

56. L'UNITAR a souscrit à cette recommandation.

Automatisation de la passation de marchés

57. Dans le cadre de la procédure de passation des marchés de l'UNITAR, les cadres assument des responsabilités en tant que demandeurs étant donné qu'ils participent au recensement des besoins en matière d'achat, à la signature du formulaire de demande d'achat et à la certification de la réception des biens ou services demandés.

58. Le Comité a évalué la procédure de passations de marchés à l'UNITAR et constaté que la demande d'achat était effectuée manuellement : un formulaire de demande d'achat permettant de lancer la procédure était signé par les responsables concernés et envoyé au Groupe de l'administration et des achats pour approbation. L'Institut n'avait en effet pas accès à la fonction de demande d'achat disponible dans le système Atlas. De plus, il utilisait des feuilles de calcul Excel pour assurer le suivi et la communication d'informations.

59. Par ailleurs, le Comité a constaté que la réception des biens ou services était enregistrée dans le système Atlas par un(e) informaticien(ne) (extérieur(e) à la procédure de passation du marché) et non par les responsables concernés. Après que les biens ou services étaient reçus par les responsables, le Groupe de l'administration et des achats envoyait la documentation correspondante à l'informaticien(ne), qui enregistrerait alors la réception dans le système Atlas.

60. Le Comité est d'avis que l'UNITAR devrait étudier la possibilité de mettre en place un mécanisme de contrôle automatisé dans le système Atlas (ou un autre outil) afin de réduire le risque d'erreur lié à l'enregistrement manuel des demandes ou de perte d'information. Cette mesure pourrait également contribuer à améliorer la traçabilité des opérations d'achat.

61. En outre, le Comité estime que l'intervention de personnel extérieur à la passation des marchés pourrait donner lieu à des erreurs d'enregistrement et pourrait faire obstacle à la séparation des tâches dans l'entité concernée, étant donné qu'actuellement, la personne qui assure cette fonction dans le système Atlas ne s'est

pas vu attribuer la responsabilité voulue pour garantir la réception adéquate des biens ou services concernés.

62. Le Comité recommande que l'UNITAR étudie la possibilité d'automatiser la demande d'achat de biens et de services à l'aide du système Atlas ou d'un autre outil.

63. En outre, le Comité recommande que l'UNITAR améliore la procédure de réception des biens ou services en autorisant les demandeurs, qui sont responsables de cette étape de la procédure, à accéder au système Atlas. Sinon, l'Institut pourrait envisager d'ajouter la réception dans Atlas aux attributions de l'informaticien(ne) et de lui attribuer les fonctions et la responsabilité voulue pour cette étape de la procédure de passation des marchés.

64. Dans sa réponse, l'UNITAR a déclaré que l'automatisation des demandes de fourniture de biens ou services dans Atlas ne serait pas à son avantage compte tenu de la taille et de la nature de son flux de travail. L'approbation des achats se faisant de manière centralisée, il serait contraint d'acheter le module d'achat d'Atlas au Programme des Nations Unies pour le développement, ce qui entraînerait pour lui une dépense récurrente. Le coût ainsi occasionné pourrait dépasser les gains d'efficacité obtenus. L'Institut a toutefois déclaré qu'il réfléchirait à d'autres moyens d'automatiser sa procédure de demande de fourniture de biens ou services.

65. En ce qui concerne la procédure de réception des biens ou services, l'UNITAR a déclaré que l'informaticien(ne) avait obtenu de l'ONU les certifications voulues en matière d'achats et avait été ajouté(e) à la liste du personnel tenu de fournir une déclaration de situation financière. Il a néanmoins indiqué qu'il examinerait la procédure d'enregistrement de la réception dans le système Atlas et réfléchirait à d'autres solutions dans le but d'assurer l'efficacité de cette procédure et l'application du principe de responsabilité dans ce cadre.

5. Gestion des programmes

Outil de suivi des projets

66. Comme le prévoit le paragraphe 28 des principes directeurs relatifs aux accords concernant l'acceptation de contributions volontaires à des fins spéciales (réception de subventions), approuvés par le Conseil d'administration en novembre 2019, les directeurs de programme sont chargés de transmettre tous les accords signés, amendements et rapports financiers et descriptifs au Groupe des partenariats et de la mobilisation des ressources afin qu'il les enregistre dans l'outil de suivi des projets disponible sur l'intranet de l'UNITAR (disponible à l'adresse ptt.unitar.org).

67. De même, le paragraphe 27 des principes directeurs relatifs aux accords conclus avec les partenaires de réalisation (décaissement de subventions), approuvés par le Conseil d'administration en novembre 2018, dispose que tous les documents relatifs aux partenaires de réalisation, y compris le mandat, les accords concernés et les conclusions des évaluations et des contrôles préalables, doivent être enregistrés, avec tout autre document pertinent, dans ledit outil de suivi des projets.

68. Le Comité a demandé à l'UNITAR la liste des programmes et projets au 31 décembre 2019 et constaté que 117 projets n'avaient pas été enregistrés dans l'outil de suivi des projets.

69. Le Comité estime qu'il est nécessaire de tenir un registre à jour des projets dans l'outil de suivi des projets, afin qu'il soit possible d'assurer comme il convient le suivi et le contrôle des projets et des documents connexes. En outre, comme elle est chargée de suivre la mise en œuvre des accords de décaissement de subventions sur les plans technique et financier, la personne responsable doit veiller à ce que, dans

l'outil de suivi des projets, les dossiers relatifs aux partenaires de réalisation soient tenus dans le respect des normes applicables.

70. Le Comité recommande que l'UNITAR veille à ce que l'ensemble de la documentation relative aux projets soit enregistrée en temps voulu dans l'outil de suivi des projets, conformément aux principes directeurs relatifs aux accords conclus avec les partenaires de réalisation et aux principes directeurs relatifs aux accords concernant l'acceptation de contributions volontaires à des fins spéciales.

71. L'UNITAR a souscrit à cette recommandation.

Tenue à jour des documents officiels de l'Institut

72. Afin que tous les documents officiels relatifs à ses opérations puissent être librement consultés par son personnel, l'UNITAR tient sur son intranet (unitarnet.unitar.org) une liste des politiques, directives et circulaires administratives en vigueur, ainsi qu'un fonds documentaire (à l'adresse unitarnet.unitar.org/documents).

73. Au vu des informations disponibles dans le fonds documentaire, le Comité des commissaires aux comptes a constaté que nombre de politiques, de directives et de circulaires administratives n'étaient plus en vigueur mais se trouvaient toujours sur l'intranet de l'UNITAR, où rien n'indiquait qu'elles n'étaient plus applicables.

74. Le Comité estime que l'absence d'indication permettant de distinguer les politiques en vigueur des politiques dépassées peut être déroutante pour le personnel de l'UNITAR et nuire à l'utilité du fonds documentaire. L'Institut pourrait notamment envisager d'apposer une marque spéciale sur tous les documents qui ne sont plus en vigueur afin que ceux-ci puissent être repérés facilement.

75. L'UNITAR a déclaré qu'il avait procédé à un examen de son intranet, qui avait été l'occasion de verser des circulaires administratives manquantes dans le fonds documentaire et d'en supprimer d'autres documents.

76. Le Comité recommande que l'UNITAR élabore des directives visant à assurer que son intranet soit actualisé en permanence.

77. L'UNITAR a souscrit à cette recommandation.

6. Suppression des comptes des membres du personnel ayant cessé leur service

78. Le 6 mars 2017, l'UNITAR a publié sa politique Informatique et communications dans la circulaire administrative AC/UNITAR/2017/04. Cette politique dispose qu'un compte de messagerie électronique donne accès à de nombreuses ressources informatiques, qui mettent à disposition divers produits et licences d'utilisation de logiciels, et décrit la procédure que les nouveaux membres du personnel de l'UNITAR doivent suivre pour demander l'ouverture d'un tel compte.

79. En outre, la politique établit les règles à suivre pour le personnel de l'UNITAR et les mesures à appliquer en fonction du type de contrat. Elle dispose que les comptes utilisateurs sont créés spécifiquement pour les besoins de l'UNITAR et que la fermeture d'un compte s'applique à tous les domaines d'activité de l'Institut.

80. Lors d'une visite de contrôle interne, le Comité a procédé à un examen des comptes utilisateurs de l'UNITAR et constaté que 61 d'entre eux n'avaient pas été bloqués ou supprimés. Il convient de mentionner que, pour cet examen, il a utilisé la liste des fonctionnaires et du personnel n'ayant pas le statut de fonctionnaire de l'UNITAR (au 31 décembre 2019), qui lui avait été communiquée par le Groupe des ressources humaines, et la liste des comptes de messagerie électronique actifs, que lui avait fournie le Groupe de l'appui informatique.

81. D'autre part, le Comité a noté que la politique Informatique et communications en vigueur n'instituait pas de procédure à suivre concernant les demandes de suppression du compte de messagerie électronique des membres du personnel (ayant ou non le statut de fonctionnaire) qui avaient quitté l'UNITAR.

82. Le Comité estime que la non-suppression du compte utilisateur des membres du personnel (ayant ou non le statut de fonctionnaire) qui ont cessé leur service accroît le risque d'accès non autorisé aux systèmes d'information. En outre, faute de procédure relative aux demandes de suppression de comptes de messagerie électronique, on ne sait pas bien qui est chargé de cette opération, à quelle fréquence une telle demande devrait être faite et à quel moment les profils utilisateurs de l'UNITAR devraient être modifiés.

83. En ce qui concerne la liste des comptes utilisateurs, l'UNITAR a indiqué que les stagiaires et les membres du personnel dont le contrat avait été reconduit après avoir expiré le 31 décembre 2019 n'avaient pas été pris en considération dans le cadre de l'examen effectué. Il n'a toutefois pas donné d'informations supplémentaires quant aux personnes qui se trouvaient dans cette situation.

84. Le Comité recommande que l'UNITAR recense les comptes utilisateurs à supprimer et prenne les mesures voulues pour procéder, en temps utile, à la suppression de ces comptes conformément à la politique Informatique et communications.

85. En outre, le Comité recommande que l'UNITAR établisse, dans sa politique Informatique et communications, une procédure officielle relative aux demandes de suppression des comptes de messagerie électronique.

86. L'UNITAR a souscrit à ces recommandations.

7. Application des accords d'hébergement

87. Le 23 juillet 2019, l'UNITAR a conclu un accord opérationnel avec le Partenariat de lutte contre les maladies non transmissibles, dans le cadre duquel il s'est engagé à intégrer le Partenariat dans ses activités et à lui assurer un soutien administratif et un appui en matière de programmes afin que le secrétariat du Partenariat puisse fonctionner et négocier légalement sous son nom avec des tiers. Le secrétariat du Partenariat est composé de personnel chargé par l'UNITAR, dans le cadre d'un programme ou d'un projet, de gérer les activités du Partenariat.

88. Le Comité des commissaires aux comptes a examiné les documents relatifs à l'accord opérationnel conclu entre l'UNITAR et le Partenariat de lutte contre les maladies non transmissibles et constaté ce qui suit :

a) L'article 3 de l'accord opérationnel établit que le Partenariat est régi conformément au mécanisme de gouvernance prévu par l'accord et par le Conseil d'administration de l'UNITAR. La même disposition figure à l'annexe I de l'accord, dans laquelle il est indiqué que le Partenariat est supervisé par un mécanisme de gouvernance qui comporte trois composantes : un conseil de haut niveau, un groupe consultatif et un comité exécutif. Néanmoins, conformément à l'article III du statut de l'UNITAR, le Conseil d'administration est le seul organe directeur de l'UNITAR qui formule les principes et les politiques devant régir les activités et les opérations de l'Institut.

b) Le 24 juillet 2019, il a été demandé au Directeur général de l'UNITAR d'apporter des modifications supplémentaires à l'accord opérationnel, qui avait pourtant déjà été approuvé et signé le 23 juillet 2019.

c) Aucune évaluation des risques n'a été effectuée avant la signature de l'accord opérationnel, comme l'a fait observer le Comité des finances du Conseil d'administration à sa douzième session, tenue le 26 novembre 2019. En conséquence, après que le Comité des finances a émis une recommandation, l'UNITAR a présenté une évaluation des risques au Conseil d'administration à sa soixantième session, tenue les 28 et 29 novembre 2019.

89. En outre, le Comité des commissaires aux comptes a noté que l'UNITAR n'avait pas de cadre réglementaire applicable à la mise en œuvre des accords d'hébergement.

90. Le Comité est d'avis qu'aucun accord ne devrait être approuvé sans un examen financier et opérationnel préalable visant à s'assurer que toutes les clauses sont conformes au statut de l'UNITAR.

91. En outre, le Comité estime qu'il est nécessaire, avant la signature de tout accord d'hébergement, de procéder à une évaluation des risques en vue de recenser, d'évaluer, d'atténuer, de surveiller et de signaler les risques susceptibles d'avoir des conséquences défavorables pour l'UNITAR et de donner ainsi des assurances raisonnables que les objectifs et les résultats peuvent être atteints.

92. En outre, comme l'UNITAR pourrait conclure de nouveaux accords d'hébergement à court terme, il est indispensable d'élaborer une politique ou des lignes directrices contenant des instructions sur la conclusion et la mise en œuvre de tels accords.

93. Le Comité recommande que l'UNITAR procède à une évaluation des risques en bonne et due forme avant de signer un nouvel accord d'hébergement, afin de recenser et d'évaluer les risques qui pourraient peser sur les activités de l'UNITAR.

94. En outre, le Comité recommande que l'UNITAR élabore une politique ou des lignes directrices précisant les exigences, les conditions et les obligations applicables aux accords d'hébergement.

95. L'UNITAR a souscrit à ces recommandations.

8. Évaluation des risques de conflits d'intérêts

96. Le 24 avril 2012, l'UNITAR a publié des directives sur les enquêtes administratives préliminaires d'établissement des faits signalées à son Comité de contrôle de l'intégrité et de la déontologie. Dans ces directives, les fautes sont classées en deux grandes catégories : les affaires graves et les affaires courantes, selon la gravité relative de l'infraction et le risque pour l'Institut. Les conflits d'intérêts sont classés dans la catégorie des affaires graves.

97. Le 25 octobre 2018, l'UNITAR a publié sa politique de gestion du risque institutionnel dans la circulaire administrative AC/UNITAR/2018/04. La gestion du risque institutionnel comprend un univers de risques actuellement composé de cinq catégories : risques stratégiques, risques liés à la gouvernance, risques opérationnels, risques liés à la conformité et risques financiers. Chacune de ces cinq catégories comprend plusieurs sous-catégories ; les conflits d'intérêts constituent une sous-rubrique de la sous-catégorie Déontologie et intégrité (catégorie Risques liés à la conformité).

98. Afin d'enregistrer les informations relatives à sa gestion des risques, l'UNITAR a mis au point un registre des risques, outil essentiel d'évaluation et de surveillance des risques, qui contient l'univers des risques et des informations concernant la notation des risques, les facteurs de risque et l'atténuation des risques.

99. À cet égard, afin de montrer qu'il applique les mesures prévues pour prévenir les conflits d'intérêts, l'UNITAR a communiqué son dernier registre des risques en date, dans lequel les conflits d'intérêts sont définis comme étant « l'absence de séparation des tâches pour les fonctions d'approbation et de certification ou les mesures que prend un(e) fonctionnaire dans son intérêt personnel et qui entravent la capacité de l'Institut de poursuivre ses activités et de fonctionner efficacement ».

100. Néanmoins, après avoir consulté le personnel de l'UNITAR, le Comité des commissaires aux comptes a constaté que, même si les conflits d'intérêts ayant des répercussions graves étaient consignés dans le registre des risques de l'Institut, aucune suite n'était donnée à l'évaluation des risques. En outre, selon le registre des risques de l'Institut, une première évaluation devait être publiée avant la fin du premier trimestre de 2019 et examinée par l'administration au cours du deuxième trimestre. L'UNITAR n'a toutefois rien fait pour donner suite à cette première évaluation.

101. Le Comité estime que, malgré l'importance qu'il accorde à la question des conflits d'intérêts, l'UNITAR risque de ne pas être en mesure de recenser les fonctions pour lesquelles un conflit d'intérêts pourrait exister s'il ne procède pas à des évaluations des risques appropriées. En ayant une bonne visibilité des conflits d'intérêts éventuels, l'Institut pourra plus aisément savoir quel est le niveau de risque auquel il est réellement exposé.

102. Le Comité recommande que l'UNITAR donne suite à l'évaluation des risques de conflits d'intérêts et examine et suive l'application des mesures d'atténuation recensées dans le registre des risques, conformément à sa politique de gestion des risques.

103. L'UNITAR a souscrit à cette recommandation.

C. Informations communiquées par l'administration

1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens

104. L'UNITAR a indiqué qu'en 2019, on a comptabilisé en pertes des espèces et des créances irrécouvrables d'un montant de 237 000 dollars (aucune en 2018) mais aucun bien durable défaillant (aucun en 2018).

2. Versements à titre gracieux

105. L'UNITAR a indiqué au Comité qu'aucun versement à titre gracieux n'avait été effectué en 2019.

3. Cas de fraude ou de présomption de fraude

106. Conformément à la Norme internationale d'audit 240, le Comité planifie ses audits des états financiers de manière à pouvoir raisonnablement s'attendre à repérer les inexactitudes et irrégularités significatives, y compris celles qui résultent de la fraude. On ne peut cependant pas compter sur ces audits pour relever toutes les inexactitudes ou irrégularités. C'est à l'administration qu'incombe au premier chef la responsabilité de prévenir et de détecter la fraude.

107. Au cours de l'audit, le Comité a posé à l'administration des questions sur la manière dont celle-ci s'acquittait de ses responsabilités en matière d'évaluation des risques d'inexactitudes résultant de fraude et sur les dispositifs permettant de détecter ces risques et d'y faire face, notamment en ce qui concerne tout risque particulier qu'elle avait déjà relevé ou porté à l'attention du Comité. Il a également demandé à l'administration si elle avait connaissance de tout cas de fraude avérée ou présumée ou d'allégations y relatives. Aucun cas de fraude n'a été porté à l'attention du Comité.

D. Remerciements

108. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Directeur général et le personnel de l'UNITAR de l'aide qu'ils ont apportée à ses équipes et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve.

Le Président de la Cour des comptes fédérale de l'Allemagne,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) Kay **Scheller**

Le Contrôleur général de la République du Chili
(Auditeur principal)
(Signé) Jorge **Bermúdez**

Le Contrôleur et Auditeur général des comptes de l'Inde
(Signé) Rajiv **Mehrishi**

21 juillet 2020

Annexe

État d'application des recommandations jusqu'à l'année terminée le 31 décembre 2018

| N° | Rapport et période au cours de laquelle la recommandation a été faite pour la première fois | Condensé de la recommandation | Réponse de l'UNITAR | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|----|---|--|--|---|--|---------------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| | | | | | Recommandation appliquée | Recommandation en cours d'application | Recommandation devenue caduque | Recommandation non appliquée |
| 1. | A/73/5/Add.5 , chap. II, par. 43 | Le Comité a recommandé que l'UNITAR définisse les critères de notation des consultants de manière à pouvoir comparer leur performance. | L'UNITAR a défini les critères de notation des personnes recrutées au titre d'accords de services spéciaux dans une circulaire administrative promulguée en mai 2019 sous la cote AC/UNITAR/2019/11. | La méthode à suivre pour déterminer la note globale à attribuer aux consultants et vacataires est expliquée à l'annexe VI de la circulaire. Le Comité considère que la recommandation a été appliquée. | X | | | |
| 2. | A/73/5/Add.5 , chap. II, par. 44 | Le Comité a recommandé que l'UNITAR établisse un fichier dans lequel les consultants seraient classés en fonction de leur performance et de leur domaine de compétence. | L'UNITAR a pris contact avec d'autres entités aux fins du développement d'un système de recrutement électronique exploitant un fichier dans lequel les consultants seraient classés en fonction de leur performance et de leur domaine de compétence. L'administration considère que cette recommandation est en cours d'application et considère que le système sera développé dans les prochains mois. | Le Comité prend note des progrès qui ont été faits et considère que la recommandation est en cours d'application. | | X | | |
| 3. | A/74/5/Add.5 , chap. II, par. 21 | Le Comité a recommandé que l'UNITAR revoie et mette à jour sa circulaire administrative relative à l'emploi de consultants et de consultantes et de vacataires en tenant compte des restrictions imposées par le | En mai 2019, l'UNITAR a promulgué une circulaire administrative révisée concernant le recours à des consultants et vacataires. | L'UNITAR a incorporé les restrictions définies par le Secrétariat de l'ONU dans la circulaire administrative révisée publiée le 8 mai 2019 sous la cote AC/UNITAR/2019/11. Le Comité considère donc que | X | | | |

| N° | Rapport et période au cours de laquelle la recommandation a été faite pour la première fois | Condensé de la recommandation | Réponse de l'UNITAR | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|----|---|---|---|--|--|---------------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| | | | | | Recommandation appliquée | Recommandation en cours d'application | Recommandation devenue caduque | Recommandation non appliquée |
| | | Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. | | la recommandation a été appliquée. | | | | |
| 4. | A/74/5/Add.5 , chap. II, par. 22 | Le Comité a recommandé que l'UNITAR révise et mette à jour, si nécessaire, la répartition des tâches liées au traitement des contrats énoncée dans la circulaire administrative AC/UNITAR/2016/11, en tenant compte de sa structure actuelle. | Le Directeur général de l'UNITAR a promulgué une circulaire administrative révisée en juin 2019, qui remplace la circulaire administrative parue sous la cote AC/UNITAR/2016/11. La répartition des tâches a été modifiée en tenant compte de la structure actuelle de l'Institut. | La nouvelle circulaire tient compte de la structure actuelle de l'Institut. Le Comité considère donc que la recommandation a été appliquée. | X | | | |
| 5. | A/74/5/Add.5 , chap. II, par. 28 | Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que l'UNITAR améliore les contrôles exercés par les directeurs et directrices de façon à veiller à ce que les fonds soient disponibles avant que ne soit engagée la procédure de recrutement de consultants ou consultantes ou de vacataires, afin de garantir une gestion efficace des projets et une utilisation transparente des ressources. | L'UNITAR a indiqué que l'examen des contrôles avait été achevé et que l'organisation des tâches avait été modifiée. En juin 2019, le Directeur général a promulgué une circulaire administrative révisée sur l'organisation des tâches relatives aux contrats. Par ailleurs, les schémas des délégations de pouvoirs ont été revus et ont fait l'objet d'une circulaire administrative promulguée par le Directeur général en juillet 2019. | Le Comité prend acte des mesures qui ont été prises pour améliorer les contrôles exercés par les directeurs et directrices de sorte qu'ils vérifient que les fonds sont disponibles avant d'engager une procédure de recrutement et considère que la recommandation a été appliquée. | X | | | |
| 6. | A/74/5/Add.5 , chap. II, par. 35 | Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que l'UNITAR continue d'examiner les principes directeurs relatifs à l'acceptation de | L'administration a élaboré plusieurs scénarios et solutions de rechange et étudie les avantages et les inconvénients de chacun, ainsi que les risques qu'il y aurait à exclure les accords | Le Comité prend note des progrès qui ont été faits et considère que la recommandation est en cours d'application. | | X | | |

| N ^o | Rapport et période au cours de laquelle la recommandation a été faite pour la première fois | Condensé de la recommandation | Réponse de l'UNITAR | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|----------------|---|--|---|---|--|---|-----------------------------------|---------------------------------|
| | | | | | Recommandation appliquée | Recommandation en cours d'application | Recommandation devenue caduque | Recommandation non appliquée |
| | | contributions volontaires à des fins spéciales dans le cadre d'accords ayant des implications financières, de sorte que la révision, par la Section de la planification et de l'évaluation des résultats et le Groupe des finances et du budget, des accords portant sur des montants inférieurs à 100 000 dollars soit également prévue dans la charge de travail des deux entités. | portant sur des montants supérieurs à 100 000 dollars ou à déléguer les pouvoirs relatifs à ces accords compte tenu des capacités internes existantes. L'Institut continue d'appliquer la politique existante tant que l'examen n'est pas terminé. | | | | | |
| 7. | A/74/5/Add.5 , chap. II, par. 41 | Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que l'UNITAR fasse coïncider la circulaire administrative sur les délégations de pouvoirs avec sa structure actuelle afin que les fonctions soient plus clairement définies. | L'UNITAR a revu les schémas de délégation des pouvoirs et ceux-ci ont été publiés dans une circulaire administrative promulguée par le Directeur général en juillet 2019. | Le Comité a noté que la circulaire administrative actualisée concernant les délégations de pouvoirs coïncidait avec l'organisation actuelle de l'UNITAR et tenait compte de la répartition des attributions et fonctions en vigueur. Il considère donc que la recommandation a été appliquée. | X | | | |
| 8. | A/74/5/Add.5 , chap. II, par. 48 | Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que l'UNITAR fasse le nécessaire pour se conformer aux exigences établies en matière de voyages, en veillant à ce que le formulaire d'autorisation de mission soit dûment rempli. | Depuis mai 2019, l'administration veille à ce que la date, le nom et le titre des personnes chargées d'approuver les voyages soient indiqués sur tous les formulaires d'autorisation de mission et a commencé à apposer la date de réception sur les formulaires. | Le Comité a examiné les mesures prises par le Groupe des finances et du budget pour veiller à ce que les formulaires soient en ordre. Il a pris note des progrès qui avaient été faits et considère que la recommandation a été appliquée. | X | | | |

| N ^o | Rapport et période au cours de laquelle la recommandation a été faite pour la première fois | Condensé de la recommandation | Réponse de l'UNITAR | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|--------------------|---|---|---|---|--|---|-----------------------------------|---------------------------------|
| | | | | | Recommandation appliquée | Recommandation en cours d'application | Recommandation devenue caduque | Recommandation non appliquée |
| 9. | A/74/5/Add.5 , chap. II, par. 49 | Le Comité a recommandé que l'UNITAR prenne les mesures voulues pour désigner une personne habilitée à approuver les voyages officiels du Directeur général. | L'UNITAR a désigné une personne habilitée à approuver les voyages officiels du Directeur général et a officialisé sa décision dans la circulaire administrative actualisée encadrant les voyages qui a été promulguée en mai 2019. | Dans la circulaire administrative publiée le 2 mai 2019 sous la cote AC/UNITAR/2019/10, l'UNITAR a habilité le Directeur de la Division des opérations à approuver les voyages officiels du Directeur général. Le Comité considère donc que la recommandation a été appliquée. | X | | | |
| Total | | | | | 7 | 2 | – | – |
| Pourcentage | | | | | 77,8 | 22,2 | – | – |

Chapitre III

Certification des états financiers

Lettre datée du 25 mars 2020, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par le Sous-Secrétaire général et Contrôleur

Les états financiers de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) pour l'année terminée le 31 décembre 2019 ont été établis conformément à la règle de gestion financière 106.1 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

Les principales méthodes comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes y afférentes. Celles-ci donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières de l'Institut au cours de la période considérée, lesquelles relèvent de la responsabilité administrative du Secrétaire général.

Je certifie que les états financiers I à V de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche qui figurent ci-après sont corrects pour tous les éléments de caractère significatif.

Le Sous-Secrétaire général et Contrôleur
(Signé) Chandramouli **Ramanathan**

Chapitre IV

Rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2019

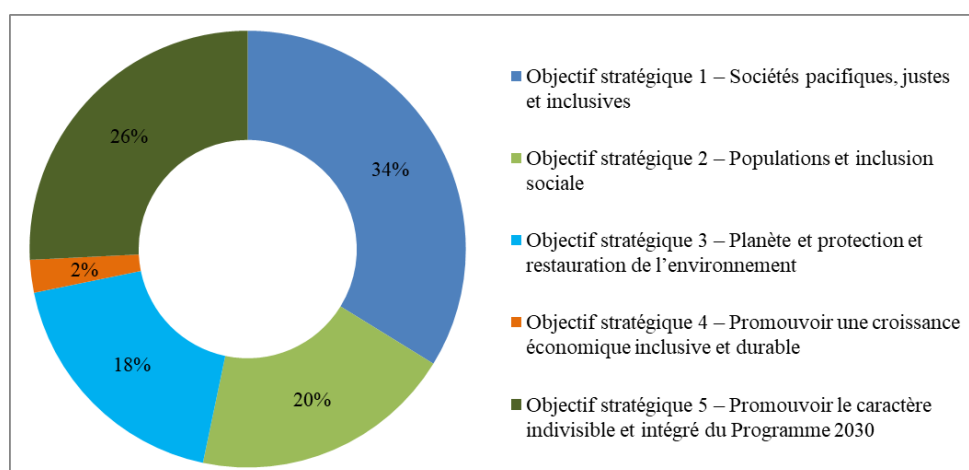
A. Introduction

1. Le Directeur général a l'honneur de présenter le rapport financier relatif aux états financiers de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) pour l'année terminée le 31 décembre 2019.

2. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers de l'UNITAR pour l'année terminée le 31 décembre 2019. Il donne une vue d'ensemble de la situation financière et des résultats de l'Institut et met en relief les tendances et les changements majeurs y relatifs. Son annexe comprend les renseignements complémentaires qui doivent être portés à l'attention du Comité des commissaires aux comptes en application du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

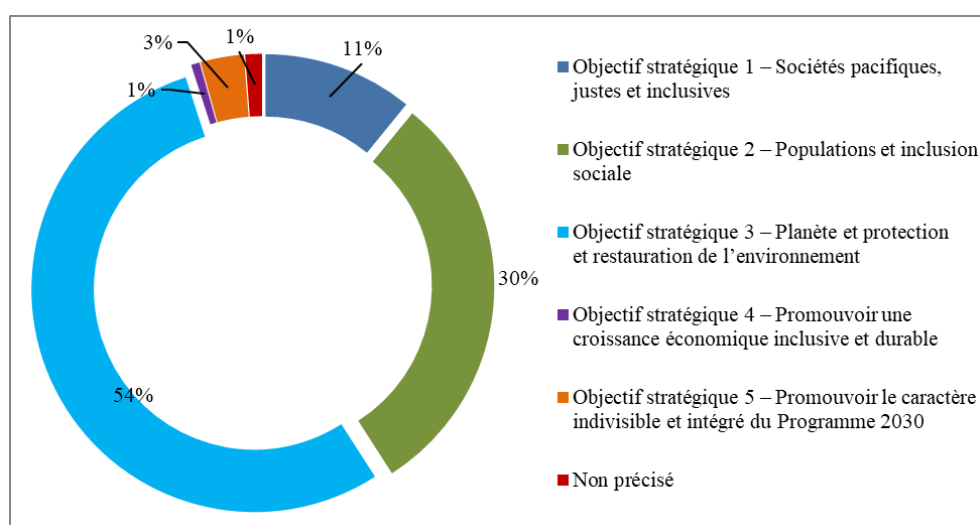
3. L'UNITAR est l'organisme des Nations Unies consacré à la formation. Il s'attache à renforcer les capacités des particuliers, des institutions et des organisations des pays et des autres parties prenantes du système des Nations Unies en ayant recours à des solutions d'apprentissage de qualité et à des services et supports de connaissances connexes pour améliorer la prise de décisions et étayer les mesures prises au niveau national en vue de relever les défis mondiaux, l'objectif étant d'accroître l'efficacité du système des Nations Unies. Dans le cadre stratégique pour la période 2018-2021, les programmes de l'Institut s'articulent autour des grands axes du Programme de développement durable à l'horizon 2030 que sont la paix, les populations, la planète et la prospérité ainsi qu'autour de domaines d'activité destinés à favoriser le brassage d'idées, en tirant parti de l'exécution stratégique du Programme 2030 et de l'analyse d'images satellites aux fins de la prise de décisions fondées sur des données probantes. Si les programmes de l'UNITAR ont contribué à la réalisation de 12 des 17 objectifs de développement durable en 2018-2019, les deux tiers des domaines de résultats de l'Institut sont liés aux objectifs 12 (consommation et production responsables), 13 (action climatique) et 16 (paix, justice et institutions efficaces). La figure IV.I montre la répartition du budget de l'exercice 2018-2019 entre les cinq objectifs stratégiques.

Figure IV.I
Répartition des ressources inscrites au budget-programme de 2018-2019,
par objectif stratégique



4. En 2019, l'UNITAR a avancé dans la réalisation de ses objectifs en fournissant des services de formation, d'apprentissage et de partage des connaissances à 133 039 bénéficiaires, soit 57 % de plus qu'en 2018 (84 904), ce qui est un nombre record. Comme le montre la figure IV.II, pour 84 % d'entre eux, les services offerts concernaient les populations et la planète. Au cours de cette année, la majorité des bénéficiaires (92 378, soit 69 %) a suivi un apprentissage dans un domaine précis, ce qui représente une augmentation de 52 % par rapport à 2018, où ce nombre était de 60 901. Cette forte augmentation est largement due à la poursuite de la formation de base en ligne sur les changements climatiques et des formations spécialisées sur les questions relatives au climat administrées en coopération avec les entités membres du Partenariat d'apprentissage Unité d'action des Nations Unies en matière de changements climatiques, ainsi qu'à l'augmentation du nombre de bénéficiaires des activités du réseau mondial des centres internationaux de formation des autorités et leaders.

Figure IV.II
Répartition des bénéficiaires, par objectif stratégique



Note : Parmi les personnes ayant pris part aux activités menées au titre de l'objectif stratégique 2 figurent celles qui ont suivi le Programme de diplomatie multilatérale, comptabilisées au titre des activités transversales.

5. Les prévisions de dépenses révisées pour 2019 se montaient à 29,489 millions de dollars (contre 26,073 millions en 2018), les dépenses effectives, établies selon la convention comptable applicable au budget, se sont élevées à 25,866 millions de dollars (contre 28,219 millions en 2018), et 671 manifestations ont été organisées (contre 638 en 2018). En ce qui concerne les bénéficiaires des activités menées en 2019, le rapport global hommes-femmes est de 57 hommes pour 42 femmes (1 % des personnes ayant coché la case « autre »), contre 56 hommes pour 36 femmes en 2018. Ce chiffre s'explique par la forte proportion d'hommes parmi les militaires et effectifs apparentés participant aux stages de formation consacrés au maintien de la paix. Abstraction faite de cette formation, le rapport pour 2019 s'établit à 54 hommes pour 45 femmes (et 1 % « autre »).

6. L'UNITAR offre des services de formation à des stagiaires de provenances diverses : 22 % sont issus des administrations nationales (contre 34 % en 2018), 47 % des secteurs non étatiques – organisations non gouvernementales, universités ou entreprises – (contre 45 % en 2018), 9 % de l'ONU et d'autres organisations internationales (contre 6 % en 2018), et 22 % d'autres secteurs (contre 15 % en 2018).

7. L'UNITAR applique une stratégie solide fondée sur le partenariat pour assurer des services de formation de qualité, associant les connaissances spécialisées des organismes des Nations Unies et d'autres institutions à ses propres compétences en matière de programmation, de conception de programmes pédagogiques et de formation des adultes. Environ 93 % des bénéficiaires ont participé à des activités de formation organisées avec des partenaires très divers : autres organismes des Nations Unies, organisations régionales, instituts nationaux de formation, fondations, universités, organisations non gouvernementales et secteur privé.

B. Vue d'ensemble des états financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019

8. Les états financiers I à V présentent les résultats financiers des activités de l'UNITAR et la situation financière de celui-ci au 31 décembre 2019. On trouvera dans les notes y relatives des explications sur les conventions comptables et règles d'information financière de l'Institut ainsi que des renseignements complémentaires sur les montants indiqués dans les états.

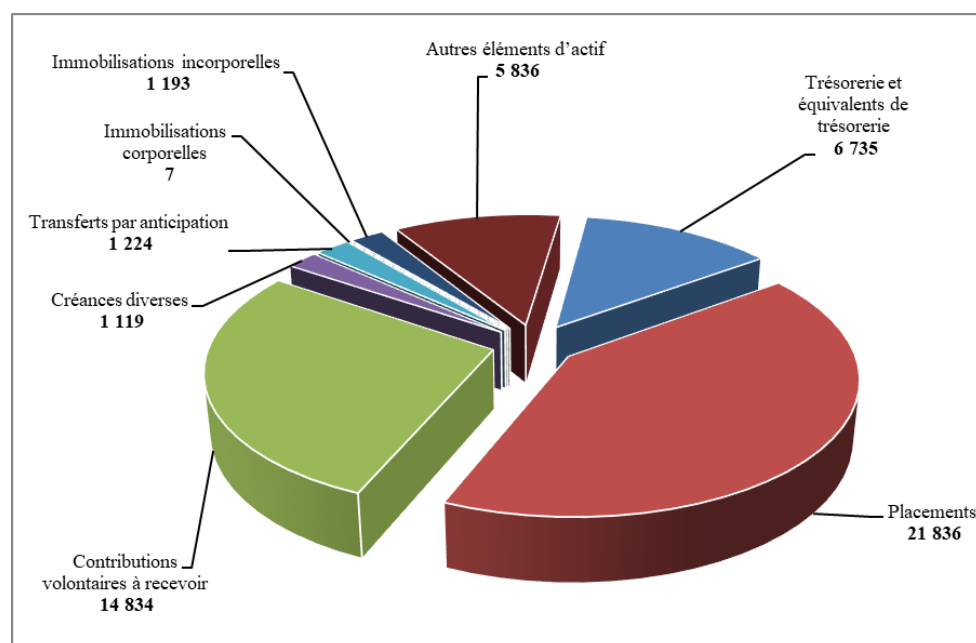
Situation financière

Actif

9. Le total de l'actif de l'UNITAR a augmenté de 16,780 millions de dollars, passant de 36,004 millions de dollars au 31 décembre 2018 à 52,784 millions de dollars au 31 décembre 2019. La figure IV.III illustre la répartition de l'actif au 31 décembre 2019.

Figure IV.III
Total de l'actif au 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)



10. Comme le montre la figure IV.III, l'actif de l'Institut se composait en grande partie de contributions volontaires à recevoir de donateurs (14,834 millions de dollars (28,1 %), contre 11,275 millions de dollars (31,3 %) en 2018), de placements (21,836 millions de dollars (41,4 %), contre 21,424 millions de dollars (59,5 %) en 2018) et d'éléments de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (6,735 millions de dollars (12,8 %), contre 2,381 millions de dollars (6,6 %) en 2018). Le reste, soit 2,3 % (contre 1,6 % en 2018), était constitué de transferts par anticipation aux partenaires d'exécution (1,124 million de dollars, contre 0,580 million de dollars en 2018), de créances diverses (1,119 million de dollars, contre 0,233 million de dollars en 2018), d'autres éléments d'actif (5,836 millions de dollars, contre 0,104 million de dollars en 2018) et d'immobilisations corporelles (0,007 million de dollars, montant inchangé).

11. Au 31 décembre 2019, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements se chiffraient à 28,571 millions de dollars (contre 23,804 millions de dollars en 2018) et se composaient de dépôts à terme (4,500 millions de dollars, contre 5,200 millions de dollars en 2018), d'obligations sans amortissement (14,672 millions de dollars), d'obligations à long terme (7,164 millions de dollars), d'autres instruments du marché monétaire (1,496 million de dollars) et de disponibilités (0,739 million de dollars contre 0,381 million de dollars en 2018). Le solde de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements a augmenté de 4,766 millions de dollars (20,0 %) par rapport à celui détenu à la fin de 2018.

12. Au 31 décembre 2019, le total des créances s'élevait à 15,953 millions de dollars, dont 11,821 millions devaient être reçus en 2020, le solde (4,132 millions) étant attendu ultérieurement. Les créances ci-dessus comprennent un montant de 14,447 millions de dollars assujetti aux conditions générales d'accords avec des donateurs mais ne remplissant pas les conditions nécessaires pour être comptabilisé au titre de la norme comptable internationale pour le secteur public (norme IPSAS) 23.

Passif

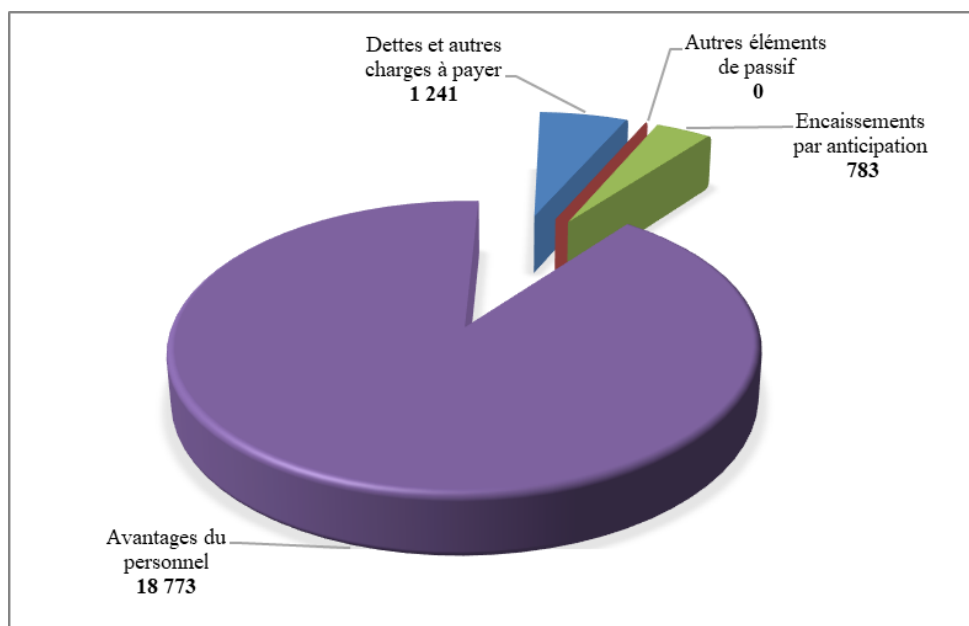
13. Au 31 décembre 2019, le passif s'élevait à 20,797 millions de dollars, contre 12,506 millions de dollars au 31 décembre 2018.

14. La figure IV.IV illustre la répartition du passif au 31 décembre 2019.

Figure IV.IV

Total du passif au 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

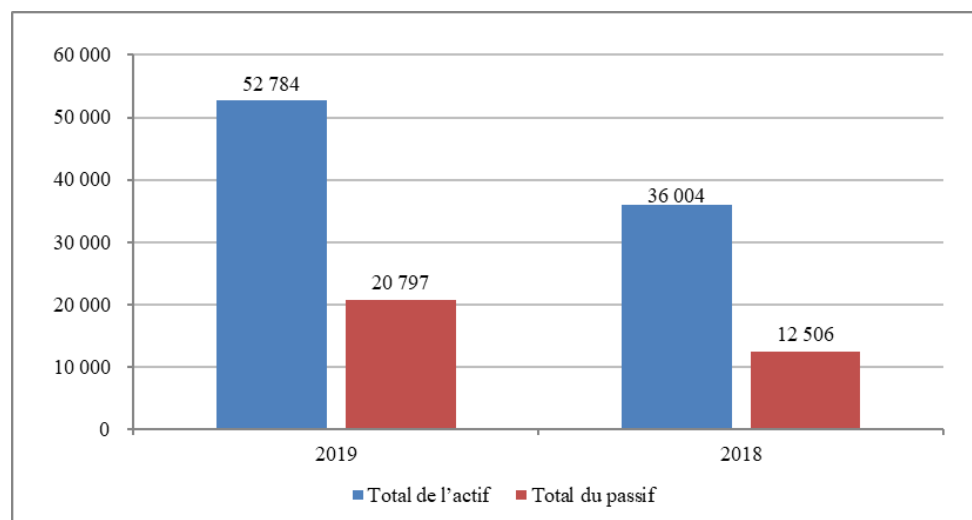


15. Le passif se composait essentiellement d'engagements liés aux avantages du personnel (fonctionnaires et retraités) non réglés à la date de clôture, en grande partie des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service. Cet élément de passif s'est établi à 18,773 millions de dollars, soit 90,3 % du montant total. Il est présenté de manière détaillée dans la note 15 relative aux états financiers. L'augmentation de 8,217 millions de dollars par rapport à 2018 (10,556 millions de dollars, soit 84,4 % du montant total du passif) s'explique essentiellement par la comptabilisation du coût financier et du coût des services rendus pour l'année considérée (0,843 million de dollars). L'Institut a enregistré une perte actuarielle de 7,515 millions de dollars (contre un gain actuariel de 0,466 million de dollars en 2018) qui tient aux variations des taux d'actualisation, aux taux de cotisation au régime d'assurance maladie de l'ONU, à l'augmentation des frais médicaux et aux hypothèses relatives au coût des prestations par personne au titre de l'assurance maladie. Le montant net du coût financier et du coût des services rendus s'est établi à 0,843 million de dollars (contre 0,797 million de dollars en 2018).

16. Les encaissements par anticipation se sont élevés à 0,783 million de dollars (0,597 million de dollars en 2018). À cela se sont ajoutées les dettes et autres charges à payer, qui se sont établies à 1,241 million de dollars (contre 1,221 million de dollars en 2018), consistant essentiellement dans des sommes dues aux fournisseurs (0,661 million de dollars) et à d'autres partenaires universitaires (0,086 million de dollars), des dettes liées à des biens et à des services reçus (0,478 million de dollars) et d'autres éléments de passif tels que des remboursements aux donateurs non réglés (0,15 million de dollars).

Figure IV.V
Variation de l'actif et du passif au 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)



17. La figure IV.V fait apparaître une augmentation de 46,6 % de l'actif – celui-ci passant de 36,004 millions de dollars en 2018 à 52,784 millions de dollars en 2019 – et une augmentation de 66,3 % du passif – qui s'est élevé à 12,506 millions de dollars en 2018 contre 20,797 millions en 2019. Le ratio passif/actif est resté relativement constant : 39,4 % en 2019 contre 34,7 % en 2018.

Actif net

18. Au cours de l'année considérée, l'actif net, qui s'était établi à 23,498 millions de dollars à la fin de l'année 2018, a augmenté de 8,489 millions de dollars, ce qui s'explique par un excédent d'exploitation de 16,004 millions de dollars en partie contrebalancé par les pertes actuarielles de 7,515 millions de dollars.

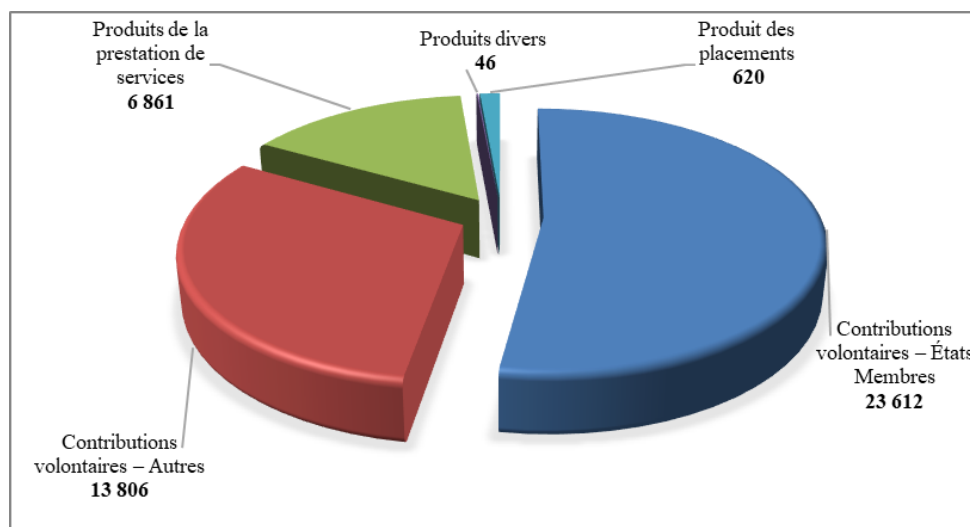
Résultats financiers

Produits

19. En 2019, le montant total des produits s'est élevé à 44,945 millions de dollars. La figure IV.VI en illustre la répartition.

Figure IV.VI
Total des produits au 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

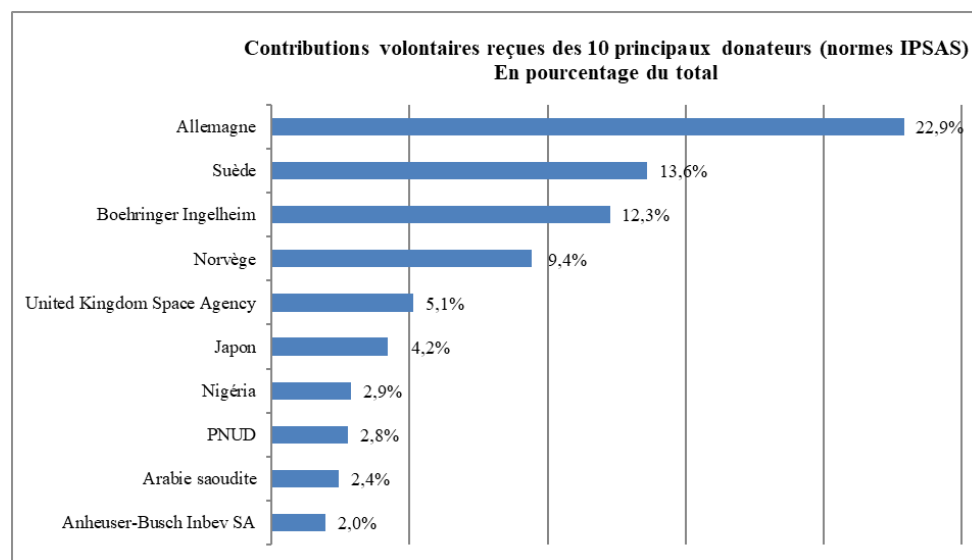


20. Comme le montre la figure IV.VI, les produits se composaient principalement des éléments suivants : a) contributions volontaires des États Membres (23,612 millions de dollars (52,5 %), contre 11,660 millions de dollars (44,9 %) en 2018) ; b) autres contributions volontaires (13,806 millions de dollars (30,7 %), contre 8,639 millions de dollars (33,2 %) en 2018), à savoir : i) contributions d'autres donateurs (10,299 millions de dollars) ; ii) contributions en nature (3,507 millions de dollars) sous la forme d'une subvention locative d'un montant équivalant à la différence entre la valeur locative, sur le marché, des bâtiments occupés par l'UNITAR et le loyer effectivement versé (0,604 million de dollars, contre 0,613 million de dollars en 2018) ainsi que d'images satellites reçues du Gouvernement des États-Unis (2,903 millions de dollars) ; c) produits de la prestation de services (6,861 millions de dollars (15,3 %), contre 5,283 millions (20,3 %) en 2018). Les produits de la prestation de services se composent des honoraires perçus pour toute une série de formations en présentiel et en ligne, du produit de la vente d'analyses d'images satellites et des droits d'affiliation. Le produit des placements, qui représente 1,38 % du total des produits, a augmenté, passant de 0,411 million de dollars en 2018 à 0,620 million.

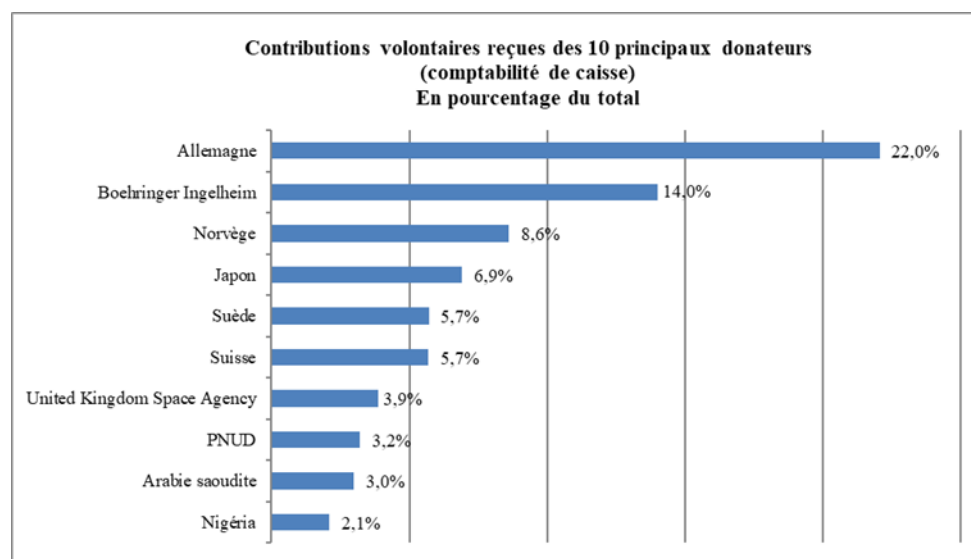
21. L'UNITAR est fortement tributaire d'un petit nombre de donateurs : en 2019, 10 donateurs ont versé 76,6 % du montant total des contributions de donateurs. La figure IV.VII présente les contributions versées par ces derniers, calculées selon la méthode prévue dans les normes IPSAS et selon la méthode de la comptabilité de caisse. Ces contributions comprennent les produits de la prestation de services dont les donateurs étaient également bénéficiaires.

Figure IV.VII

Part en pourcentage des contributions volontaires versées par les 10 principaux donateurs (hors contributions en nature)



Abréviation : PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement.

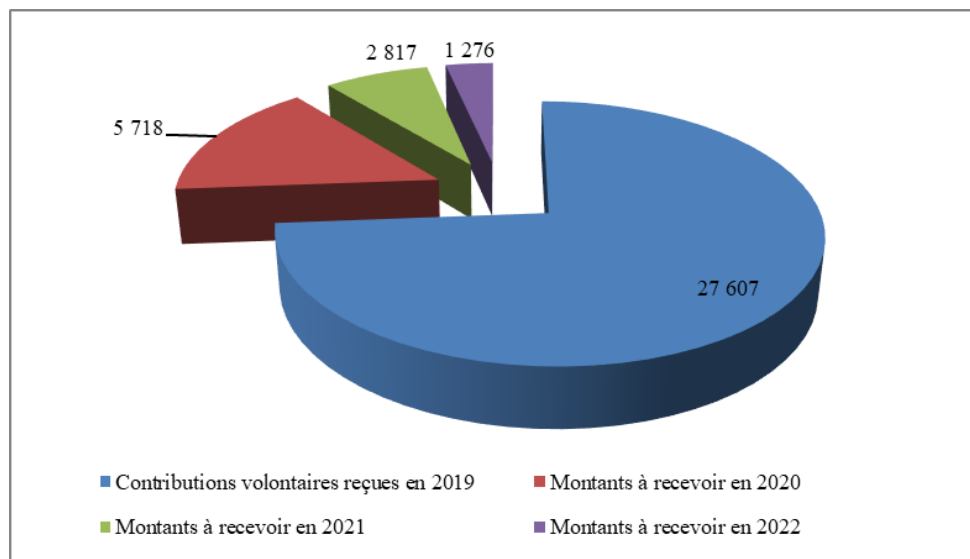


Abréviation : PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement.

22. Le montant des contributions volontaires comptabilisé pour 2019 conformément aux normes IPSAS tient compte d'un petit nombre d'accords pluriannuels conclus avec des donateurs portant sur des contributions d'un montant élevé et dont le solde est à recevoir entre 2019 et 2022. Les produits correspondant à ces accords pluriannuels, qui sont constatés en 2019 et s'accompagnent de la comptabilisation de créances au titre d'années ultérieures, sont indiqués dans la figure IV.VIII.

Figure IV.VIII
Contributions volontaires : montants à recevoir en 2019 et montants à recevoir ultérieurement

(En milliers de dollars des États-Unis)

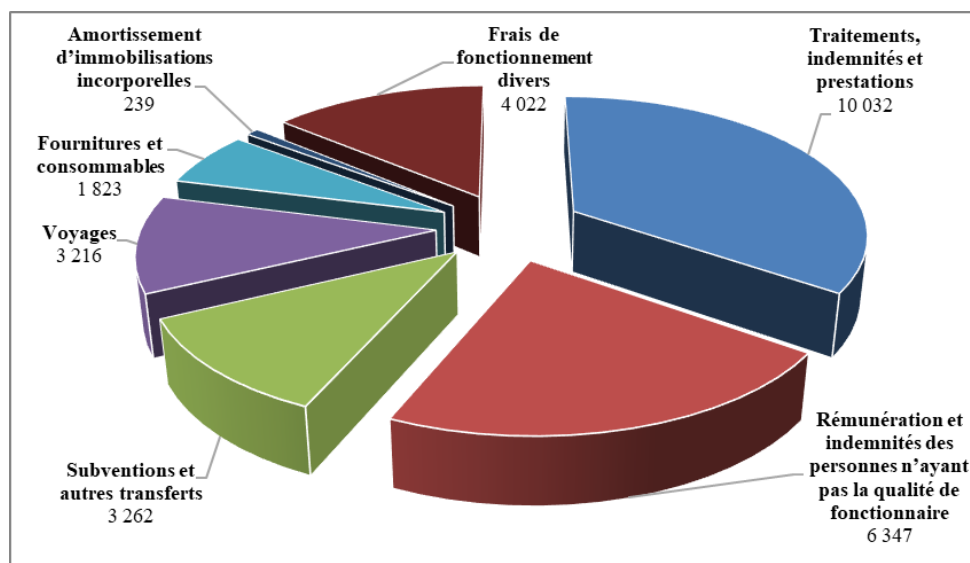


Charges

23. Le total des charges pour l'année terminée le 31 décembre 2019 s'est établi à 28,941 millions de dollars. La figure IV.IX illustre la répartition des charges entre les différentes catégories.

Figure IV.IX
Total des charges au 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)



24. En 2019, le montant total des charges a augmenté de 1,2 % par rapport à 2018, où elles se sont élevées à 28,584 millions de dollars (voir figure IV.X). Ce montant se décompose principalement comme suit : dépenses de personnel (10,032 millions

de dollars (34,7 %), contre 10,678 millions de dollars (37,4 %) en 2018) ; rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire (6,347 millions de dollars (21,9 %), contre 5,553 millions de dollars (19,4 %) en 2018) ; subventions et autres transferts (3,262 millions de dollars (11,3 %), contre 3,786 millions de dollars (13,2 %) en 2018) ; voyages (3,216 millions de dollars (11,1 %), contre 2,964 millions de dollars (10,4 %) en 2018). Les autres charges, qui représentent 21,0 % du total (19,6 % en 2018), se répartissent ainsi : frais de fonctionnement divers (4,022 millions de dollars, contre 4,530 millions de dollars en 2018) ; fournitures et consommables (1,823 millions de dollars, contre 1,065 million de dollars en 2018) ; amortissement d'immobilisations incorporelles en nature (0,239 million de dollars, contre 0,00 million de dollars en 2018).

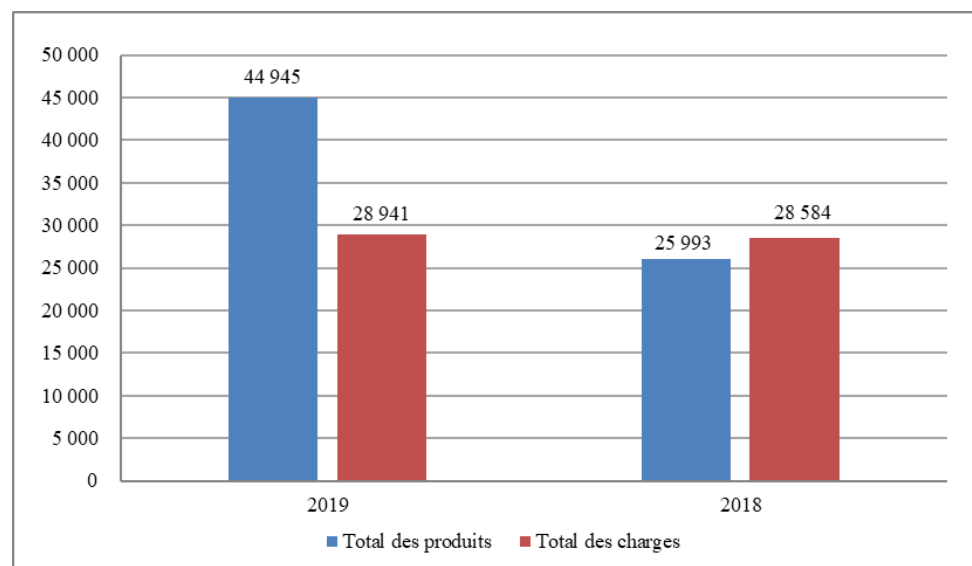
25. Les frais de fonctionnement divers ne comprennent ni les dépenses d'appui aux programmes (1,802 million de dollars) ni le coût des services directement liés à l'exécution des projets (2,980 millions de dollars). Conformément à la décision du Conseil d'administration de l'UNITAR, un taux standard de 18 % ou de 13 %, selon la nature des dépenses prévues, est appliqué pour déterminer le montant des subventions à des fins spéciales qui sera demandé pour couvrir les dépenses d'appui aux programmes et le coût des services directement liés à l'exécution des projets. Ceux-ci sont comptabilisés au titre des charges afférentes aux projets et constituent des produits au titre du secteur « Opérations/services d'appui », mais ils sont exclus des états financiers. Des précisions à ce sujet figurent au paragraphe 74 (note 3) et au paragraphe 86 (note 4) des notes relatives aux états financiers.

26. Le montant total des dépenses de personnel, qui comprennent la rémunération et les indemnités des fonctionnaires et des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, s'est élevé à 16,380 millions de dollars (contre 16,231 millions de dollars en 2018), ce qui équivaut à 36,4 % du montant total des produits (44,945 millions de dollars).

Figure IV.X

Variation des produits et des charges

(En milliers de dollars des États-Unis)



27. Le montant total des produits a augmenté de 18,952 millions de dollars (soit 72,9 %) par rapport à 2018, comme le montre la figure IV.X. Le montant net des contributions volontaires tient en partie aux ajustements comptables effectués

(0,496 million de dollars), plus précisément au fait que les produits ont été dépréciés après évaluation au cas par cas des contributions à recevoir. Cet ajustement comptable s'explique principalement par le fait qu'un donateur a mis un terme à certains accords prématurément. Par ailleurs, le montant total des charges a augmenté de 0,357 million de dollars (1,2 %) par rapport à 2018. Les rubriques qui ont enregistré une augmentation notable sont les suivantes : rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire (0,794 million de dollars, soit 14,3 %) ; voyages (0,252 million de dollars, soit 8,5 %) ; fournitures et consommables (0,758 million de dollars, soit 71,2 %), dont la progression s'explique par la contribution en nature correspondant à l'imagerie satellite, comptabilisée en charges en application des normes IPSAS. Ces augmentations ont été contrebalancées par la diminution de 0,646 million de dollars (-6,0 %) du montant des traitements, indemnités et prestations, de 0,524 million de dollars (-13,8 %) de celui des subventions et autres transferts, et de 0,508 million de dollars (-11,2 %) des frais de fonctionnement divers.

Résultats des activités

28. L'année 2019 se solde par un excédent net de 16,004 millions de dollars, contre un déficit de 2,591 millions de dollars en 2018. Les sommes importantes à recevoir au titre des contributions volontaires se rapportent à un petit nombre d'accords pluriannuels conclus avec des donateurs et correspondant à des montants élevés, dont le solde est à recevoir au cours de la période allant de 2020 à 2022. Les variations observées dans les résultats des activités tiennent aussi à l'écart entre la date de constatation des produits et la date de constatation des charges correspondantes résultant de l'application des normes IPSAS, selon lesquelles les produits des opérations sans contrepartie directe et les charges correspondantes peuvent être constatés au titre d'années différentes, en particulier dans le cas d'accords pluriannuels signés vers la fin de l'année.

Situation de trésorerie

29. Au 31 décembre 2019, la situation de trésorerie était stable, puisque l'Institut disposait de suffisamment d'actifs liquides pour faire face à ses engagements. Les liquidités ont augmenté de 11,504 millions de dollars, passant de 26,725 millions de dollars au 31 décembre 2018 à 38,229 millions de dollars au 31 décembre 2019. Elles se composent d'éléments de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (6,735 millions de dollars (17,6 %), contre 2,381 millions de dollars (8,9 %) en 2018), de placements à court terme (19,673 millions de dollars (51,5 %), contre 14,397 millions de dollars (53,9 %) en 2018) et de créances (11,821 millions de dollars (30,9 %), contre 9,947 millions de dollars (37,2 %) en 2018). L'UNITAR a placé ses avoirs dans des dépôts à court et à long terme à échéance fixe et dans des obligations sans amortissement. Le montant total des passifs courants s'est établi à 2,450 millions de dollars (2,298 millions de dollars en 2018) et le montant total du passif à 20,787 millions de dollars (12,506 millions en 2018).

30. Le tableau ci-après présente, pour 2019 et 2018, une synthèse des quatre principaux indicateurs de liquidité au 31 décembre.

| <i>Indicateurs de liquidité</i> | <i>Année terminée le 31 décembre</i> | |
|--|--------------------------------------|-------------|
| | <i>2019</i> | <i>2018</i> |
| Actifs liquides/passifs courants (ratio de liquidité générale) | 15,6 | 11,63 |
| Liquidités/passifs courants (ratio de liquidité immédiate) | 10,8 | 7,30 |
| Actifs liquides/total de l'actif | 0,72 | 0,74 |
| Liquidités disponibles, en équivalent-mois | 11,0 | 7,0 |

31. Le ratio de liquidité générale mesure la capacité de l'UNITAR à honorer ses engagements à court terme au moyen des liquidités dont il dispose. Le ratio de 15,6 signifie que les liquidités sont 15 fois supérieures au total des passifs courants et suffiraient donc à régler l'intégralité des obligations à court terme si cela se révélait nécessaire. Si l'on exclut les créances, on obtient un ratio de 10,8 pour 2019, contre 7,30 pour 2018.

32. Au 31 décembre 2019, les liquidités de l'Institut représentaient environ 72 % du total de l'actif, et la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme suffisaient à couvrir pendant 11,0 mois (contre 7,0 mois à la fin de 2018) ses dépenses, estimées en moyenne à 2,392 millions de dollars par mois.

33. À la date de clôture, les engagements au titre des avantages du personnel se chiffraient à 18,773 millions de dollars, dont 18,582 millions se rapportaient à des prestations définies. Le montant total de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements s'établissant à 28,571 millions de dollars, ces engagements étaient couverts à 152 %. En outre, 18,1 % des engagements au titre des prestations définies étaient financés à hauteur de 3,357 millions de dollars par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

C. Perspectives

34. En novembre 2019, à sa soixantième session, le Conseil d'administration de l'UNITAR a adopté le budget-programme révisé pour 2020-2021, qui se chiffre à 88,283 millions de dollars, soit une augmentation de 59 % par rapport au budget-programme de 2018-2019. Cette augmentation est séculaire et résulte en grande partie de l'intégration du Partenariat de lutte contre les maladies non transmissibles, un partenariat public-privé sans équivalent qui vise à aider les pays les plus défavorisés à lutter contre les maladies en question et à atteindre la cible 3.4 du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La Division Paix et la Division Planète, ainsi que le Programme opérationnel pour les applications satellitaires, contribuent également à cette augmentation de manière notable.

35. Ayant examiné les résultats des deux premières années du cadre stratégique pour 2018-2021, le Conseil s'est félicité des progrès accomplis et a souhaité que des mesures supplémentaires et concertées soient prises pour renforcer les capacités dans les pays en développement ainsi que pour poursuivre les activités concernant les actions prioritaires définies dans le rapport du Groupe de haut niveau du Secrétaire général sur la coopération numérique intitulé « L'ère de l'interdépendance numérique ».

36. Le Conseil a pris note des efforts faits pour mobiliser des ressources pour le Fonds pour l'application du cadre stratégique et exprimé sa sincère gratitude aux donateurs. Ce fonds est un bon moyen d'obtenir le soutien de donateurs afin d'atteindre les objectifs stratégiques de l'UNITAR et, en particulier, de répondre aux besoins en matière d'apprentissage et, plus largement, de capacités des bénéficiaires des pays en situation particulière, notamment les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement et les pays en proie à un conflit ou sortant d'un conflit. Si les contributions non affectées versées au Fonds général sont demeurées faibles et imprévisibles, l'Institut a bon espoir que le Fonds pour l'application du cadre stratégique aidera utilement à mobiliser un appui supplémentaire auprès des donateurs et permettra d'accroître l'activité et les effets des programmes. Le Conseil a également examiné les formules proposées pour trouver de nouvelles sources de financement pour de nouvelles activités, y compris la prestation de nouveaux services au moyen de l'apprentissage en ligne et d'accords de partenariat innovants.

Chapitre V

États financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

I. État de la situation financière au 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Note | Au 31 décembre 2019 | Au 31 décembre 2018 |
|--|------|---------------------|---------------------|
| Actif | | | |
| Actifs courants | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 6 | 6 735 | 2 381 |
| Placements | 20 | 19 673 | 14 397 |
| Contributions volontaires à recevoir | 7 | 10 702 | 9 714 |
| Créances diverses | 8 | 939 | 233 |
| Transferts par anticipation | 9 | 1 224 | 580 |
| Intérêts à recevoir | 8 | 180 | – |
| Autres éléments d'actif | 10 | 5 836 | 104 |
| Total des actifs courants | | 45 289 | 27 409 |
| Actifs non courants | | | |
| Placements | 20 | 2 163 | 7 027 |
| Contributions volontaires à recevoir | 7 | 4 132 | 1 561 |
| Immobilisations incorporelles | 12 | 1 193 | – |
| Immobilisations corporelles | 11 | 7 | 7 |
| Total des actifs non courants | | 7 495 | 8 595 |
| Total de l'actif | | 52 784 | 36 004 |
| Passif | | | |
| Passifs courants | | | |
| Dettes et autres charges à payer | 13 | 1 241 | 1 221 |
| Encaissements par anticipation | 14 | 783 | 597 |
| Avantages du personnel | 15 | 426 | 348 |
| Autres éléments de passif | 25 | – | 132 |
| Total des passifs courants | | 2 450 | 2 298 |
| Passifs non courants | | | |
| Avantages du personnel | 15 | 18 347 | 10 208 |
| Total des passifs non courants | | 18 347 | 10 208 |
| Total du passif | | 20 797 | 12 506 |
| Total net de l'actif et du passif | | 31 987 | 23 498 |
| Actif net | | | |
| Excédents cumulés | 16 | 31 987 | 23 498 |
| Total de l'actif net | | 31 987 | 23 498 |

Note : Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche**II. État des résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Note</i> | <i>2019</i> | <i>2018</i> |
|--|-------------|---------------|----------------|
| Produits | | | |
| Contributions volontaires – États Membres | 17 | 23 612 | 11 660 |
| Contributions volontaires – Autres | 17 | 13 806 | 8 639 |
| Produits de la prestation de services | 18 | 6 861 | 5 283 |
| Produit des placements | 20 | 620 | 411 |
| Produits divers | 21 | 46 | – |
| Total des produits | | 44 945 | 25 993 |
| Charges | | | |
| Traitements, indemnités et prestations | 19 | 10 032 | 10 678 |
| Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire | 19 | 6 347 | 5 553 |
| Subventions et autres transferts | 19 | 3 262 | 3 786 |
| Voyages | 19 | 3 216 | 2 964 |
| Fournitures et consommables | 19 | 1 823 | 1 065 |
| Amortissement d'immobilisations corporelles | 11 | – | 8 |
| Amortissement d'immobilisations incorporelles | 12 | 239 | – |
| Frais de fonctionnement divers | 19 | 4 022 | 4 530 |
| Total des charges | | 28 941 | 28 584 |
| Excédent/(déficit) pour l'année | | 16 004 | (2 591) |

Note : Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
III. État des variations de l'actif net pour l'année terminée le 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | |
|---|----------------|
| Actif net au 1 ^{er} janvier 2018 | 25 623 |
| Variation de l'actif net | |
| Engagements au titre des avantages du personnel : gains actuariels (note 15) | 466 |
| Déficit pour l'année | (2 591) |
| Total des variations de l'actif net | (2 125) |
| Actif net au 31 décembre 2018 | 23 498 |
| Variation de l'actif net | |
| Engagements au titre des avantages du personnel : pertes actuarielles (note 15) | (7 515) |
| Excédent pour l'année | 16 004 |
| Total des variations de l'actif net | 8 489 |
| Actif net au 31 décembre 2019 | 31 987 |

Note : Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
IV. État des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Note</i> | <i>2019</i> | <i>2018</i> |
|---|-------------|--------------|----------------|
| Flux de trésorerie provenant du fonctionnement | | | |
| Excédent/(déficit) pour l'année | | 16 004 | (2 591) |
| <i>Mouvements sans effet de trésorerie</i> | | | |
| Amortissement d'immobilisations corporelles | 11 | – | 8 |
| Amortissement de la prime d'acquisition de placements | 20 | (33) | (50) |
| Amortissement d'immobilisations incorporelles (contributions en nature) | 12 | 239 | – |
| Gains/(pertes) actuariel(le)s | 16 | (7 515) | 466 |
| <i>Variations de l'actif</i> | | | |
| Diminution/(augmentation) des contributions volontaires à recevoir | 7 | (3 559) | 4 376 |
| Diminution/(augmentation) des créances diverses | 8 | (706) | 82 |
| Diminution/(augmentation) des intérêts à recevoir | 8 | (180) | – |
| Diminution/(augmentation) des transferts par anticipation | 9 | (643) | 544 |
| Diminution/(augmentation) des immobilisations incorporelles | 12 | (1 432) | – |
| Diminution/(augmentation) des autres éléments d'actif | 10 | (5 732) | 2 529 |
| <i>Variations du passif</i> | | | |
| Augmentation/(diminution) des dettes et autres charges à payer | 13 | 20 | 100 |
| Augmentation/(diminution) des autres éléments de passif | 25 | (132) | 132 |
| Augmentation/(diminution) des encaissements par anticipation | 14 | 185 | 477 |
| Augmentation/(diminution) des engagements au titre des avantages du personnel | 15 | 8 217 | 296 |
| Produits des placements présentés parmi les activités d'investissement | 20 | (620) | (411) |
| Flux nets de trésorerie utilisés pour le fonctionnement | | 4 113 | 5 958 |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement | | | |
| Achats de placements | 20 | (20 851) | (26 177) |
| Produits des placements | 20 | 20 472 | 17 865 |
| Produits des placements présentés parmi les activités d'investissement | 20 | 620 | 411 |
| Flux nets de trésorerie provenant des/(utilisés pour les) activités d'investissement | | 241 | (7 901) |
| (Diminution)/augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | | 4 354 | (1 943) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'année | 6 | 2 381 | 4 324 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'année | 6 | 6 735 | 2 381 |

Note : Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
V. État comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget pour l'année terminée le 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Budget rendu public ^a | | | | Montants annuels effectifs des produits et des dépenses (selon la méthode comptable applicable au budget) | Différence entre le budget initial et le budget définitif (pourcentage) | Différence entre le budget définitif et les dépenses effectives (pourcentage) ^b |
|----------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-------------------------------|--|---|---|
| | Budget biennal initial | Budget biennal révisé | Budget annuel initial | Budget annuel définitif | | | |
| Recettes | | | | | | | |
| Contributions aux programmes | 57 145 | 54 745 | 26 074 | 29 198 | 35 443 | 12,0 | 21,4 |
| Contributions non préaffectées | | | | | | | |
| Contributions volontaires | 700 | 504 | 400 | 250 | 304 | (37,5) | 21,6 |
| Recettes diverses ou accessoires | 240 | 240 | 120 | 120 | 440 | – | 266,7 |
| Total des recettes | 58 085 | 55 489 | 26 594 | 29 568 | 36 187 | 11,2 | 22,4 |
| Dépenses | | | | | | | |
| Bureau du Directeur général | 3 376 | 2 683 | 1 625 | 1 411 | 1 203 | (13,2) | (14,7) |
| Opérations/services d'appui | 6 373 | 6 345 | 3 181 | 3 260 | 3 075 | 2,5 | (5,7) |
| Programmes | 47 589 | 46 533 | 21 748 | 24 819 | 21 588 | 14,1 | (13,0) |
| Total des dépenses | 57 338 | 55 561 | 26 554 | 29 489 | 25 866 | 11,1 | (12,3) |
| Total net | 747 | (72) | 40 | 79 | 10 321 | – | – |

Note : Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

^a Les montants relatifs au budget annuel équivalent à la part du budget biennal approuvé pour 2018-2019 correspondant à l'année considérée dans les présents états financiers (voir le document UNITAR/BT/59/4). Les écarts significatifs qui existent entre les montants inscrits au budget initial et ceux inscrits au budget définitif sont expliqués dans la note 5.

^b Il s'agit de la différence entre les montants effectifs des dépenses et des recettes (établis selon la méthode comptable applicable au budget) et le budget annuel définitif. Les écarts supérieurs à 10 % sont expliqués dans la note 5.

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
Notes relatives aux états financiers de 2019

Note 1

Entité présentant l'information financière

L'Organisation des Nations Unies et ses activités

1. L'Organisation des Nations Unies est une organisation internationale fondée en 1945, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. La Charte des Nations Unies, signée le 26 juin 1945, est entrée en vigueur le 24 octobre 1945. Elle définit les principaux objectifs de l'Organisation comme suit :

- a) Maintenir la paix et la sécurité internationales ;
- b) Favoriser le progrès et le développement socioéconomiques internationaux ;
- c) Assurer le respect universel des droits de l'homme ;
- d) Administrer la justice internationale et veiller au respect du droit international.

2. Ces objectifs sont mis en œuvre par les quatre organes principaux de l'Organisation :

a) L'Assemblée générale, qui traite particulièrement de problèmes politiques, économiques et sociaux très divers, ainsi que des aspects financiers et administratifs de l'Organisation ;

b) Le Conseil de sécurité, qui est chargé de divers aspects du maintien et du rétablissement de la paix, intervenant notamment pour régler des conflits, rétablir la démocratie, favoriser le désarmement, apporter une assistance électorale, faciliter la consolidation de la paix après les conflits, mener des activités humanitaires pour assurer la survie de groupes n'ayant pas de quoi satisfaire leurs besoins élémentaires et veiller à ce que les personnes responsables de graves violations du droit international humanitaire soient poursuivies en justice ;

c) Le Conseil économique et social a des attributions particulières en matière de développement socioéconomique et joue notamment un rôle de premier plan en encadrant l'action menée par les autres organismes des Nations Unies pour faire face aux problèmes internationaux d'ordre économique, social et sanitaire ;

d) La compétence de la Cour internationale de Justice s'étend aux différends entre États Membres que ceux-ci lui soumettent pour qu'elle donne un avis consultatif ou adopte une résolution ayant force obligatoire.

3. L'Organisation a son siège à New York et des offices à Genève, Nairobi et Vienne, ainsi que des missions de maintien de la paix et des missions politiques, des commissions économiques, des tribunaux, des organismes de formation et des centres d'information ou autres dans le monde entier.

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

4. Les présents états financiers portent sur les opérations de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). L'Assemblée générale a créé l'Institut en 1963 afin d'aider l'Organisation des Nations Unies à atteindre plus efficacement ses objectifs principaux. Depuis, l'Institut est devenu non seulement un prestataire reconnu et respecté de services de formation professionnelle, mais aussi la référence en matière de développement des capacités, surtout pour les pays en développement. Il est régi par un conseil d'administration et dirigé par un(e)

directeur(trice) général(e). Le(la) Directeur(trice) général(e) et les membres du Conseil d'administration sont nommés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le(la) Directeur(trice) général(e) rend directement compte au Conseil économique et social, l'un des organes principaux de l'Organisation. L'Institut est entièrement financé au moyen de contributions volontaires versées par des États, des organisations intergouvernementales, des fondations, le secteur privé et d'autres sources non gouvernementales, ainsi que par les particuliers qui s'acquittent des frais de participation aux stages de formation.

5. Il s'attache à renforcer les capacités des particuliers, des institutions et des organisations des pays et des autres parties prenantes du système des Nations Unies en ayant recours à des solutions d'apprentissage de qualité et à des services et supports de connaissances connexes pour améliorer la prise de décisions et étayer les mesures prises au niveau national en vue de relever les défis mondiaux. Il a pour fonctions principales de répondre, par des solutions d'apprentissage de qualité, aux besoins de renforcement des capacités des particuliers, des organisations et des institutions ; de conseiller et de soutenir les gouvernements, les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires en leur fournissant des services d'apprentissage, notamment fondés sur l'utilisation de la technologie ; de faciliter la mise en commun de savoirs et de données d'expérience dans le cadre de mécanismes en réseau innovants ; et d'intégrer des stratégies, approches et méthodologies innovantes dans les projets et services d'apprentissage et les supports de connaissances connexes. Dans le cadre de la stratégie définie pour la période 2018-2021, les programmes de formation et les activités de recherche de l'UNITAR sont organisés en six grands domaines thématiques : a) la paix ; b) les populations ; c) la planète ; d) la prospérité ; e) la diplomatie multilatérale ; f) l'analyse des images satellites et la recherche appliquée. En outre, l'Institut a intégré dans son programme, à la fin de 2019, le Partenariat de lutte contre les maladies non transmissibles.

6. L'UNITAR est considéré comme une entité autonome en ce qu'aucune autre entité des Nations Unies présentant des informations financières ne le contrôle ni n'est contrôlée par lui. Ayant chacune leur propre mode de gouvernance et leurs propres procédures budgétaires, les entités des Nations Unies qui présentent des états financiers ne peuvent faire l'objet d'un contrôle commun. L'Institut n'ayant pas de participations dans des entreprises associées ou des coentreprises, les présents états financiers ne portent que sur ses activités propres.

7. L'UNITAR a son siège à Genève et bénéficie de l'appui de ses bureaux extérieurs de New York et d'Hiroshima (Japon) et d'un bureau de projet situé à Port Harcourt (Nigéria). En outre, en 2019, le Bureau d'Hiroshima a loué au Programme des Nations Unies pour le développement un bureau situé au Soudan du Sud. Le Groupe des opérations satellitaires a loué deux locaux à usage de bureaux : le premier à Nairobi (à l'Office des Nations Unies à Nairobi), pour 2018 et 2019, et le second à Bangkok (à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique). Ces locaux à usage de bureaux sont loués aux fins d'activités de projet spécifiques.

Note 2

Référentiel comptable et autorisation de la publication des états financiers

Référentiel comptable

8. Conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation, les états financiers ont été établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, en application des normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS). Ils ont été établis sur la base de la continuité des activités, et les méthodes comptables ont été appliquées de façon uniforme tout au long des activités d'établissement et de présentation. Conformément aux normes IPSAS, ces

états, qui donnent une image fidèle de l'actif, du passif, des produits et des charges de l'UNITAR, se composent comme suit :

- a) Un état de la situation financière (état I) ;
- b) Un état des résultats financiers (état II) ;
- c) Un état des variations de l'actif net (état III) ;
- d) Un état des flux de trésorerie (établi suivant la méthode indirecte) (état IV) ;
- e) Un état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget (état V) ;
- f) Des notes relatives aux états financiers, comprenant un récapitulatif des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives ;
- g) Des éléments de comparaison pour l'ensemble des montants présentés dans les états financiers susmentionnés [points a) à e)] et, le cas échéant, pour les éléments narratifs et les renseignements présentés dans les notes y relatives.

Continuité d'activité

9. L'hypothèse de continuité des activités repose sur l'approbation du programme de travail et des prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 2018-2019 par le Conseil d'administration de l'Institut, la situation de l'actif net, la tendance stable observée par le passé en ce qui concerne le versement de contributions volontaires et le fait que l'Assemblée générale n'a pas décidé de mettre fin aux opérations de l'UNITAR.

Autorisation de la publication des états financiers

10. Les états financiers sont certifiés par le Contrôleur de l'Organisation des Nations Unies et approuvés par le Directeur général de l'UNITAR. Conformément à l'article 6.2 du Règlement financier, les états financiers arrêtés au 31 décembre 2019 ont été communiqués par le Directeur général au Comité des commissaires aux comptes avant le 31 mars 2020. Conformément à l'article 7.12 du Règlement financier, les rapports du Comité doivent être transmis à l'Assemblée générale, en même temps que les états financiers audités, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ; la publication des états financiers a été autorisée le 30 juillet 2020.

Base d'évaluation

11. Les présents états financiers sont établis selon la méthode du coût historique.

Monnaie de fonctionnement et de présentation de l'information financière

12. Le dollar des États-Unis est la monnaie de fonctionnement et la monnaie de présentation de l'information financière de l'UNITAR. Sauf indication contraire, les états financiers sont établis en milliers de dollars.

13. Les sommes afférentes aux opérations en monnaies autres que le dollar des États-Unis (monnaies étrangères) sont converties en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'opération. Ce taux est très proche des taux de change au comptant en vigueur à la date de l'opération. La valeur des actifs et des passifs monétaires en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la fin de l'année. Lorsqu'elle est établie selon la méthode de la juste valeur, la valeur des éléments non

monétaires exprimée en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change opérationnel en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les éléments non monétaires évalués au coût historique dans une monnaie étrangère ne sont pas convertis en fin d'année.

14. Le montant net des écarts de change résultant du règlement d'opérations en devises et de la conversion de la valeur d'actifs et de passifs monétaires libellés en monnaie étrangère au taux de change en vigueur à la fin de l'année est comptabilisé en résultat.

Principe de l'importance relative et recours à des appréciations et à des estimations

15. L'importance relative est un principe essentiel qui régit l'établissement et la présentation des états financiers de l'Institut. Ce principe guide de manière systématique les décisions comptables relatives à la présentation, à la communication de l'information, à la totalisation, à la compensation et à l'application rétrospective ou prospective des changements de convention comptable. De façon générale, un élément est jugé important si le fait de l'omettre ou d'en tenir compte influe sur les conclusions ou les décisions des utilisateurs des états financiers.

16. L'établissement d'états financiers conformes aux normes IPSAS suppose de recourir à des estimations, à des appréciations et à des hypothèses concernant le choix et l'application des méthodes comptables et les montants qui sont constatés pour certains éléments d'actif et de passif, certains produits et certaines charges.

17. Les estimations comptables et les hypothèses sur lesquelles elles reposent sont régulièrement examinées et les éventuelles révisions sont constatées au cours de l'année durant laquelle elles se produisent et de toute année à venir qui en subirait les effets. Les principales estimations et hypothèses susceptibles d'entraîner des ajustements significatifs dans les années à venir comprennent l'évaluation actuarielle des avantages du personnel, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, la dépréciation des actifs corporels et incorporels, le classement des instruments financiers, l'évaluation des stocks, les taux d'inflation et d'actualisation servant au calcul de la valeur actualisée des provisions et le classement des actifs et passifs éventuels.

Positions officielles attendues des autorités comptables internationales

18. Les positions officielles attendues du Conseil des normes comptables internationales pour le secteur public qui devraient avoir une incidence sur les états financiers de l'UNITAR

a) Heritage assets (biens patrimoniaux) : Traitement comptable des biens patrimoniaux ;

b) Non-exchange expenses (charges liées à des opérations sans contrepartie directe) : mise au point d'une ou de plusieurs normes permettant de comptabiliser les charges liées aux opérations sans contrepartie directe, exception faite des avantages sociaux, et définissant les obligations des prestataires de ces opérations ;

c) Revenue (produits) : mise au point de nouvelles directives et orientations qui modifieront ou remplaceront celles définies dans les normes IPSAS 9 (Produits des opérations avec contrepartie directe), 11 (Contrats de construction) et 23 [Produits des opérations sans contrepartie directe (impôts et transferts)] ;

d) Leases (contrats de location) : révision des directives relatives au traitement comptable des contrats de location par le preneur à bail et par le bailleur, de sorte qu'elles continuent à coïncider avec les Normes internationales d'information financière correspondantes ;

e) Public sector measurement (l'évaluation dans le secteur public) :
i) révision des normes IPSAS établissant les prescriptions relatives aux évaluations des actifs et passifs effectuées tant au moment de la comptabilisation initiale qu'ultérieurement et à la publication des résultats obtenus ; ii) définition d'orientations plus détaillées sur l'application du coût de remplacement et du coût d'exécution d'une obligation et sur les circonstances dans lesquelles il convient d'utiliser ces bases d'évaluation ; iii) définition du traitement comptable des coûts de transaction, en particulier en ce qui concerne l'immobilisation des coûts d'emprunt ou leur passage en charges ;

f) Infrastructure assets (actifs d'infrastructure) : étude et recensement des problèmes que pose l'application de la norme IPSAS 17 à des actifs d'infrastructure, afin de fournir des orientations supplémentaires sur la comptabilisation de ceux-ci.

Nouvelles normes IPSAS

19. Le Conseil des normes IPSAS a publié les normes suivantes : la norme IPSAS 40, qui a été publiée en 2017 et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019, la norme IPSAS 41, qui a été publiée en août 2018 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022, et la norme IPSAS 42, qui a été publiée en janvier 2019 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022. On s'attend à ce que ces normes aient les effets ci-après sur les états financiers du Programme, y compris ceux de la période de comparaison :

| <i>Norme</i> | <i>Conséquences prévues pour la première année d'application</i> |
|----------------|--|
| IPSAS 40 | À l'heure actuelle, la norme IPSAS 40 n'a aucune incidence sur les états financiers de l'UNITAR, car celui-ci n'est partie ni à une acquisition ni à un regroupement d'entités du secteur public. |
| Norme IPSAS 41 | La norme IPSAS 41 (Instruments financiers) améliore considérablement la pertinence des informations relatives aux actifs et passifs financiers. Elle remplacera la norme IPSAS 29 (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation), qu'elle améliorera en introduisant : <ul style="list-style-type: none"> a) des règles de classification et d'évaluation des actifs financiers simplifiées ; b) un modèle prévisionnel de dépréciation ; c) un modèle souple de comptabilité de couverture. La norme IPSAS 41 entrera en vigueur le 1 ^{er} janvier 2022. L'Institut évaluera l'incidence qu'elle a sur les états financiers et sera prête à l'appliquer à cette date. |
| IPSAS 42 | La norme IPSAS 42 (Prestations sociales), fournit des orientations sur la comptabilisation des dépenses liées aux prestations sociales. Elle définit les prestations sociales comme des transferts en espèces versés à certains particuliers ou ménages pour atténuer l'effet du risque social. Les prestations sociales comprennent, par exemple, les prestations de retraite publique, les pensions d'invalidité, le complément de revenu et les allocations de chômage. La nouvelle norme obligera l'entité concernée à comptabiliser une charge et un passif pour le prochain versement de prestations sociales. La norme IPSAS 42 sera en vigueur à partir du 1 ^{er} janvier 2022. Les opérations de l'Institut ne comprennent actuellement aucune prestation sociale de ce type. |

Note 3

Principales méthodes comptables

Classement des actifs financiers

20. L'UNITAR classe ses actifs financiers dans les catégories suivantes : titres détenus jusqu'à leur échéance, titres disponibles à la vente, prêts et créances et juste valeur avec contrepartie en résultat. Déterminé lors de la comptabilisation initiale et réévalué à chaque date de clôture des comptes, ce classement est essentiellement fonction de l'objectif visé au moment de l'acquisition des instruments financiers. Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. L'Institut constate initialement les prêts et créances à la date d'émission. Tous les autres actifs financiers sont initialement comptabilisés à la date de transaction, c'est-à-dire la date à laquelle l'Institut devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument considéré.

21. Les actifs financiers qui, à la date de clôture, ont une échéance à plus de 12 mois sont classés comme actifs non courants dans les états financiers, et la valeur des actifs détenus dans d'autres monnaies est convertie en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de clôture, le montant net des écarts étant comptabilisé en charges ou en produits.

| <i>Classement</i> | <i>Actifs financiers</i> |
|--------------------------------------|---|
| Titres détenus jusqu'à leur échéance | Placements : dépôts à terme, obligations non remboursables |
| Prêts et créances | Trésorerie, équivalents de trésorerie et créances (avec ou sans contrepartie directe) |

Placements détenus jusqu'à l'échéance

22. Les titres détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables, que l'UNITAR a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. N'entrent pas dans cette catégorie :

- a) Les instruments initialement classés dans la catégorie des actifs comptabilisés à la juste valeur avec variation de valeur portée en excédent ou déficit ;
- b) Les instruments qui entrent dans la catégorie des prêts et créances ;
- c) Les instruments classés comme disponibles à la vente.

23. Les titres détenus jusqu'à leur échéance sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction, puis évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

24. L'UNITAR classe comme actifs détenus jusqu'à leur échéance les titres de son portefeuille de placements.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

25. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en banque et les espèces en caisse, ainsi que les titres de placement à court terme à forte liquidité dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d'acquisition.

Produits à recevoir d'opérations sans contrepartie directe – contributions à recevoir

26. Les contributions à recevoir représentent des produits non encore encaissés au titre des contributions volontaires que les États Membres, les États non membres et d'autres donateurs s'engagent à verser à l'UNITAR dans le cadre d'accords opposables. Il s'agit, hormis les contributions volontaires à recevoir arrivant à échéance dans plus de 12 mois, de produits à recevoir d'opérations sans contrepartie directe qui sont constatés à la valeur nominale, minorée des montants considérés irrécouvrables, et pour lesquels est constituée une provision pour créances douteuses. Lorsqu'elles sont significatives, les créances à long terme relatives aux contributions volontaires sont comptabilisées à la valeur actualisée selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Produits à recevoir d'opérations avec contrepartie directe – créances diverses

27. Les créances diverses comprennent essentiellement les sommes à recevoir pour les biens ou services fournis à d'autres entités, les sommes à recevoir au titre des contrats de location simple, les intérêts à recevoir et les sommes à recevoir du personnel. Les créances sur d'autres entités des Nations Unies présentant des états financiers entrent également dans cette catégorie.

28. Les soldes significatifs des créances diverses et des contributions volontaires à recevoir font l'objet d'un examen particulier, et une provision pour créances douteuses est constituée en fonction de la possibilité de les recouvrer et de leur ancienneté.

Transferts anticipés

29. Les transferts anticipés désignent les fonds virés à titre d'avance au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au titre de services à rendre pour le compte de l'UNITAR et aux agents d'exécution et aux partenaires de réalisation. Les avances versées sont initialement portées à l'actif, puis passées en charges lorsque les biens ont été livrés ou les services rendus par les agents d'exécution ou les partenaires de réalisation et que la réception de relevés de dépenses certifiés l'atteste, le cas échéant. Lorsque le partenaire concerné n'a pas fourni les rapports financiers attendus, les responsables de programmes procèdent à une évaluation dûment fondée afin de déterminer si ces avances peuvent être considérées comme des sommes à recevoir. Les montants qui doivent être remboursés sont portés au compte des créances diverses, le cas échéant, après dépréciation des créances douteuses. Les transferts jusqu'à concurrence de 30 000 dollars sont considérés dans les états financiers comme des transferts de fonds aux bénéficiaires finals et sont donc comptabilisés en charges au moment du versement.

Autres éléments d'actif

30. Les autres éléments d'actif comprennent les soldes débiteurs interfonds, les avances versées au personnel et les charges payées d'avance qui sont inscrites à l'actif jusqu'à la livraison des biens ou la fourniture des services par l'autre partie, après quoi, une charge est constatée. Les soldes débiteurs interfonds dus par le PNUD sont liés à des opérations de trésorerie, de placement et de paye engagées par le PNUD pour le compte de l'UNITAR dans le cadre d'arrangements contractuels concernant la fourniture de services d'appui.

Immobilisations corporelles

31. Les immobilisations corporelles sont classées dans différentes catégories selon leur nature, leur fonction, leur durée d'utilité et la méthode d'évaluation utilisée, par

exemple : véhicules ; matériel de communication et matériel informatique ; matériel et outillage ; mobilier et agencements ; biens immobiliers (terrains, bâtiments, améliorations locatives, infrastructures et immobilisations en cours de construction). Les immobilisations corporelles de l'Institut se composent actuellement de véhicules, de matériel de communication et de matériel informatique.

Comptabilisation des immobilisations corporelles

32. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique minoré du cumul des amortissements et de toute dépréciation. Le coût historique comprend le prix d'acquisition, tous les coûts directement imputables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état, et l'estimation initiale des frais de démantèlement de l'actif et de remise en état du site.

33. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'actif lorsque leur coût est supérieur ou égal au seuil de 5 000 dollars.

34. Pour les immobilisations corporelles acquises à un coût zéro ou à un prix symbolique, notamment les biens ayant fait l'objet d'un don, la juste valeur à la date d'acquisition est considérée comme étant le coût d'acquisition.

35. L'amortissement des immobilisations corporelles est opéré sur leur durée d'utilité estimée selon la méthode de l'amortissement linéaire à hauteur de la valeur comptable résiduelle. L'amortissement est opéré à compter du mois durant lequel l'Institut prend le contrôle du bien au sens des Incoterms (règles internationales pour l'interprétation des termes commerciaux) jusqu'à la fin du mois qui précède le retrait du service ou la cession de l'immobilisation. Compte tenu de l'utilisation attendue des immobilisations corporelles, il est considéré que la valeur résiduelle est égale à zéro, sauf lorsqu'il est probable qu'elle sera significative. Le tableau ci-après indique la durée d'utilité estimée de différentes catégories d'immobilisations corporelles :

| <i>Catégorie d'immobilisations corporelles</i> | <i>Durée d'utilité estimée (années)</i> |
|--|---|
| Matériel informatique et matériel de communication | 4 à 7 ans |
| Véhicules | 6 à 12 ans |

36. Lorsque des immobilisations corporelles intégralement amorties mais toujours en service conservent une valeur significative, des ajustements sont apportés au montant des amortissements cumulés comptabilisé dans les états financiers pour tenir compte d'une valeur résiduelle de 10 % du coût historique, établie à l'issue d'une analyse des catégories et des durées d'utilité des actifs visés.

37. Pour évaluer les immobilisations corporelles après leur comptabilisation initiale, l'Institut a choisi d'appliquer le modèle du coût plutôt que celui de la réévaluation. Les dépenses engagées après l'acquisition initiale d'un actif ne sont comptabilisées en immobilisations que s'il est probable que l'UNITAR bénéficiera des avantages économiques futurs ou du potentiel de service associés au bien considéré et que les dépenses ultérieures seront supérieures au seuil de comptabilisation initiale. Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés dans les charges de l'année durant laquelle ils sont engagés.

38. Il peut y avoir un gain ou une perte sur cession ou transfert d'immobilisations corporelles lorsque les produits des cessions ou des transferts diffèrent de la valeur comptable de l'immobilisation considérée. De tels écarts sont comptabilisés en produits divers ou en charges diverses.

39. Il est procédé à des tests de dépréciation lors de l'inventaire physique annuel ou lorsque, du fait d'événements ou de changements de circonstances, la valeur nette comptable semble ne pas être recouvrable. Les véhicules, le matériel de communication et le matériel informatique dont la valeur nette comptable en fin de période est supérieure à 25 000 dollars font l'objet d'un test de dépréciation.

Immobilisations incorporelles

40. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût historique, diminué des amortissements et dépréciations cumulés. Pour celles qui ont été acquises à un coût nul ou pour un prix symbolique, notamment les dons, la juste valeur à la date d'acquisition est considérée comme étant le coût de l'actif. Le seuil d'immobilisation est fixé à 100 000 dollars par unité pour les actifs incorporels développés en interne et à 20 000 dollars par unité pour ceux acquis à l'extérieur.

41. Le coût des licences d'utilisation de logiciels acquises à l'extérieur est porté à l'actif en tenant compte des dépenses engagées pour acquérir et mettre en service ces logiciels. Les coûts directement associés au développement de logiciels destinés au Programme sont comptabilisés comme immobilisations incorporelles. Ils comprennent les charges afférentes aux membres du personnel ayant pris part au développement, les dépenses liées aux services de consultants et des frais généraux. Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité bien définies sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter du mois d'acquisition ou de la date à laquelle elles deviennent opérationnelles. La durée d'utilité des principales catégories d'immobilisations incorporelles a été estimée comme suit :

| <i>Catégorie</i> | <i>Durée d'utilité estimée (années)</i> |
|----------------------------------|---|
| Licences et droits | 2 à 6 ans (durée de la licence ou du droit) |
| Logiciels acquis à l'extérieur | 3 à 10 ans |
| Logiciels développés en interne | 3 à 10 ans |
| Droits d'auteur | 3 à 10 ans |
| Actifs en cours de développement | Pas d'amortissement |

42. Il est procédé à des tests de dépréciation annuels lorsque les immobilisations incorporelles sont en cours de développement ou lorsqu'elles ont une durée d'utilité indéfinie. Pour les autres immobilisations incorporelles, il n'est procédé à un test que si des éléments indiquant une dépréciation ont été mis en évidence.

Classement des actifs financiers

43. Les passifs financiers sont classés dans la catégorie Autres passifs financiers. Ils comprennent les dettes, les transferts à payer, les avantages du personnel payables, les fonds non dépensés détenus aux fins de futurs remboursements, les dotations aux provisions et autres éléments de passif tels que les soldes interfonds dus à d'autres organismes des Nations Unies publiant des états financiers. Les passifs financiers ainsi classés sont initialement constatés à la juste valeur puis évalués à leur coût amorti. Ceux contractés pour une durée inférieure à 12 mois sont comptabilisés à leur valeur nominale. L'UNITAR réévalue le classement des passifs financiers à chaque clôture et les décomptabilise lorsque ses obligations contractuelles sont éteintes, ont été levées ou annulées, ou ont expiré.

Dettes et autres charges à payer

44. Les dettes et autres charges à payer se rapportent à l'achat de biens et services reçus mais non réglés à la date de clôture des comptes. Elles sont constatées au montant facturé minoré des remises consenties à la date de clôture. Les dettes sont constatées puis évaluées à leur valeur nominale car elles doivent généralement être réglées dans les 12 mois.

Transferts dus

45. Les transferts dus correspondent aux montants dus à des agents d'exécution et à des partenaires de réalisation et aux soldes résiduels à reverser aux donateurs.

Encaissements par anticipation et autres éléments de passif

46. Les encaissements par anticipation et autres éléments de passif comprennent les paiements reçus d'avance au titre d'opérations avec contrepartie directe, les passifs liés aux dispositifs de financement conditionnel et d'autres produits comptabilisés d'avance.

Contrats de location, l'UNITAR étant preneur

47. Les contrats de location d'immobilisations corporelles qui transfèrent à l'UNITAR la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété constituent des contrats de location-financement. Ils sont comptabilisés à l'actif au début du bail à la juste valeur du bien loué ou à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est la plus faible. Les loyers, nets des frais financiers, sont inscrits au passif. Les biens acquis en vertu de contrats de location-financement sont amortis conformément aux méthodes appliquées aux immobilisations corporelles. L'élément intérêts des paiements au titre de la location est comptabilisé en charges selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du bail.

48. Les contrats de location qui ne transfèrent pas à l'UNITAR la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété constituent des contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

Accords de cession de droits d'usage sans contrepartie

49. L'UNITAR occupe des terrains et des immeubles et utilise des infrastructures, du matériel et de l'outillage dans le cadre d'accords de cession de droits d'usage sans contrepartie conclus essentiellement avec les gouvernements des pays hôtes pour un coût nul ou symbolique. Ces accords peuvent être assimilés à des contrats de location simple ou à des contrats de location-financement en fonction de leur durée et des clauses de transfert du contrôle et de résiliation dont ils sont assortis.

50. Dans le cas des contrats de location simple, un montant égal au loyer annuel de biens analogues sur le marché est comptabilisé en charges et en produits.

51. Le seuil de comptabilisation des produits et charges au titre des droits d'usage cédés sans contrepartie est une valeur locative annuelle égale à 5 000 dollars dans le cas des bâtiments, des terrains, des infrastructures, du matériel et de l'outillage.

Avantages du personnel

52. Le terme « personnel » désigne les fonctionnaires, au sens de l'Article 97 de la Charte des Nations Unies, dont l'emploi et la relation contractuelle sont définis par une lettre de nomination conformément aux règles fixées par l'Assemblée générale

en application du paragraphe 1 de l'Article 101 de la Charte. Les avantages du personnel se décomposent en avantages à court terme, avantages à long terme, avantages postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat de travail.

Avantages à court terme du personnel

53. Les avantages à court terme désignent les avantages (autres que les indemnités de fin de contrat de travail) payables dans les 12 mois qui suivent la fin de l'année où les services y ouvrant droit ont pris fin. Ils comprennent les prestations liées à une première ou une nouvelle affectation (prime d'affectation), les prestations périodiques journalières, hebdomadaires ou mensuelles (traitements, prestations et avantages) et d'autres avantages à court terme (indemnité pour frais d'études, remboursement d'impôts et paiement des voyages au titre du congé dans les foyers) accordés, en fonction des services fournis, au personnel employé durant la période considérée. Tous les avantages qui sont acquis mais n'ont pas encore été payés sont assimilés à des passifs courants.

54. Le voyage pour congé dans les foyers est accordé aux fonctionnaires en poste dans certains lieux d'affectation et aux personnes à leur charge qui remplissent les conditions requises. Le passif comprend les frais de voyage prévus à l'occasion du prochain congé dans les foyers, ajustés en proportion du service à accomplir jusqu'à ce que le droit soit acquis. Étant donné que les demandes de prise en charge des frais de voyage à l'occasion du congé dans les foyers sont présentées sur des périodes relativement courtes, l'actualisation en fonction du coût du temps est sans incidence significative.

Avantages postérieurs à l'emploi

55. Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement après la cessation de service et le régime de retraite de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Régimes à prestations définies

56. Les avantages ci-après relèvent de régimes à prestations définies : l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement (avantages postérieurs à l'emploi) et le versement en compensation des jours de congé accumulés à la cessation de service (autres avantages à long terme). Dans un régime à prestations définies, l'Institut assume les risques actuariels du fait qu'il est tenu de payer les prestations convenues. Le passif lié à ces régimes est constaté à la valeur actualisée des engagements afférents aux prestations. Les variations du passif, à l'exception de celles dues aux écarts actuariels, sont comptabilisées l'année où elles se produisent. L'UNITAR a choisi de constater directement dans l'état des variations de l'actif net les variations du passif lié aux régimes à prestations définies qui sont dues aux écarts actuariels. Au 31 décembre 2019, il ne détenait pas d'actifs d'un régime à prestations définies au sens de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel).

57. Les engagements au titre des régimes à prestations définies sont calculés par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Leur valeur actuelle est déterminée par actualisation du montant estimatif des futurs décaissements au moyen du taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie ayant des échéances proches de celles des paiements prévus par les différents régimes.

58. **Assurance maladie après la cessation de service.** L'assurance maladie après la cessation de service offre une couverture mondiale des frais médicaux nécessaires

engagés par les anciens fonctionnaires qui remplissent les conditions requises et les personnes à leur charge. À la cessation de service, les fonctionnaires et les personnes à leur charge peuvent choisir de s'affilier à un régime d'assurance maladie à prestations définies des Nations Unies pour autant qu'ils remplissent certaines conditions, notamment avoir été affiliés pendant dix ans à un régime d'assurance maladie des Nations Unies pour les fonctionnaires recrutés après le 1^{er} juillet 2007 et pendant cinq ans pour ceux recrutés avant cette date. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service correspondent à la valeur actualisée du subventionnement par l'Institut des primes d'assurance maladie des retraités et les droits à prestations acquis par les fonctionnaires en activité. Leur évaluation consiste notamment à prendre en compte les primes de tous les participants pour calculer les engagements résiduels de l'UNITAR. Les primes payées par les retraités sont déduites du montant brut des engagements, et une partie des primes des fonctionnaires en activité en est également déduite pour parvenir au montant des engagements résiduels de l'Institut, conformément aux ratios de partage des coûts approuvés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 38/235, 1095 A (XI) et 41/209.

59. **Prestations liées au rapatriement.** À la cessation de service, les fonctionnaires qui remplissent certaines conditions, dont celle de résider en dehors de leur pays de nationalité au moment où ils cessent leurs fonctions, ont droit à une prime de rapatriement dont le montant est fonction de l'ancienneté, ainsi qu'au remboursement des frais de voyage et de déménagement. Un passif est constaté à partir du moment où le fonctionnaire commence à travailler pour l'UNITAR et il est comptabilisé à la valeur actualisée du montant estimé nécessaire pour régler les droits à prestations.

60. **Jours de congé accumulés.** Les engagements au titre des congés annuels se rapportent à des jours de congé accumulés qui ouvrent droit à un règlement pécuniaire du reliquat à la cessation de service. L'UNITAR comptabilise au passif la valeur actuarielle totale à la date de clôture des comptes des reliquats de congés payés de tous les fonctionnaires, à concurrence de 60 jours (18 jours pour le personnel temporaire). La détermination des engagements au titre des congés annuels se fait selon la méthode du dernier entré, premier sorti, le personnel étant appelé à faire valoir ses droits à congé acquis pendant la période considérée avant les jours de congé accumulés au cours des périodes antérieures. Dans la pratique, les jours de congé accumulés sont pris plus de 12 mois après la fin de la période pendant laquelle ils ont été acquis ; globalement, le nombre de jours de congé accumulés augmente, laissant prévoir que des reliquats de congé donneront lieu à des versements compensatoires au moment de la cessation de service, ce qui constitue le véritable passif de l'UNITAR. Les prestations liées aux jours de congé accumulés correspondant à la sortie de ressources économiques pour l'Institut à la cessation de service sont donc classées comme autres avantages à long terme ; en revanche, la part des jours de congé accumulés qui devrait donner lieu à paiement dans les 12 mois qui suivent la date de clôture est considérée comme un passif courant. Conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel), les autres avantages à long terme doivent être évalués de la même manière que les avantages postérieurs à l'emploi. Par conséquent, l'UNITAR évalue ses engagements au titre des jours de congé accumulés de la même façon qu'un avantage postérieur à l'emploi relevant d'un régime à prestations définies, qui est calculé sur la base d'évaluations actuarielles.

Régime de retraite : Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

61. L'UNITAR est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multi-employeurs à prestations définies financé par capitalisation. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que, peuvent

s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

62. Le régime expose les organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. L'UNITAR, comme les autres organisations affiliées et la Caisse des pensions, est dans l'incapacité de déterminer la part qui lui revient dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39. Les cotisations versées par l'Institut à la Caisse pendant l'année financière sont constatées en charges dans l'état des résultats financiers.

Indemnités de fin de contrat de travail

63. Les indemnités de fin de contrat de travail ne sont comptabilisées en charges que lorsque l'UNITAR est manifestement tenu, en vertu d'un plan explicite détaillé et sans possibilité réelle de s'y soustraire, soit de mettre fin à l'emploi d'un fonctionnaire avant la date normale de départ à la retraite, soit d'accorder des prestations de fin d'emploi à titre d'incitation à un départ volontaire. Les indemnités dues dans les 12 mois sont constatées au montant qu'il est prévu de verser. Pour celles qui sont dues plus de 12 mois après la date de clôture, le montant des engagements est actualisé dès lors que l'actualisation a un effet significatif.

Autres avantages à long terme

64. Les autres avantages à long terme désignent les prestations ou fractions de prestations qui ne sont pas dues dans les 12 mois suivant la fin de l'année pendant laquelle les membres du personnel ont fourni les services y ouvrant droit. Les jours de congé annuel accumulés constituent un exemple de ce que l'on entend par « autres avantages à long terme ».

65. **Indemnités prévues à l'appendice D du Règlement du personnel.** L'appendice D du Règlement du personnel régit l'indemnisation en cas de décès, de blessure ou de maladie imputables à l'exercice de fonctions officielles pour le compte de l'Organisation. La valeur de ces engagements est calculée par des actuaires.

Provisions

66. Les provisions sont des passifs comptabilisés au titre de dépenses futures dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision est constatée lorsque, par suite d'un événement passé, l'UNITAR a une obligation actuelle (juridique ou implicite) dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation. Le montant comptabilisé comme provision doit être l'estimation la plus fiable du montant nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est significatif, le montant de la provision équivaut à la valeur actualisée du montant nécessaire pour éteindre l'obligation.

Passifs éventuels

67. Un passif éventuel est soit une obligation potentielle qui résulte d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-

survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui sont partiellement indépendants de la volonté de l'UNITAR, Est également un passif éventuel toute obligation actuelle résultant d'événements passés, qui n'est pas comptabilisée parce qu'il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service sera nécessaire pour l'éteindre ou parce que son montant ne peut pas être déterminé de façon suffisamment fiable.

68. Il est appliqué un seuil indicatif de 10 000 dollars pour la comptabilisation des provisions de même que pour la présentation des passifs éventuels dans les notes relatives aux états financiers.

Actifs éventuels

69. Un actif éventuel est un actif potentiel qui résulte d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains partiellement indépendants de la volonté de l'UNITAR. Les actifs éventuels sont signalés dans les notes s'il est fort probable que des avantages économiques en découleront pour l'Institut.

Engagements

70. Les engagements sont des charges futures que l'UNITAR est tenu de supporter en vertu de contrats déjà conclus à la date de clôture et auxquelles il n'a guère la possibilité de se soustraire dans le cours normal de son activité. Ils comprennent les engagements en capital (nombre de contrats d'acquisition d'immobilisations dont le montant n'est ni payé ni exigible à la date de clôture), les paiements à effectuer au titre de contrats portant sur des biens et services à fournir à l'Institut lors des périodes à venir, les paiements minimaux à effectuer au titre de baux non résiliables et d'autres engagements au titre de contrats non résiliables.

Produits d'opérations sans contrepartie directe : contributions volontaires

71. Les contributions volontaires et autres transferts qui sont étayés par un accord juridiquement contraignant sont comptabilisés en produits au moment où l'accord prend effet, c'est-à-dire lorsque l'UNITAR est réputé avoir acquis le contrôle de l'actif, à moins que les fonds ne soient versés sous certaines conditions, auquel cas la comptabilisation n'intervient que lorsque ces conditions sont satisfaites.

72. Les annonces de contributions volontaires et autres promesses de dons sont comptabilisées en produits au moment où l'arrangement devient contraignant. Les fonds inutilisés remboursés aux donateurs sont déduits des produits.

73. Les produits reçus au titre d'arrangements interorganisations sont des fonds versés par des organismes qui confient à l'Institut le soin d'administrer des projets et des programmes pour leur compte.

74. Les contributions en nature sous forme de biens d'une valeur supérieure au seuil de comptabilisation fixé à 5 000 dollars sont comptabilisées à l'actif et en produits dès lors qu'il est probable que des avantages économiques ou un potentiel de service en découleront pour l'UNITAR et que leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable. L'Institut a choisi de ne pas comptabiliser les contributions en nature lorsqu'il s'agit de services ; il signale cependant dans les notes relatives aux états financiers celles dont la valeur dépasse le seuil de 5 000 dollars. Les contributions en nature sont initialement constatées à leur juste valeur à la date de réception, calculée par référence aux valeurs du marché observables ou sur la base d'évaluations indépendantes.

75. Les dépenses d'appui aux programmes sont imputées au titre du recouvrement des coûts indirects à hauteur de 7 % sur les fonds d'affectation spéciale et autres activités financés à l'aide des contributions volontaires, de manière que les frais additionnels engagés à l'appui des activités financées par les contributions volontaires ne soient pas imputés sur les fonds non préaffectés ou sur les ressources de base de l'UNITAR. En outre, les coûts d'appui directs sont imputés au titre du recouvrement des coûts directs à hauteur de 6 % à 11 %, de manière que les frais engagés à l'appui de la mise en œuvre ne soient pas imputés sur les fonds non préaffectés ou sur les ressources de base. Conformément à la politique de recouvrement intégral des coûts approuvée par le Conseil d'administration, les dépenses d'appui aux programmes et les coûts d'appui directs sont compris dans les contributions volontaires. Les dépenses d'appui aux programmes sont exprimées en pourcentage des dépenses et les coûts d'appui directs sont exprimés en pourcentage des contributions. Ni les uns ni les autres ne sont pris en compte pour l'établissement des états financiers, ainsi qu'il est indiqué dans la note 4 (Information sectorielle).

Produits d'opérations avec contrepartie directe

76. Les opérations avec contrepartie directe sont des opérations dans le cadre desquelles l'UNITAR vend des services. Leur produit correspond à la juste valeur des contreparties reçues ou à recevoir pour la vente des services. Il est comptabilisé dès lors qu'il peut être évalué de façon fiable, que des avantages économiques futurs en résulteront probablement et que certaines conditions ont été remplies. Les produits correspondant aux commissions et honoraires liés aux services techniques et administratifs, aux services de formation et à d'autres services fournis à des gouvernements, à des entités des Nations Unies, à des particuliers et à d'autres partenaires sont comptabilisés une fois les services fournis.

Produits des placements

77. Les produits des placements (intérêts créditeurs) proviennent des différents instruments financiers et sont comptabilisés *prorata temporis* selon la méthode du taux d'intérêt effectif de l'actif financier considéré.

Charges

78. Une charge désigne une réduction des avantages économiques ou du potentiel de service au cours de la période considérée, sous la forme de sorties ou de consommation d'actifs ou d'adjonction de passifs, ayant pour effet de réduire le montant de l'actif net ; elle est constatée selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque les biens sont vendus ou les services fournis, quelles que soient les conditions de paiement.

79. Les traitements englobent les traitements à proprement parler ainsi que les indemnités de poste et les contributions du personnel se rapportant au personnel recruté sur le plan international, au personnel recruté sur le plan national et au personnel temporaire (autre que pour les réunions). Les indemnités et prestations comprennent des avantages tels que les subventions au titre de la pension et de l'assurance et les primes d'affectation, de rapatriement et de sujétion. La rémunération et les indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire désignent les honoraires des consultants et des vacataires.

80. Les subventions et autres transferts comprennent les dons purs et simples et les transferts à des agents, partenaires et autres entités chargés de la réalisation, ainsi qu'aux projets à effet rapide. Dans le cas des dons purs et simples, une charge est constatée au moment où l'Institut acquiert une obligation légale de payer.

81. Sont inclus dans les fournitures et consommables les charges afférentes aux fournitures de bureau et consommables.

82. Sont inclus dans les frais de fonctionnement divers l'acquisition de biens et d'actifs incorporels dont la valeur est inférieure aux seuils d'immobilisation (qui s'élève, pour les actifs incorporels, à 5 000 dollars l'unité pour les actifs acquis à l'extérieur et à 100 000 dollars l'unité pour les actifs élaborés en interne), les services d'entretien, d'alimentation en eau, électricité et chauffage, les services contractuels, les services de formation et de sécurité, les services communs, les loyers, les assurances et les provisions pour créances douteuses. Les charges diverses ont trait aux frais de représentation et aux réceptions officielles, aux pertes de change, au don et à la cession d'actifs et aux pertes sur cession d'immobilisations corporelles.

83. Des agents d'exécution et des partenaires de réalisation mènent certaines activités de programme qui se distinguent des arrangements, notamment commerciaux, qui doivent apporter à l'UNITAR une valeur équivalente aux fonds transférés. Ce sont habituellement des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies, auxquels l'UNITAR avance des fonds sur la base de projections de trésorerie. Les avances versées qui n'ont pas été dépensées au cours de l'année demeurent non soldées à la fin de l'année et sont comptabilisées dans l'état de la situation financière. Les partenaires de réalisation et les agents d'exécution communiquent à l'UNITAR des relevés de dépenses certifiés étayant l'utilisation qu'ils ont faite des ressources, sur la base desquels les charges sont comptabilisées dans l'état des résultats financiers. Dans les cas où le partenaire n'a pas fourni les rapports financiers prévus, les directeurs de programme déterminent en connaissance de cause si l'avance doit être portée en charge ou comptabilisée comme moins-value et soumettent l'ajustement comptable. Les dépenses d'appui qui sont engagées par les partenaires de réalisation et dont le montant leur est remboursé sont portées en charges dans l'état des résultats financiers. Les fonds à verser aux organismes d'exécution et aux partenaires de réalisation en vertu d'accords contraignants et qui ne l'ont pas été à la fin de la période considérée apparaissent comme des engagements dans les notes relatives aux états financiers.

Note 4

Information sectorielle

84. Un secteur est une activité ou un groupe d'activités pour lequel il convient de présenter séparément l'information financière afin d'évaluer les résultats obtenus antérieurement par l'entité au regard de ses objectifs et de décider de l'attribution future des ressources.

85. Comme le Conseil d'administration de l'UNITAR l'a précisé dans son budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019, les activités de l'Institut sont réparties en trois secteurs :

a) le Bureau du (de la) Directeur(trice) général(e) de l'Institut regroupe les fonctions de direction, de mobilisation des ressources, de planification, de suivi et d'évaluation, de communication des informations relatives à l'exécution des programmes et d'assurance de la qualité ;

b) les programmes sont répartis entre quatre divisions thématiques et deux divisions sectorielles : a) la paix (Groupe du Programme Paix et prévention des conflits et Groupe du Programme de formation au maintien de la paix) ; b) les populations [Groupe du Programme de développement social et bureau du projet Nigéria à Port Harcourt (Nigéria)] ; c) la planète (Groupe du Programme de développement vert et de lutte contre les changements climatiques et Groupe du Programme de gestion des produits chimiques et des déchets) ; d) la prospérité

(Groupe du Programme Finances publiques et commerce et bureau de Hiroshima) ; e) la diplomatie multilatérale (Groupe du Programme de diplomatie multilatérale et bureau de New York) ; f) l'analyse des images satellites et la recherche appliquée (Groupe du Programme pour les applications satellites opérationnelles et Groupe de la mise en œuvre du Programme 2030) ;

c) les opérations et les services d'appui comprennent des fonctions d'appui essentielles dans des domaines comme l'informatique et les communications, les ressources humaines, l'administration et les achats, ainsi que le budget et les finances.

86. Les opérations intersectorielles comprennent les charges internes relatives à l'appui aux programmes et les charges relatives à l'appui direct facturées aux programmes et aux opérations conformément au paragraphe 74 de la note 3 (Principales conventions comptables). Dans le cadre du fonctionnement normal, les opérations entre secteurs sont comptabilisées sur la base du recouvrement des coûts et sont éliminées aux fins de la présentation de l'information sectorielle.

87. Les éliminations comprennent les soldes interfonds répartis entre différents secteurs qui sont supprimés lors de la consolidation des fonds de l'UNITAR, c'est-à-dire l'entité présentant les états financiers. Parmi les valeurs éliminées figurent les charges relatives aux dépenses d'appui aux programmes et les coûts d'appui direct, répartis entre les programmes, l'appui aux opérations et le Bureau du (de la) Directeur(trice) général(e). Les éliminations de l'année considérée comprennent les dépenses d'appui aux programmes, d'un montant de 1,801 million de dollars, et les coûts directement liés aux projets, qui s'élèvent à 2,980 millions de dollars.

État des résultats financiers au 31 décembre 2019, par secteur

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Bureau du Directeur général | Programmes | Opérations/ services d'appui | Éliminations | Total |
|--|--------------------------------|---------------|---------------------------------|----------------|---------------|
| Produits sectoriels | | | | | |
| Contributions volontaires | 165 | 37 062 | 191 | — | 37 418 |
| Produits de la prestation de services | 1 801 | 6 861 | 2 980 | (4 781) | 6 861 |
| Produits divers | — | 46 | — | — | 46 |
| Produits des placements | 321 | — | 299 | — | 620 |
| Total des produits | 2 287 | 43 969 | 3 470 | (4781) | 44 945 |
| Charges sectorielles | | | | | |
| Traitements, indemnités et prestations | 1 099 | 6 883 | 2 050 | — | 10 032 |
| Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire | 14 | 6 087 | 246 | — | 6 347 |
| Subventions et autres transferts | — | 3 262 | — | — | 3 262 |
| Voyages | 86 | 3 116 | 14 | — | 3 216 |
| Fournitures et consommables | 4 | 1 797 | 22 | — | 1 823 |
| Amortissements | 1 | (1) | — | — | — |
| Amortissement d'actifs incorporels | — | 239 | — | — | 239 |
| Frais de fonctionnement divers | 196 | 7 632 | 975 | (4 781) | 4022 |
| Total des charges sectorielles | 1 400 | 29 015 | 3 307 | (4 781) | 28 941 |
| Excédent/(déficit) pour l'année | 887 | 14 954 | 163 | — | 16 004 |

État des résultats financiers au 31 décembre 2018, par secteur

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Bureau du Directeur général | Programmes | Opérations/ services d'appui | Éliminations | Total |
|---|--------------------------------|----------------|---------------------------------|----------------|----------------|
| Produits sectoriels | | | | | |
| Contributions volontaires | 510 | 19 489 | 300 | — | 20 299 |
| Produits de la prestation de services | 1 696 | 5 276 | 2 866 | (4 555) | 5 283 |
| Produits divers | — | — | — | — | — |
| Produits des placements | 82 | 288 | 41 | — | 411 |
| Total des produits | 2 288 | 25 053 | 3 207 | (4 555) | 25 993 |
| Charges sectorielles | | | | | |
| Traitements, indemnités et prestations | 1 199 | 7 623 | 1 856 | — | 10 678 |
| Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire | 56 | 5 297 | 200 | — | 5 553 |
| Subventions et autres transferts | — | 3 786 | — | — | 3 786 |
| Voyages | 137 | 2 838 | (11) | — | 2 964 |
| Fournitures et consommables | 2 | 1 046 | 17 | — | 1 065 |
| Amortissements | — | 7 | 1 | — | 8 |
| Frais de fonctionnement divers | 47 | 7 931 | 1 107 | (4 555) | 4 530 |
| Total des charges sectorielles | 1 441 | 28 528 | 3 170 | (4 555) | 28 584 |
| Excédent/(déficit) pour l'année | 847 | (3 475) | 37 | — | (2 591) |

État de la situation financière au 31 décembre 2019, par secteur

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Bureau du Directeur général | Programmes | Opérations/ services d'appui | Total |
|---|--------------------------------|---------------|---------------------------------|---------------|
| Actif | | | | |
| Actifs courants | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | — | 6 735 | — | 6 735 |
| Placements | 10 184 | — | 9 489 | 19 673 |
| Contributions volontaires à recevoir | 50 | 10 652 | — | 10 702 |
| Créances diverses | — | 939 | — | 939 |
| Intérêts à recevoir | 93 | — | 87 | 180 |
| Transferts anticipés | — | 1 224 | — | 1 224 |
| Autres éléments d'actif | 1 | 5 828 | 7 | 5 836 |
| Total des actifs courants | 10 328 | 25 378 | 9 583 | 45 289 |
| Actifs non courants | | | | |
| Placements | 1 120 | — | 1 043 | 2 163 |
| Contributions volontaires à recevoir | — | 4 132 | — | 4 132 |
| Immobilisations corporelles | 1 | 6 | — | 7 |

| | <i>Bureau du Directeur général</i> | <i>Programmes</i> | <i>Opérations/ services d'appui</i> | <i>Total</i> |
|--|--|-------------------|---|---------------|
| Immobilisations incorporelles | – | 1 193 | – | 1 193 |
| Total des actifs non courants | 1 121 | 5 331 | 1 043 | 7 495 |
| Total de l'actif | 11 449 | 30 709 | 10 626 | 52 784 |
| Passif | | | | |
| Passifs courants | | | | |
| Dettes et autres charges à payer | 13 | 1 132 | 96 | 1 241 |
| Autres éléments de passif | – | – | – | – |
| Encaissements par anticipation | – | 783 | – | 783 |
| Avantages du personnel | 47 | 292 | 87 | 426 |
| Total des passifs courants | 60 | 2 207 | 183 | 2 450 |
| Passifs non courants | | | | |
| Dettes et autres charges à payer | – | – | – | – |
| Avantages du personnel | 2 011 | 12 588 | 3 748 | 18 347 |
| Total des passifs non courants | 2 011 | 12 588 | 3 748 | 18 347 |
| Total du passif | 2 071 | 14 795 | 3 931 | 20 797 |
| Total net de l'actif et du passif | 9 378 | 15 914 | 6 695 | 31 987 |
| Actif net | | | | |
| Excédent cumulé | 9 378 | 15 914 | 6 695 | 31 987 |
| Total de l'actif net | 9 378 | 15 914 | 6 695 | 31 987 |

État de la situation financière au 31 décembre 2018, par secteur

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Bureau du Directeur général</i> | <i>Programmes</i> | <i>Opérations/ services d'appui</i> | <i>Total</i> |
|---|--|-------------------|---|---------------|
| Actif | | | | |
| Actifs courants | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | – | 2 381 | – | 2 381 |
| Placements | 2 841 | 10 109 | 1 447 | 14 397 |
| Contributions volontaires à recevoir | 200 | 9 514 | – | 9 714 |
| Créances diverses | – | 233 | – | 233 |
| Transferts anticipés | – | 580 | – | 580 |
| Autres éléments d'actif | – | 103 | 1 | 104 |
| Total des actifs courants | 3 041 | 22 920 | 1 448 | 27 409 |
| Actifs non courants | | | | |
| Placements | 1 387 | 4 934 | 706 | 7 027 |
| Contributions volontaires à recevoir | – | 1 561 | – | 1 561 |

| | Bureau du Directeur général | Programmes | Opérations/ services d'appui | Total |
|--|--------------------------------|---------------|---------------------------------|---------------|
| Immobilisations corporelles | – | 6 | 1 | 7 |
| Total des actifs non courants | 1 387 | 6 501 | 707 | 8 595 |
| Total de l'actif | 4 428 | 29 421 | 2 155 | 36 004 |
| Passif | | | | |
| Passifs courants | | | | |
| Dettes et autres charges à payer | 28 | 985 | 208 | 1 221 |
| Autres éléments de passif | – | – | 132 | 132 |
| Encaissements par anticipation | – | 597 | – | 597 |
| Avantages du personnel | 35 | 247 | 66 | 348 |
| Total des passifs courants | 63 | 1 829 | 406 | 2 298 |
| Passifs non courants | | | | |
| Dettes et autres charges à payer | – | – | – | – |
| Avantages du personnel | 1 009 | 7 288 | 1 911 | 10 208 |
| Total des passifs non courants | 1 009 | 7 288 | 1 911 | 10 208 |
| Total du passif | 1 072 | 9 117 | 2 317 | 12 506 |
| Total net de l'actif et du passif | 3 356 | 20 304 | (162) | 23 498 |
| Actif net | | | | |
| Excédent cumulé | 3 356 | 20 304 | (162) | 23 498 |
| Total de l'actif net | 3 356 | 20 304 | (162) | 23 498 |

Note 5

Comparaison avec le budget

88. Ainsi qu'il ressort de l'état des résultats financiers, l'UNITAR établit ses budgets selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée et non selon celle de la comptabilité d'exercice intégrale prévue par les normes IPSAS. L'état V (état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget) présente les écarts entre les montants inscrits au budget et les montants effectifs des recettes et des charges calculés sur une base comparable.

89. Le budget définitif correspond au budget-programme révisé pour un exercice biennal donné, tel qu'il a été approuvé par le Conseil d'administration de l'UNITAR à la fin de la première année de l'exercice. Bien que le budget porte sur une période de deux ans, l'Institut le répartit en deux montants annuels aux fins de la comparaison entre les montants inscrits au budget et les montants effectifs des dépenses dans les états financiers annuels.

90. Les différences entre le budget initial et le budget définitif s'expliquent par le fait que certains éléments ne sont connus qu'en cours d'année, comme les prévisions définitives relatives aux contributions à recevoir au titre des dons à des fins spéciales et l'évolution des charges.

91. Les variations importantes (de plus de 10 %) entre le montant du budget initial et celui du budget définitif, ainsi que les écarts importants (de plus de 10 %) entre les montants inscrits au budget définitif et les montants effectifs des produits et dépenses

calculés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, sont expliqués ci-dessous.

| <i>Composante</i> | <i>Explication des écarts significatifs</i> |
|--|---|
| Dépenses | |
| Bureau du Directeur général | Le montant du budget définitif est inférieur de 13,2 % au montant du budget initial. Le montant des dépenses effectives est inférieur de 14,7 % au montant inscrit au budget définitif. Cette différence tient à la réduction des frais de voyage et à la réduction des coûts salariaux des chargés de recherche. |
| Programmes | Le montant du budget définitif est supérieur de 14,1 % au montant du budget initial. Le montant des dépenses effectives est inférieur de 13 % au montant inscrit au budget définitif. Cette différence tient pour une grosse part au fait que l'exécution des programmes a été inférieure aux prévisions. |
| Produits | |
| Contributions aux programmes | Le montant du budget définitif est supérieur de 12 % au montant du budget initial. Le montant des produits effectifs est supérieur de 21,4 % au montant inscrit au budget définitif. Cette différence (6,245 millions de dollars) tient à l'accroissement des activités de mobilisation de ressources principalement pour le Programme de formation au maintien de la paix et à l'intégration du Partenariat de lutte contre les maladies non transmissibles dans les programmes de l'UNITAR à la fin de l'année, comme il était prévu dans la stratégie de croissance de l'Institut. |
| Contributions volontaires non préaffectées | Le montant du budget définitif est inférieur de 37,5 % au montant du budget initial. Le montant des produits effectifs est supérieur de 21,6 % au montant inscrit au budget définitif. Cette différence tient à l'augmentation des contributions non préaffectées versées par le Gouvernement chinois en 2019. |
| Recettes diverses ou accessoires | Le montant des produits effectifs est supérieur de 266,7 % au montant inscrit au budget définitif. Cette différence tient à l'augmentation du rendement des placements à court terme et aux gains de change nets |

Rapprochement des montants effectifs, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie

92. On trouvera ci-après le rapprochement des montants effectifs calculés sur une base comparable, qui figurent dans l'état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget, et des montants effectifs dont il est rendu compte dans l'état des flux de trésorerie.

Rapprochement des montants effectifs, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie : 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Fonctionnement</i> | <i>Placements</i> | <i>Total</i> |
|---|-----------------------|-------------------|--------------|
| Montants effectifs calculés sur une base comparable (état V) | (25 866) | — | (25 866) |
| Différences liées à la méthode de calcul | (8 210) | 620 | (7 590) |
| Différences de présentation | 38 189 | (379) | 37 810 |
| Flux nets de trésorerie présentés dans l'état des flux de trésorerie (état IV) | 4 113 | 241 | 4 354 |

Rapprochement des montants effectifs, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie : 2018

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Fonctionnement</i> | <i>Placements</i> | <i>Total</i> |
|---|-----------------------|-------------------|----------------|
| Montants effectifs calculés sur une base comparable (état V) | (28 219) | — | (28 219) |
| Différences liées à la méthode de calcul | (8 355) | 411 | (7 944) |
| Différences de présentation | 42 532 | (8 312) | 34 220 |
| Flux nets de trésorerie présentés dans l'état des flux de trésorerie (état IV) | 5 958 | (7 901) | (1 943) |

a) Les différences liées à la méthode de calcul découlent du fait que le budget est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, qui diffère de la méthode de comptabilité utilisée pour dresser les états financiers conformément aux normes IPSAS. Elles comprennent les ajustements apportés aux dépenses de fonctionnement par suite de l'utilisation de la comptabilité d'exercice, l'élimination d'engagements et les flux de trésorerie nets provenant des activités de placement ;

b) Les différences de présentation s'expliquent par le fait que la structure et le système de classement retenus pour établir l'état des flux de trésorerie diffèrent de ceux employés dans l'état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget. Dans le premier, sont présentés les effets nets des rentrées et des décaissements et, dans le second, les dépenses effectives autorisées par l'ouverture de crédits. Quand des produits et des charges ne sont pas présentés dans l'état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget, il s'agit de différences de présentation ;

c) Il y a écarts de dates lorsque l'exercice budgétaire diffère de la période comptable sur laquelle portent les états financiers. L'UNITAR n'est donc pas concerné par de tels écarts ;

d) Les différences relatives aux entités correspondent à des flux de trésorerie à destination ou en provenance d'organismes ou de groupes de fonds qui ne sont pas liés à l'UNITAR mais dont les comptes sont présentés dans les états financiers ou dans le budget de l'Institut. Aucune différence de ce type n'a été enregistrée en 2019.

93. Le tableau ci-après présente le rapprochement des dépenses effectives calculées sur une base comparable, telles qu'indiquées dans l'état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget, et des dépenses totales dont il est rendu compte dans l'état des résultats financiers.

Rapprochement des dépenses prévues au budget (état V) et des dépenses calculées selon les normes IPSAS (état II)

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2019 | 31 décembre 2018 |
|--|------------------|------------------|
| Dépenses prévues au budget (état V) | 25 866 | 28 219 |
| Ajustements : | | |
| Élimination des engagements non réglés | (1 754) | (1 793) |
| Régularisation de charges | 478 | 278 |
| Charges liées à l'assurance maladie après la cessation de service | 605 | 569 |
| Charges liées à des contributions en nature | 3 507 | 1 303 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | — | 8 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 239 | — |
| Total des charges établies selon les normes IPSAS (état II) | 28 941 | 28 584 |

Note 6**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2019 | 31 décembre 2018 |
|---|------------------|------------------|
| Fonds en banque détenus par l'UNITAR | 732 | 375 |
| Placements : dépôts à terme | 4 500 | 2 000 |
| Placements : certificats de dépôt/effets de commerce | 1 496 | — |
| Petite caisse et encaisse de projet | 7 | 6 |
| Total, trésorerie et équivalents de trésorerie | 6 735 | 2 381 |

94. Les fonds de l'UNITAR sont placés en dépôts à court terme. Une analyse au cas par cas de tous les accords concernant des produits d'opérations sans contrepartie directe a été effectuée conformément aux critères de la norme IPSAS 23.

Note 7**Contributions volontaires à recevoir : opérations sans contrepartie directe**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2019 | | | 31 décembre 2018 | | |
|---|------------------|---------------|---------------|------------------|---------------|---------------|
| | Courantes | Non courantes | Total | Courantes | Non courantes | Total |
| Contributions volontaires | 10 702 | 4 132 | 14 834 | 9 714 | 1 561 | 11 275 |
| Dépréciation des créances douteuses | — | — | — | — | — | — |
| Total des contributions volontaires à recevoir | 10 702 | 4 132 | 14 834 | 9 714 | 1 561 | 11 275 |

95. Les sommes importantes à recevoir au titre des contributions volontaires se rapportent à un petit nombre d'accords pluriannuels conclus avec des donateurs et

correspondant à des montants élevés, dont le solde est à recevoir au cours de la période allant de 2020 à 2022. Une analyse au cas par cas de tous les accords concernant des produits d'opérations sans contrepartie directe a été effectuée conformément aux critères de la norme IPSAS 23. Les créances ci-dessus comprennent un montant de 14,447 millions de dollars assujetti aux conditions générales d'accords avec des donateurs mais ne remplissant pas les conditions nécessaires pour être comptabilisé au titre de la norme IPSAS 23. La réception de tranches de paiement de la part des donateurs conformément aux accords s'est toujours bien passée jusqu'à présent, et l'UNITAR n'a jamais, en dérogeant à des stipulations, poussé les donateurs à demander un remboursement.

96. À la suite de l'examen détaillé, au cas par cas, des contributions volontaires à recevoir entrepris fin 2019, les recettes issues des contributions ont fait l'objet d'ajustements comptables à hauteur de 0,496 million de dollars, d'où une réduction correspondante du montant des contributions volontaires à recevoir d'ONU-Femmes. Ces ajustements comptables s'expliquent principalement par le fait que le donateur a mis prématurément un terme au projet.

97. Conformément à la norme IPSAS 29, les créances non courantes, s'élevant à 4,219 million de dollars, ont été actualisées, et une diminution nette des produits, de 0,087 million de dollars, a été enregistrée. Les taux d'actualisation utilisés sont ceux de la courbe de rendements journaliers du Trésor des États-Unis, soit 1,58 et 1,62 pour les deuxième et troisième années respectivement.

Note 8

Créances diverses : opérations avec contrepartie directe

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2019 | 31 décembre 2018 |
|--|------------------|------------------|
| Opérations avec contrepartie directe | | |
| Créances sur des entités non gouvernementales | 107 | 10 |
| Créances sur d'autres entités du Secrétariat présentant des états financiers | 72 | — |
| Créances sur des entités gouvernementales et publiques | 760 | 77 |
| Total | 939 | 87 |
| Intérêts à recevoir | 180 | 146 |
| Total des créances diverses | 1 119 | 233 |

Note 9

Transferts anticipés

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2019 | 31 décembre 2018 |
|--|------------------|------------------|
| Partenaires de réalisation et agents d'exécution | 1 223 | 580 |
| Total des transferts anticipés | 1 223 | 580 |

Note 10
Autres éléments d'actif

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2019 | 31 décembre 2018 |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
| Fournisseurs | – | 1 |
| Membres du personnel | 52 | 57 |
| Charges payées d'avance | 55 | 46 |
| Avances au PNUD | 5 729 | – |
| Total, autres éléments d'actif | 5 836 | 104 |

98. Les avances versées au PNUD résultent des opérations de trésorerie, de placement et de paie conclues par le PNUD au nom de l'UNITAR dans le cadre du régime contractuel de fourniture de services d'appui. Les avances ou créances impayées entre l'UNITAR et le PNUD sont réglées chaque trimestre.

Note 11
Immobilisations corporelles : 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Informatique et communications | Véhicules | Total |
|---|-----------------------------------|-----------|-----------|
| Coût au 1^{er} janvier 2019 | 11 | 40 | 51 |
| Sorties | – | – | – |
| Coût au 31 décembre 2019 | 11 | 40 | 51 |
| Cumul des amortissements au 1^{er} janvier 2019 | 9 | 35 | 44 |
| Sorties | – | – | – |
| Amortissement pour l'année considérée (<i>déduction faite d'une reprise de 10 % sur les actifs entièrement amortis</i>) | 1 | (1) | – |
| Cumul des amortissements au 31 décembre 2019 | 10 | 34 | 44 |
| Valeur nette comptable | | | |
| 1 ^{er} janvier 2019 | 2 | 5 | 7 |
| 31 décembre 2019 | 1 | 6 | 7 |

Immobilisations corporelles : 2018

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Informatique et communications | Véhicules | Total |
|--|-----------------------------------|-----------|-----------|
| Coût au 1^{er} janvier 2018 | 11 | 40 | 51 |
| Sorties | – | – | – |
| Coût au 31 décembre 2018 | 11 | 40 | 51 |

| | <i>Informatique et communications</i> | <i>Véhicules</i> | <i>Total</i> |
|--|---|------------------|--------------|
| Cumul des amortissements au 1^{er} janvier 2018 | 7 | 29 | 36 |
| Sorties | — | — | — |
| Amortissement pour l'année considérée | 2 | 6 | 8 |
| Cumul des amortissements au 31 décembre 2018 | 9 | 35 | 44 |
| Valeur nette comptable | | | |
| 1 ^{er} janvier 2018 | 4 | 11 | 15 |
| 31 décembre 2018 | 2 | 5 | 7 |

99. En 2019, il y avait deux actifs intégralement amortis d'une valeur nette comptable de 0,0012 million de dollars et 0,0 million de dollars, respectivement, au 31 décembre 2018. Une valeur d'actif de 10 % pour un total de 0,00346 million de dollars a été reprise le 31 décembre 2019, conformément à la politique d'utilisation des actifs entièrement amortis.

Note 12

Immobilisations incorporelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Total</i> |
|--|--------------|
| Coût au 1^{er} janvier 2019 | — |
| Contributions en nature | 1 432 |
| Coût au 31 décembre 2019 | 1 432 |
| Cumul des amortissements au 1^{er} janvier 2019 | — |
| Sorties | — |
| Amortissement pour l'année considérée | 239 |
| Cumul des amortissements au 31 décembre 2019 | 239 |
| Valeur nette comptable | |
| 1 ^{er} janvier 2019 | — |
| 31 décembre 2019 | 1 193 |

100. En 2019, des images-satellite numériques d'une valeur estimée de 1,432 million de dollars ont été reçues du Gouvernement américain au titre de contributions en nature et ont été utilisées pour la mise en œuvre du Programme opérationnel pour les applications satellitaires de l'UNITAR. Les images devaient servir aux projets jusqu'en mars 2021 et ont été comptabilisées comme immobilisations incorporelles et amorties pour 0,239 million de dollars en 2019.

Note 13
Dettes et autres charges à payer

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2019 | 31 décembre 2018 |
|---|------------------|------------------|
| Montants dus à des fournisseurs | 661 | 718 |
| Dettes envers d'autres entités du Secrétariat présentant des états financiers | — | 126 |
| Dettes envers des partenaires universitaires | 86 | 83 |
| Charges à payer au titre de biens et services | 479 | 278 |
| Autres | 15 | 16 |
| Total, dettes et autres charges à payer | 1 241 | 1 221 |

101. Le 1^{er} juillet 2015, l'UNITAR est passé du Système intégré de gestion au progiciel de gestion intégré Atlas.

Note 14
Encaissements par anticipation

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2019 | 31 décembre 2018 |
|--|------------------|------------------|
| Paielements reçus d'avance | 782 | 597 |
| Total, encaissements par anticipation | 782 | 597 |

Note 15
Passifs liés aux avantages du personnel

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2019 | | | 31 décembre 2018 | | |
|---|--------------------|------------------------|---------------|--------------------|------------------------|---------------|
| | Avantages courants | Avantages non courants | Total | Avantages courants | Avantages non courants | Total |
| Assurance maladie après la cessation de service | 48 | 16 265 | 16 313 | 48 | 8 303 | 8 351 |
| Prestations liées au rapatriement | 60 | 749 | 809 | 72 | 1 205 | 1 277 |
| Congés annuels | 127 | 1 333 | 1 460 | 39 | 700 | 739 |
| Total partiel, engagements au titre des prestations définies | 235 | 18 347 | 18 582 | 159 | 10 208 | 10 367 |
| Congés dans les foyers | 110 | — | 110 | 127 | — | 127 |
| Indemnités prévues à l'appendice D au Règlement du personnel | 81 | — | 81 | 62 | — | 62 |
| Total, engagements au titre des avantages du personnel | 426 | 18 347 | 18 773 | 348 | 10 208 | 10 556 |

Avantages du personnel comptabilisés comme des régimes à prestations définies

102. L'UNITAR offre à ses fonctionnaires et anciens fonctionnaires une assurance maladie après la cessation de service et des prestations liées au rapatriement qui sont considérées, aux fins des évaluations actuarielles, comme des régimes à prestations définies. Il en va de même pour les congés annuels. Les passifs correspondants sont calculés au moyen d'une évaluation actuarielle indépendante, laquelle est généralement effectuée tous les deux ans. En ce qui concerne l'assurance maladie après la cessation de service, l'évaluation la plus récente a été réalisée au 31 décembre 2019. Le montant cumulé des gains et pertes actuariels comptabilisés à l'actif net représente une perte nette de 7,515 millions de dollars (contre un gain net de 0,466 million de dollars en 2018).

Évaluation actuarielle : hypothèses

103. L'UNITAR examine et sélectionne les hypothèses et les méthodes employées par les actuaires dans l'évaluation de fin d'année pour calculer les charges et contributions afférentes aux avantages du personnel. Les principales hypothèses actuarielles ayant servi au calcul du montant des engagements au titre des avantages du personnel au 31 décembre 2019 et à son report au 31 décembre 2020 sont présentées ci-dessous.

| <i>Hypothèses actuarielles</i> | <i>Assurance maladie après la cessation de service</i> | <i>Prestations liées au rapatriement</i> | <i>Congés annuels</i> |
|--|--|--|-----------------------|
| Taux d'actualisation au 31 décembre 2019 | 0,18 % | 2,99 % | 2,50 % |
| Taux d'actualisation au 31 décembre 2018 | 0,94 % | 4,15 % | 4,25 % |
| Inflation au 31 décembre 2019 | 2,85 % | 2,20 % | — |
| Inflation au 31 décembre 2018 | 3,05 % | 2,20 % | — |

104. Les taux d'actualisation reposent sur une moyenne pondérée de trois taux d'actualisation hypothétiques : dollars des États-Unis (courbe d'actualisation des pensions de Citigroup), euros (courbe des rendements des obligations des sociétés de la zone euro établie par Ernst and Young) et francs suisses (courbe des rendements des obligations émises par la Confédération, publiée par la Banque nationale suisse, plus l'écart observé entre les taux des obligations émises par la Confédération et les taux des obligations de sociétés de premier rang publiés par la Chambre suisse des experts en caisses de pensions).

105. Le coût des prestations par personne au titre des régimes d'assurance maladie après la cessation de service a été actualisé pour tenir compte de l'évolution récemment observée en ce qui concerne les prestations et affiliations. L'hypothèse retenue pour le taux d'évolution tendanciel du coût des soins de santé tient compte de l'augmentation prévue à court terme des coûts des régimes d'assurance maladie après la cessation de service et de la conjoncture économique. Les hypothèses tendanciennes relatives au coût des soins de santé utilisées pour l'évaluation arrêtée au 31 décembre 2019 ont été actualisées afin de tenir compte des hausses prévues dans les années à venir. Au 31 décembre 2019, la croissance des taux de prime fixe s'établissait à 3,76 % par an pour les régimes d'assurance maladie suisses (3,89 % en 2018), passant progressivement à 2,85 % sur une période de huit ans (3,05 % sur une période de neuf ans en 2018).

106. Aux fins de l'évaluation des engagements au titre des prestations liées au rapatriement arrêtée au 31 décembre 2019, un taux d'inflation des frais de voyage de 2,20 % a été retenu, compte tenu des projections de l'inflation aux États-Unis sur les

20 prochaines années (contre 2,20 % en 2018, compte tenu du taux d'inflation aux États-Unis).

107. Pour les engagements au titre des reliquats de congés payés, l'hypothèse retenue a été celle d'une augmentation annuelle égale à 9,1 % les trois premières années de service, à 1,0 % de la quatrième à la huitième année et à 0,1 % à partir de la neuvième année de service.

108. Les hypothèses relatives à la mortalité reposent sur les tables et statistiques publiées. Les hypothèses relatives aux augmentations de traitement, aux départs à la retraite, à la liquidation des droits et à la mortalité sont conformes à celles que la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies utilise pour sa propre évaluation actuarielle.

Variation du montant des passifs liés aux avantages du personnel comptabilisés comme régimes à prestations définies : 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Assurance maladie après la cessation de service</i> | <i>Prestations liées au rapatriement</i> | <i>Congés annuels</i> | <i>Total</i> |
|---|--|--|---------------------------|---------------|
| Montant net des engagements au titre des prestations définies au 1^{er} janvier 2019 | 8 351 | 1 277 | 739 | 10 367 |
| Coût des services rendus au cours de la période | 528 | 82 | 73 | 683 |
| Coût financier | 78 | 52 | 30 | 160 |
| Total partiel, coûts comptabilisés dans l'état des résultats financiers | 606 | 134 | 103 | 843 |
| (Gains)/pertes actuariels comptabilisés directement dans l'état des variations de l'actif net | 7 390 | 106 | 19 | 7 515 |
| Prestations effectivement versées | (34) | (57) | (52) | (143) |
| Montant net des engagements au 31 décembre 2019 | 16 313 | 1 460 | 809 | 18 582 |

Variation du montant des passifs liés aux avantages du personnel comptabilisés comme régimes à prestations définies : 31 décembre 2018

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Assurance maladie après la cessation de service</i> | <i>Prestations liées au rapatriement</i> | <i>Congés annuels</i> | <i>Total</i> |
|--|--|--|---------------------------|--------------|
| Montant net des engagements au titre des prestations définies, au 1^{er} janvier 2018 | 8 060 | 1 317 | 738 | 10 115 |
| Coût des services rendus au cours de la période | 510 | 85 | 73 | 668 |
| Coût financier | 59 | 44 | 26 | 129 |
| Total partiel, coûts comptabilisés dans l'état des résultats financiers | 569 | 129 | 99 | 797 |

| | <i>Assurance maladie après la cessation de service</i> | <i>Prestations liées au rapatriement</i> | <i>Congés annuels</i> | <i>Total</i> |
|---|--|--|---------------------------|---------------|
| (Gains)/pertes actuariels comptabilisés directement dans l'état des variations de l'actif net | (244) | (167) | (55) | (466) |
| Prestations effectivement versées | (34) | (2) | (43) | (79) |
| Montant net des engagements au 31 décembre 2018 | 8 351 | 1 277 | 739 | 10 367 |

109. Pour l'année 2019, les pertes actuarielles de 7,515 millions de dollars ont été directement soustraites de l'actif net et un montant de 0,797 million de dollars au titre du coût des services rendus et du coût financier a été comptabilisé en charges dans l'état des résultats financiers.

Analyse de sensibilité à l'évolution des frais médicaux

110. La principale hypothèse utilisée dans l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est le taux auquel le coût des soins de santé devrait augmenter à l'avenir. L'analyse de sensibilité porte sur l'évolution des engagements résultant de la variation à la hausse ou à la baisse de ce coût, toutes autres hypothèses, dont celle relative au taux d'actualisation, demeurant constantes. Si l'hypothèse tendancielle relative au coût des soins de santé venait à varier d'un point de pourcentage, l'évaluation des engagements au titre des prestations définies s'établirait comme indiqué ci-dessous.

Analyse de sensibilité à l'évolution des frais médicaux : incidence d'une variation de 0,5 point de pourcentage de l'hypothèse tendancielle relative aux dépenses de santé

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>31 décembre 2019</i> | | <i>31 décembre 2018</i> | |
|---|-------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|
| | <i>Augmentation</i> | <i>Diminution</i> | <i>Augmentation</i> | <i>Diminution</i> |
| Incidence sur les engagements au titre des prestations définies | 2 663 | (2 241) | 2 791 | (2 002) |
| Incidence cumulée sur le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier | 203 | (165) | 246 | (168) |

Sensibilité au taux d'actualisation : engagements au titre des avantages du personnel en fin d'année

111. Les variations des taux d'actualisation sont dictées par la courbe d'actualisation, qui est construite à partir d'obligations de sociétés. Les marchés obligataires ont été instables au cours de la période comptable, et cette volatilité influe sur l'hypothèse retenue pour le taux d'actualisation. Une variation de 1 point de pourcentage aurait sur les engagements les incidences indiquées ci-dessous.

Analyse de sensibilité au taux d'actualisation : engagements au titre des avantages du personnel en fin d'année

(En milliers de dollars des États-Unis)

| <i>31 décembre 2019</i> | <i>Assurance maladie après la cessation de service</i> | <i>Prestations liées au rapatriement</i> | <i>Congés annuels</i> |
|---|--|--|-----------------------|
| Hausse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation ^a | (2 323) | (51) | (34) |
| En pourcentage des engagements en fin d'année | (14 %) | (3 %) | (4 %) |
| Baisse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation ^a | 2 807 | 55 | 37 |
| En pourcentage des engagements en fin d'année | 17 % | 4 % | 5 % |

^a Les analyses de sensibilité ci-dessus se fondent sur la modification d'une seule hypothèse, toutes autres hypothèses demeurant constantes. Dans les faits, il est peu probable que cela se produise dans la mesure où les changements intervenant au niveau de plusieurs hypothèses peuvent être corrélés.

| <i>31 décembre 2018</i> | <i>Assurance maladie après la cessation de service</i> | <i>Prestations liées au rapatriement</i> | <i>Congés annuels</i> |
|---|--|--|-----------------------|
| Hausse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation ^a | (1 084) | (112) | (73) |
| En pourcentage des engagements en fin d'année | (13 %) | (9 %) | (10 %) |
| Baisse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation ^a | 1 295 | 129 | 85 |
| En pourcentage des engagements en fin d'année | 16 % | 10 % | 12 % |

Données rétrospectives : montant total des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des prestations liées au rapatriement et du reliquat de congés annuels au 31 décembre

(En milliers de dollars des États-Unis)

| <i>Valeur actuarielle actuelle des engagements au titre des régimes à prestations définies</i> | <i>2019</i> | <i>2018</i> | <i>2017</i> | <i>2016</i> | <i>2015</i> |
|--|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|
| Assurance maladie après la cessation de service | 16 313 | 8 351 | 8 060 | 6 692 | 6 450 |
| Prestations liées au rapatriement | 1 460 | 1 277 | 1 317 | 1 150 | 1 100 |
| Congés annuels | 809 | 739 | 738 | 1 005 | 914 |
| Valeur actuelle totale des engagements au titre des prestations définies | 18 582 | 10 367 | 10 115 | 8 847 | 8 464 |

Obligations financées par capitalisation

112. L'UNITAR a commencé à établir des plans de financement des engagements au titre des prestations définies. Le solde des obligations financées au 31 décembre 2019 est présenté dans le tableau ci-dessous :

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Part provisionnée</i> | <i>Part non provisionnée</i> | <i>Total du passif au 31 décembre 2019</i> | <i>Part provisionnée, en pourcentage</i> |
|--|------------------------------|----------------------------------|--|--|
| Assurance maladie après la cessation de service | 1 088 | 15 225 | 16 313 | 6,7 |
| Prestations liées au rapatriement | 1 460 | – | 1 460 | 100,0 |
| Congés annuels | 809 | – | 809 | 100,0 |
| Total des passifs liés aux avantages du personnel au titre des régimes à prestations définies | 3 357 | 15 225 | 18 582 | 18,1 |

113. Le montant provisionné (3,357 millions de dollars) est inscrit à la rubrique trésorerie et équivalents de trésorerie et comptabilisé au titre des placements. Il ne peut pas être considéré comme un actif de régime aux termes de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel) car les fonds ne sont pas placés dans une fiducie juridiquement distincte de l'UNITAR, qui existerait à la seule fin de verser ou de financer des prestations dues au personnel.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

114. L'UNITAR est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeurs à prestations définies financé par capitalisation. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

115. Le régime expose les organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. Comme les autres organisations affiliées, l'UNITAR et la Caisse des pensions sont dans l'incapacité de déterminer la part qui revient à l'UNITAR dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel). Les cotisations que l'UNITAR a versées au régime durant l'année financière sont comptabilisées en charges.

116. Conformément aux Statuts de la Caisse, le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies fait procéder par l'Actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Le Comité mixte a pour pratique de faire procéder à une évaluation tous les deux ans selon la méthode actuarielle des groupes avec entrants. L'évaluation a essentiellement pour but de déterminer si les avoirs de la Caisse à la date de l'évaluation et le montant estimatif de ses avoirs futurs lui permettront de faire face à ses engagements.

117. L'Institut est tenu de verser des cotisations à la Caisse, au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (qui est actuellement de 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les participants et de 15,8 % pour

l'organisation affiliée). En application de l'article 26 des Statuts de la Caisse, il doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26. Chaque organisation affiliée contribue alors au prorata des cotisations qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle.

118. La dernière évaluation actuarielle du Fonds a été achevée le 31 décembre 2017, et l'évaluation au 31 décembre 2019 est en cours. La Caisse a considéré, aux fins de l'établissement des états financiers de 2018, que les données sur la participation arrêtées au 31 décembre 2017 s'appliquaient au 31 décembre 2018.

119. L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2017 a donné un taux de couverture des engagements, compte non tenu des ajustements futurs des pensions, de 139,2 %. Une fois le système actuel d'ajustement des pensions pris en considération, le taux de couverture était de 102,7 %.

120. Ayant examiné l'équilibre actuariel de la Caisse, l'Actuaire-conseil a conclu qu'il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 2017, d'effectuer les versements prévus en cas de déficit à l'article 26 des Statuts de la Caisse, car la valeur actuarielle des avoirs était supérieure à celle de la totalité des obligations de la Caisse. En outre, la valeur de marché des actifs était elle aussi supérieure à la valeur actuarielle de la totalité du passif à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué les dispositions de l'article 26.

121. Si l'article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit actuariel constaté, soit lors de l'évaluation en cours, soit en raison de la cessation du régime de pension de la Caisse, le montant que chaque organisation affiliée devrait verser pour combler un déficit actuariel serait calculé en proportion de ses contributions par rapport au total des contributions versées à la Caisse pendant les trois années précédant l'évaluation. Le montant total des cotisations versées au cours des trois années précédentes (2017, 2018 et 2019) par l'ensemble des organisations affiliées s'est élevé à 7 131,56 millions de dollars, la part de l'UNITAR étant de 0,048 %.

122. Les cotisations versées à la Caisse des pensions en 2019 se sont élevées à 1,228 million de dollars (contre 1,093 million en 2018). Le montant total des cotisations prévues pour 2020 s'élève à environ 1,336 million de dollars.

123. Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte. Une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin ; toutefois, ladite part ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

124. Le Comité des commissaires aux comptes audite chaque année les comptes de la Caisse et en rend compte au Comité mixte et à l'Assemblée générale. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses placements, qui peuvent être consultés sur son site Web (www.unjspf.org).

Note 16
Actif net

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2019 | 2018 |
|---|---------------|---------------|
| Actif net au 1^{er} janvier | 23 498 | 25 623 |
| Engagements au titre des avantages du personnel : gains/(pertes) actuariels | (7 515) | 466 |
| (Déficit)/excédent pour l'année | 16 004 | (2 591) |
| Actif net au 31 décembre 2019 | 31 987 | 23 498 |

Note 17
Produits des opérations sans contrepartie directe

Contributions volontaires – États Membres

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2019 | 31 décembre 2018 |
|---|------------------|------------------|
| Contributions volontaires – États Membres | 23 955 | 12 336 |
| Sommes remboursées à des États Membres | (343) | (676) |
| Total, produits provenant de contributions volontaires – États Membres | 23 612 | 11 660 |

125. L'augmentation importante des contributions volontaires des États Membres est due aux produits des contributions pluriannuelles comptabilisés comme recettes de l'année en cours, comme l'exigent les normes IPSAS. Une part importante de ces fonds provient des contributions de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement au Fonds pour l'application du cadre stratégique et de l'intégration du Partenariat pour l'élimination des maladies non transmissibles.

Contributions volontaires (autres)

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2019 | 31 décembre 2018 |
|--|------------------|------------------|
| Contributions volontaires (autres) | 10 854 | 7 336 |
| Remboursements – autres | (555) | – |
| Contributions volontaires en nature | 3 507 | 1 303 |
| Total, produits provenant de contributions volontaires – autres | 13 806 | 8 639 |

126. Les contributions en nature se composent normalement d'une subvention locative d'un montant équivalant à la différence entre la valeur locative, sur le marché, des bâtiments occupés par l'UNITAR et le loyer effectivement versé (0,604 million de dollars, contre 0,613 million de dollars en 2018) ainsi que des images-satellite reçues du Gouvernement américain (valeur estimée : 2,903 millions de dollars) qui ont été exploitées aux fins de l'exécution du Programme opérationnel pour les applications satellitaires. Sur les images-satellite reçues, des images dont la

valeur est estimée à 1,432 million de dollars et qui devraient servir aux projets jusqu'en mars 2021 ont été comptabilisées comme actif incorporel et amorties pour 0,239 million de dollars en 2019. Pour 2019, il faut ajouter les services prêtés par des conseillers, des membres associés et d'autres spécialistes (valeur estimée : 0,654 million de dollars), qui ne sont pas indiqués dans le tableau ci-dessus.

127. Toutes les contributions volontaires comptabilisées en produits en 2019 comprennent celles à venir au titre d'accords pluriannuels et des contributions en nature. Le tableau ci-après ventile ce montant selon les années de versement souhaitées par les donateurs.

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>États Membres</i> | <i>Autres</i> |
|--|----------------------|---------------|
| 2019 | 15 656 | 11 951 |
| 2020 | 4 522 | 1 196 |
| 2021 | 2 294 | 523 |
| 2022 | 1 140 | 136 |
| Produits bruts provenant de contributions volontaires – États Membres et autres | 23 612 | 13 806 |

Note 18

Produits de la prestation de services : opérations avec contrepartie directe

128. Les produits de la prestation de services se composent des honoraires perçus pour toute une série de formations en présentiel et en ligne, du produit de la vente d'analyses d'images-satellite et des droits d'affiliation. L'UNITAR conçoit et mène des activités de recherche ainsi que de développement des capacités pour répondre aux besoins des particuliers, des organisations et des institutions dans différents domaines. Parmi les principales figurent les activités de formation visant à renforcer, à la demande, les capacités des représentantes et représentants et diplomates des États Membres concernant le fonctionnement des organes intergouvernementaux du système des Nations Unies et les questions en rapport avec la diplomatie multilatérale.

129. D'autres initiatives de formation ont également permis d'enregistrer des produits, notamment : les masters internationaux conjoints en conflictologie, en affaires internationales et en diplomatie ; une formation en présentiel adaptée au public cible de l'UNITAR ; des cours payants proposés à titre individuel sous la forme de cours en présence, de séminaires, d'ateliers ou de cours en ligne.

130. Les produits des opérations avec contrepartie directe comprennent par ailleurs les services d'analyse d'images-satellite qui sont facturés aux utilisateurs. Ces services sont mis à profit par les organismes des Nations Unies et d'autres organisations aux fins des interventions en cas de catastrophe, des opérations humanitaires, de la sécurité humaine et du respect du droit international humanitaire ainsi que des droits de la personne.

131. Dans le cadre du Programme de coopération décentralisée, l'UNITAR a mis sur pied un réseau – le réseau mondial des centres internationaux de formation des autorités et leaders (réseau CIFAL) – composé de 16 centres de formation. Ces centres sont affiliés à l'UNITAR et versent une cotisation annuelle obligatoire. Situés en Asie, en Afrique, en Europe et dans la région des Amériques et des Caraïbes, ils dispensent de nombreux cours de formation à l'intention du public visé par l'Institut.

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2019 | 31 décembre 2018 |
|--|------------------|------------------|
| Honoraires de formation | 3 093 | 3 387 |
| Activités menées dans le cadre du Programme opérationnel pour les applications satellitaires de l'UNITAR | 2 767 | 480 |
| Cotisations versées par les centres de formation | 450 | 468 |
| Produits divers | 551 | 948 |
| Total des produits de la prestation de services | 6 861 | 5 283 |

Note 19 Charges

Traitements, indemnités et prestations

132. Les traitements englobent les traitements à proprement parler ainsi que les indemnités de poste et les contributions du personnel se rapportant au personnel recruté sur le plan international, au personnel recruté sur le plan national et au personnel temporaire (autre que pour les réunions). Les indemnités et prestations comprennent des avantages tels que les subventions au titre de la pension et de l'assurance et les primes d'affectation, de rapatriement et de sujétion.

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Au 31 décembre 2019 | Au 31 décembre 2018 |
|---|---------------------|---------------------|
| Traitements | 4 979 | 5 798 |
| Indemnités et autres prestations | 3 032 | 2 806 |
| Indemnités de poste | 2 021 | 2 074 |
| Total des traitements, indemnités et prestations | 10 032 | 10 678 |

Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire

133. Par « rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire » on entend les honoraires des consultants, des sous-traitants et des experts ainsi que les émoluments et indemnités des personnes qui ne sont pas des fonctionnaires de l'UNITAR.

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Au 31 décembre 2019 | Au 31 décembre 2018 |
|---|---------------------|---------------------|
| Honoraires des consultants et rémunération des stagiaires et participants aux activités de formation | 6 347 | 5 553 |
| Total de la rémunération et des indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire | 6 347 | 5 553 |

Subventions et autres transferts

134. Les subventions et autres transferts comprennent les dons purs et simples et les transferts à des agents, partenaires et autres entités chargés de la réalisation, ainsi que les projets à effet rapide.

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Au 31 décembre 2019</i> | <i>Au 31 décembre 2018</i> |
|---|----------------------------|----------------------------|
| Services contractuels | 682 | 946 |
| Dons purs et simples | 1 260 | 1 234 |
| Traitements et autres dépenses de personnel | 928 | 763 |
| Voyages | 224 | 750 |
| Fournitures, marchandises et matières | 47 | 15 |
| Dépenses d'appui aux programmes | 54 | 30 |
| Matériel, véhicules et mobilier | 67 | 48 |
| Total des subventions et autres transferts | 3 262 | 3 786 |

135. En 2019, des subventions individuelles d'un montant inférieur ou égal à 30 000 dollars, représentant au total 0,385 million de dollars, ont été versées aux partenaires d'exécution et passées directement en charges, conformément aux conventions comptables de l'ONU sur les transferts anticipés aux partenaires d'exécution.

Voyages

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Au 31 décembre 2019</i> | <i>Au 31 décembre 2018</i> |
|--|----------------------------|----------------------------|
| Voyages du personnel, des consultants et du personnel n'ayant pas le statut de fonctionnaire | 3 216 | 2 964 |
| Total des frais de voyage | 3 216 | 2 964 |

Fournitures et consommables

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Au 31 décembre 2019</i> | <i>Au 31 décembre 2018</i> |
|---|----------------------------|----------------------------|
| Images-satellite opérationnelles (en nature) | 1 471 | 689 |
| Achat de matériel et de fournitures de bureau | 304 | 258 |
| Cartes opérationnelles | 46 | 114 |
| Autres fournitures | 2 | 4 |
| Total des fournitures et consommables | 1 823 | 1 065 |

Frais de fonctionnement divers

136. Sont inclus dans les frais de fonctionnement divers les pertes de change, les services d'entretien, d'alimentation en eau, électricité et chauffage, les services contractuels, les services de formation et de sécurité, les services communs, les

loyers, les droits administratifs et les provisions pour créances douteuses et les montants comptabilisés en pertes.

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Au 31 décembre 2019 | Au 31 décembre 2018 |
|---|---------------------|---------------------|
| Formation | 1 352 | 1 492 |
| Loyers : bureaux et locaux | 546 | 602 |
| Services contractuels | 467 | 910 |
| Services collectifs de communication | 363 | 464 |
| Charges comptabilisées comme contributions en nature : locaux | 604 | 613 |
| Droits administratifs communs | 245 | 93 |
| Charges diverses | 166 | 69 |
| Pertes de change nettes | — | 236 |
| Papeterie et fournitures de bureau | 36 | 38 |
| Services d'expédition et de fret | 6 | 13 |
| Comptabilisation en pertes | 237 | — |
| Total des frais de fonctionnement divers | 4 022 | 4 530 |

Note 20

Instruments financiers et gestion du risque financier

Instruments financiers

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Notes | Au 31 décembre 2019 | Au 31 décembre 2018 |
|--|-------|---------------------|---------------------|
| Actifs financiers | | | |
| Titres détenus jusqu'à leur échéance | | | |
| Placements : dépôts à terme | | — | 3 200 |
| Obligations sans amortissement | | 21 836 | 18 224 |
| Total partiel | | 21 836 | 21 424 |
| Prêts et créances | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie : gestion interne | 6 | 739 | 381 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie : dépôts à terme fixe | 6 | 4 500 | 2 000 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie : certificats de dépôt et effets de commerce | 6 | 1 496 | — |
| Total partiel | | 6 735 | 2 381 |
| Contributions volontaires | 7 | 14 834 | 11 275 |
| Créances diverses et intérêts à recevoir | 8 | 1 119 | 233 |
| Autres éléments d'actif (à l'exclusion des avances consenties aux fonctionnaires et des charges payées d'avance) | 10 | — | — |
| Total des prêts et créances | | 15 953 | 11 508 |
| Total des actifs financiers (valeur comptable) | | 44 524 | 35 313 |

| | Notes | Au 31 décembre 2019 | Au 31 décembre 2018 |
|--|-------|---------------------|---------------------|
| Passifs financiers au coût amorti | | | |
| Dettes et autres charges à payer | 13 | 1 241 | 1 221 |
| Total des passifs financiers (valeur comptable) | | 1 241 | 1 221 |
| Produits et des charges nets liés aux actifs financiers | | | |
| Intérêts créditeurs sur des dépôts à terme fixe et des comptes bancaires | | 84 | 94 |
| Intérêts créditeurs sur des obligations sans amortissement | | 501 | 267 |
| Produit amorti des obligations sans amortissement | | 35 | 50 |
| Total des produits nets provenant des actifs financiers | | 620 | 411 |

Évolution des placements à court terme non classés comme trésorerie et équivalents de trésorerie : dépôts à terme

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2019 | 2018 |
|--|---------------|---------------|
| Solde au 1^{er} janvier | 21 424 | 13 062 |
| Opérations d'acquisition | 20 851 | 26 177 |
| Opérations de vente | (20 472) | (17 865) |
| Amortissement | 33 | 50 |
| Solde au 31 décembre | 21 836 | 21 424 |

Gestion du risque financier : aperçu général

137. L'UNITAR est exposé aux risques financiers suivants :

- a) Risque de crédit ;
- b) Risque de liquidité ;
- c) Risque de marché.

138. On trouvera dans la présente note des informations sur chacun de ces risques, sur les objectifs, les principes et les procédures de l'UNITAR relatifs à l'évaluation et à la gestion des risques, et sur la gestion du capital.

Dispositif de gestion des risques

139. Le PNUD administre les activités de placement de l'UNITAR dans le cadre d'un accord de prestations de services, en vertu duquel il applique ses directives pour la gestion des placements et son cadre de gouvernance dans l'intérêt de l'Institut. Les placements sont enregistrés au nom de l'UNITAR et les titres négociables sont détenus par un dépositaire nommé par le PNUD.

140. Les principaux objectifs des directives pour la gestion des placements sont, par ordre d'importance, à assurer :

- a) la sécurité, c'est-à-dire préserver le capital, en investissant dans des titres à revenu fixe provenant d'émetteurs dont la qualité de crédit est très satisfaisante ;

b) des liquidités, c'est-à-dire donner la latitude nécessaire pour faire face aux besoins de trésorerie, en investissant dans des titres à revenu fixe facilement négociables et en échelonnant comme il convient les échéances des placements ;

c) des revenus, c'est-à-dire optimiser le produit des placements en assurant la sécurité et les liquidités susvisées.

d) des investissements socialement responsables, sélectionnés par élimination parmi ceux qu'offre le fournisseur désigné.

141. Composé de membres de l'équipe dirigeante, le Comité des placements du PNUD se réunit tous les trimestres pour examiner la performance du portefeuille et s'assurer que les décisions relatives aux placements ont été prises conformément aux directives établies. Le PNUD présente à l'UNITAR des rapports mensuels détaillés sur le rendement des placements, qui indiquent la composition du portefeuille et sa performance.

142. L'UNITAR gère les risques dans le respect des directives du PNUD pour la gestion des placements. Un comité des placements évalue périodiquement la performance des placements et le degré de conformité avec les directives et formule des recommandations quant aux changements à apporter à celles-ci. L'UNITAR n'a pas recensé de concentration des risques liés à ses instruments financiers en dehors de ceux dont il est fait état. Aucun changement important n'a été apporté en 2019 au dispositif de gestion des risques, lequel est intégré dans l'accord de prestation de services conclu avec le PNUD en 2015.

143. Le capital que l'UNITAR est appelé à gérer correspond à l'ensemble de ses actifs nets. L'UNITAR a pour but de préserver son aptitude à poursuivre son activité, à financer ses opérations et à s'acquitter de son mandat. Il gère son capital en tenant compte de la situation économique mondiale, des risques auxquels ses éléments d'actif sont exposés et de ses besoins actuels et futurs en fonds de roulement.

Risque de crédit

144. Le risque de crédit correspond au risque de subir une perte financière si une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Il concerne la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements et dépôts auprès d'établissements financiers et les impayés. L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers, nette de toute provision pour créances douteuses.

Gestion du risque de crédit

145. L'UNITAR est exposé à un risque de crédit sur les soldes de ses actifs financiers, principalement la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les instruments financiers et les créances (transactions avec ou sans contrepartie).

146. En ce qui concerne les instruments financiers, les directives du PNUD en matière de gestion des placements limitent le risque de crédit associé à une même contrepartie et prévoient des exigences minimales de solvabilité. Les stratégies d'atténuation du risque de crédit proposées énoncent des critères prudents de solvabilité minimale pour tous les émetteurs en fixant des limites relatives aux échéances et aux contreparties en fonction de la qualité du crédit. Les directives de gestion des placements prescrivent de suivre en permanence la notation des émetteurs et contreparties. Seuls sont autorisés les placements dans des instruments à revenu fixe d'entités souveraines, supranationales, gouvernementales ou fédérales et de banques.

147. Le PNUD administre les opérations de placements de l'UNITAR. En temps ordinaire, les services de l'UNITAR ne sont pas autorisés à procéder à des placements.

148. L'évaluation du risque de crédit des instruments financiers repose sur les notes de crédit attribuées par les trois principales agences de notation (Moody's, Standard and Poor's et Fitch). Au 31 décembre 2019, l'Institut n'avait investi que dans des instruments financiers de qualité, comme l'indique le tableau ci-dessous (présenté selon les conventions de notation de Standard and Poor's).

(En milliers de dollars des États-Unis)

| Au 31 décembre 2019 | AAA | AA+ | AA | AA- | A+ | A- | Total |
|---------------------------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------|---------------|
| Instruments du marché monétaire | 1 496 | — | — | 4 500 | — | — | 5 996 |
| Obligations | 12 063 | 2 497 | 2 001 | 2 616 | 2 659 | — | 21 836 |
| Total | 13 559 | 2 497 | 2 001 | 7 116 | 2 659 | — | 27 832 |

Risque de crédit : créances

149. Une bonne partie des créances est due par des entités qui ne présentent pas de risque de crédit important. À la date de clôture, les créances de l'UNITAR n'étaient adossées à aucune garantie. L'UNITAR évalue la dépréciation des créances douteuses à la date de clôture. Il constitue une provision si des informations objectives montrent qu'il ne recouvrera pas la totalité des sommes dues. Les montants affectés aux provisions sont utilisés lorsque l'administration approuve la comptabilisation en pertes de créances dans le grand livre dans les conditions prévues dans le Règlement financier et les règles de gestion financière ou sont repris lorsque des créances qui avaient été dépréciées sont réglées. Aucune dépréciation pour créances douteuses n'a été enregistrée en 2019. Compte tenu des éléments dont il dispose en ce qui concerne son risque de crédit, l'UNITAR estime qu'il n'est pas nécessaire de constituer de provision pour créances douteuses.

Ancienneté des créances

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Au 31 décembre 2019 | | Au 31 décembre 2018 | |
|-------------------------------|-------------------------|--------------|-------------------------|--------------|
| | Montant brut à recevoir | Dépréciation | Montant brut à recevoir | Dépréciation |
| Montant ni impayé ni déprécié | 14 044 | — | 10 721 | — |
| Moins d'un an | 1 729 | — | 787 | — |
| Un à deux ans | — | — | — | — |
| Deux à trois ans | — | — | — | — |
| Total | 15 773 | — | 11 508 | — |

Risque de crédit : Trésorerie et équivalents de trésorerie

150. Au 31 décembre 2019, l'UNITAR était exposé à un risque de crédit portant sur les 6,735 millions de dollars qu'il détenait sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

Risque de liquidité

151. Le risque de liquidité correspond à la probabilité que l'UNITAR ne puisse dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements à mesure qu'ils deviennent exigibles. L'UNITAR s'attache à gérer ses liquidités de façon à disposer en permanence des sommes dont il a besoin pour régler les engagements qui deviennent exigibles, aussi bien dans le cours normal de son activité qu'en situation de crise, sans essuyer de pertes inacceptables ni risquer de porter atteinte à sa réputation.

152. Le Règlement financier et les règles de gestion financière imposent de n'engager les dépenses qu'après réception des fonds promis par les donateurs, ce qui réduit considérablement le risque de liquidité auquel l'UNITAR est exposé en ce qui concerne les contributions, celles-ci constituant un flux de trésorerie plutôt stable. Il ne peut être dérogé à cette règle qu'à condition de respecter certains critères de gestion des risques relatifs aux montants à recevoir.

153. Le PNUD établit, pour le compte de l'UNITAR, des prévisions de trésorerie et suit les prévisions glissantes relatives aux besoins de liquidités de façon à pouvoir couvrir les besoins opérationnels de l'Institut. Il est procédé aux placements en prenant dûment en considération les besoins de trésorerie liés au fonctionnement, qui reposent sur les prévisions relatives aux flux de trésorerie. L'UNITAR prend une grande partie de ses positions dans des équivalents de trésorerie et des placements à court terme suffisants pour couvrir ses engagements à mesure que ceux-ci deviennent exigibles.

Risque de liquidité : engagements financiers

154. L'exposition au risque de liquidité tient au fait que l'entité peut avoir du mal à honorer ses engagements financiers. Pareille situation est très improbable du fait que l'entité dispose de créances, de liquidités et de placements et que les procédures et politiques internes lui donnent la garantie de disposer des ressources dont elle aura besoin pour honorer ses engagements financiers. À la date de clôture, l'UNITAR n'avait pas consenti de nantissement en garantie de ses passifs ou passifs éventuels et aucune tierce partie n'avait consenti de remise de dette.

Échéances des passifs financiers selon la première date à laquelle ils pourraient être exigibles, au 31 décembre 2019, sans actualisation

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>À la demande</i> | <i>Dans les 3 mois</i> | <i>3 à 12 mois</i> | <i>Plus d'un an</i> | <i>Total</i> |
|----------------------------------|---------------------|------------------------|--------------------|---------------------|--------------|
| Dettes et autres charges à payer | — | 1 241 | — | — | 1 241 |
| Total du passif financier | — | 1 241 | — | — | 1 241 |

Risque de marché

155. Le risque de marché correspond au risque que des fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours des valeurs, par exemple, aient une incidence sur les produits de l'UNITAR ou sur la valeur de ses actifs et passifs financiers. La gestion des risques de marché consiste à gérer et à maîtriser l'exposition aux risques selon certains paramètres tout en optimisant la situation budgétaire de l'Institut.

Risque de change

156. On entend par risque de change le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent au gré des variations des taux de change. L'UNITAR effectue des opérations dans des monnaies autres que la monnaie de fonctionnement et a des éléments d'actif et de passif également dans d'autres monnaies, ce qui l'expose au risque de change. Les directives de gestion des placements imposent à l'Institut de gérer son exposition au risque de change. Les fonds en caisse de l'Institut étant principalement libellés en dollars des États-Unis, le risque de change est limité, et si l'on ajoute le fait que les autres instruments financiers sont exposés à un risque peu élevé, l'UNITAR considère que son exposition est faible.

Risque de taux d'intérêt

157. Le risque de taux d'intérêt est le risque de fluctuation de la juste valeur des instruments financiers ou des flux de trésorerie futurs sous l'effet de variations des taux d'intérêt. En règle générale, la valeur d'un titre à taux fixe diminue à mesure que le taux d'intérêt augmente, et inversement. Le risque de taux est habituellement mesuré en fonction de la duration, exprimée en années, de chaque titre à taux fixe. Plus la duration est longue, plus le risque de taux est élevé.

Classification comptable et fiabilité de l'estimation de la juste valeur

158. Pour ce qui est de la trésorerie, des équivalents de trésorerie, des créances et des dettes, on considère que la valeur comptable équivaut à la juste valeur.

Note 21**Produits divers**

159. En 2019, les produits des opérations de change ont été de 0,046 million de dollars. En 2018, ils étaient nuls.

Note 22**Parties liées***Gouvernance de l'UNITAR*

160. L'UNITAR est régi par un conseil d'administration composé de 14 administrateurs, y compris le (la) Président(e), qui sont nommés par le Secrétaire général de l'ONU en consultation avec les Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et ne sont pas rémunérés par l'organisation.

161. Les membres du Conseil d'administration ne sont pas considérés comme principaux dirigeants de l'Institut au sens des normes IPSAS. Le Conseil d'administration définit les principes et les politiques générales qui régissent les activités et les opérations de l'Institut. Bien qu'assurant la supervision de l'Institut, il n'a pas pour mandat d'en planifier, diriger et contrôler les activités. Il approuve le programme de travail proposé par le (la) Directeur(trice) général(e) et les directeurs, adopte le budget, examine l'effectif et sa composition, et exerce d'autres fonctions statutaires, notamment l'examen des modes de financement de l'Institut en vue d'assurer l'efficacité et la continuité de ses opérations et le maintien de son autonomie au sein de la famille des Nations Unies.

162. L'UNITAR prend en charge les frais de voyage et indemnités de subsistance des administrateurs ainsi que les dépenses qu'ils engagent dans l'exercice de leurs fonctions.

Principaux dirigeants

163. Les principaux dirigeants sont ceux qui ont le pouvoir et le devoir de planifier, diriger et contrôler les activités de l'UNITAR, à savoir le Directeur général, qui a rang de sous-secrétaire général, et les administrateurs principaux chargés des composantes et des opérations du programme, tous à la classe D-1.

164. Le montant total de la rémunération des principaux dirigeants englobe le montant net des traitements, l'indemnité de poste, diverses primes et indemnités ainsi que la cotisation de l'employeur au régime de pensions et au régime d'assurance maladie.

165. La masse de la rémunération perçue – conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, aux barèmes des traitements en vigueur et à d'autres textes rendus public – par les principaux dirigeants, qui sont au nombre de 10, se monte à 2,640 millions de dollars pour l'année financière terminée le 31 décembre 2019 (2,450 millions de dollars pour neuf personnes en 2018).

166. Aucun membre de la famille proche des principaux dirigeants n'a été employé à un poste de direction par l'UNITAR. Les avances accordées aux principaux dirigeants au titre de prestations le sont conformément au Statut et au Règlement du personnel. Tous les fonctionnaires de l'Institut peuvent en bénéficier.

Programme des Nations Unies pour le développement

167. En 2015, l'Institut a passé trois accords de prestation de services avec le PNUD, aux termes desquels celui-ci s'engage, sur la base du recouvrement des coûts, à exploiter son progiciel de gestion intégré, Atlas, aux fins de la gestion courante de la trésorerie et des activités de trésorerie et de placement de l'UNITAR, ainsi que des services de paie. Ces opérations correspondent à des relations de travail normales entre les entités et sont effectuées aux prix et conditions de concurrence normalement applicables. Les trois accords se sont appliqués en 2019.

Système des Nations Unies

168. L'UNITAR participe à des initiatives faisant intervenir d'autres entités du système des Nations Unies, notamment l'exécution de programmes conjoints et la conclusion d'arrangements relatifs aux services communs. Dans le cadre des mécanismes de financement conjoints, les entités des Nations Unies collaborent à l'exécution d'activités et à l'obtention de résultats.

169. En tant qu'organisme des Nations Unies, l'UNITAR effectue des opérations et entretient des relations avec d'autres entités du système. Selon la norme IPSAS 20 (Information relative aux parties liées), l'Institut n'est pas tenu de communiquer dans ses états financiers des informations sur les opérations effectuées avec d'autres entités du système des Nations Unies, ces opérations correspondant à des relations de travail normales entre les entités et ayant été effectuées aux prix et conditions de concurrence normalement applicables.

Réseau mondial des centres internationaux de formation des autorités et leaders

170. Le réseau CIFAL comprend 16 centres internationaux de formation des autorités et leaders. Situés en Asie, en Afrique, en Australie, en Europe et dans les Amériques et les Caraïbes, ils dispensent une formation innovante partout dans le monde et constituent une plateforme d'échange de connaissances entre les hauts fonctionnaires, le secteur privé et la société civile.

171. Ces centres sont créés par des accords de partenariat entre l'UNITAR et un partenaire local, lequel met à disposition les ressources humaines et financières

nécessaires au fonctionnement autonome et au contrôle local. L'Institut n'intervient dans leur fonctionnement que pour formuler des orientations pédagogiques, prêter appui et conseil concernant le contenu des formations, assurer le suivi et l'évaluation, et veiller à l'assurance de la qualité. Il n'est pas associé à la gouvernance du réseau CIFAL et n'assure la coordination qu'à l'occasion de la réunion annuelle des directeurs des centres. Les centres ne peuvent se servir du nom et de l'emblème de l'UNITAR que pour les activités définies et exécutées conjointement avec l'Institut.

172. Les centres de formation du réseau CIFAL versent annuellement à l'Institut des droits d'affiliation dont le montant est fixé par l'accord de partenariat ou par une décision du comité des directeurs du réseau. L'UNITAR ne prend pas en charge les activités de ces centres ni ne participe aux gains ou aux pertes qu'elles engendrent. Le montant des droits versés, qui se chiffre à 0,450 million de dollars (0,480 million de dollars en 2018), est comptabilisé comme produits au titre d'opérations avec contrepartie directe.

Note 23

Contrats de location et engagements

Contrats de location-financement

173. L'UNITAR n'est partie à aucun contrat de location-financement, que ce soit en tant que bailleur ou preneur à bail.

Contrats de location simple et engagements

174. L'UNITAR a signé deux contrats de location simple pour ses locaux de Genève et un autre pour son bureau de New York. À Genève, il s'agit d'une part d'un bail annuel conclu avec la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI), aux termes duquel celle-ci donne en location des bureaux à l'UNITAR pour un montant annuel de 183 680 francs suisses (soit 0,188 million de dollars au taux de change en vigueur au 31 décembre 2019) (en 2018, le montant du loyer en francs suisses était le même et représentait 0,186 million de dollars au taux de change en vigueur au 31 décembre 2018), et, d'autre part, d'un bail de cinq ans, toujours avec la FIPOI, aux termes duquel l'UNITAR occupe des locaux pour un loyer annuel de 283 484 francs suisses (soit 0,290 million de dollars au taux de change en vigueur au 31 décembre 2019) (en 2018, le montant du loyer en francs suisses était le même et représentait 0,287 million de dollars au taux de change en vigueur au 31 décembre 2018). Ces baux peuvent être renouvelés par voie de notification adressée à la FIPOI au plus tard six mois avant la date de leur expiration.

175. Le montant total des engagements locatifs comptabilisés en dépenses pour la période considérée s'est élevé à 1,151 million de dollars (contre 1,216 million de dollars en 2018), dont 0,604 million de dollars (contre 0,613 million en 2018) au titre d'allocation-logement et d'arrangements en nature, un montant correspondant étant comptabilisé comme produit à la rubrique « Produits divers ». Les montants des futurs paiements minimaux au titre de contrats de location non résiliables sont indiqués dans le tableau ci-après.

Engagements au titre des contrats de location simple

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Au 31 décembre 2019</i> | <i>Au 31 décembre 2018</i> |
|---|----------------------------|----------------------------|
| Échéance de moins d'un an | 1 119 | 557 |
| Échéance d'un à cinq ans | 2 223 | 68 |
| Échéance de plus de cinq ans | — | — |
| Total des engagements locatifs minimaux (non actualisés) | 3 342 | 625 |

176. Les divers contrats de location des photocopieurs du siège entrent pour la plupart dans le cadre des accords généraux d'approvisionnement à long terme. Les montants indiqués représentent les engagements à venir pour la durée minimale de location, compte tenu des augmentations annuelles prévues dans ces contrats. Aucun contrat n'est assorti d'une option d'achat.

177. À la date de clôture des comptes, le montant des engagements contractuels en cours au titre des biens et services pour lesquels des accords de sous-traitance ont été conclus mais qui n'ont pas encore été fournis s'élevait à 1,088 million de dollars (contre 0,588 million en 2018).

178. À la date de clôture des comptes, le montant des fonds transférés à des partenaires d'exécution en application des accords conclus s'élevait à 1,253 million de dollars (contre 0,944 million en 2018).

Note 24

Passifs éventuels et actifs éventuels

179. Dans le cours normal de ses activités, l'UNITAR peut être partie à des litiges divers, lesquels sont classés dans deux catégories : les litiges d'ordre commercial et les litiges d'ordre administratif. À la date de clôture des comptes, l'Institut n'avait aucun passif éventuel lié à des litiges de l'une ou l'autre de ces catégories.

180. À la date de clôture des comptes, l'UNITAR ne faisait l'objet ni d'action en justice ni de recours déposé devant les tribunaux des Nations Unies chargés d'examiner les griefs de membres du personnel en activité ou ayant cessé leur service.

181. À la date de clôture des comptes, l'UNITAR ne disposait d'aucun actif éventuel.

Note 25

Autres éléments de passif

(En milliers de dollars des États-Unis)

Au 31 décembre 2019

| | <i>Autres éléments de passif courants</i> | <i>Autres éléments de passif non courants</i> | <i>Total</i> |
|--|---|---|--------------|
| Montant dû à des entités des Nations Unies | — | — | — |
| Total des autres éléments de passif | — | — | — |

Au 31 décembre 2018

| | <i>Autres éléments de passif courants</i> | <i>Autres éléments de passif non courants</i> | <i>Total</i> |
|--|---|---|--------------|
| Montant dû à des entités des Nations Unies | 132 | – | 132 |
| Total des autres éléments de passif | 132 | – | 132 |

Note 26**Événements postérieurs à la date de clôture**

182. Il ne s'est produit entre la date de clôture des comptes et celle à laquelle la publication des états financiers a été autorisée aucun événement, favorable ou défavorable, susceptible d'avoir une incidence significative sur ces états.

